

**UNIVERSITE MOULOU D MAMMERI DE TIZI-OUZOU**  
**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALE ET**  
**DES SCIENCES DE GESTION**  
**DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES**



**Mémoire de fin de cycle**  
**En vue de l'obtention du diplôme de master en sciences économiques**  
**Spécialité : Economie du développement**

**Le rôle de la micro finance dans la valorisation  
des savoir-faire artisanaux au Mali.**

**Réalisé par :**

THIAM Boubacar

**Soutenu devant le jury composé de :**

D<sup>r</sup>. OULD TALEB Ouramdane, MCB, UMMTO, Président

D<sup>r</sup>. HASSAINE Mahfoudh, MCB, UMMTO, Examineur

D<sup>r</sup>. BERBAR Mouloud, MCA, UMMTO, Rapporteur

**Promotion 2023/2024**

# Remerciements

*Je remercie Dieu, le Tout-Puissant, de m'avoir donné la volonté et la patience nécessaire pour accomplir ce travail.*

*Tout travail de recherche est le fruit de contributions multiples.*

*À cet effet, j'exprime ma reconnaissance et mes remerciements à toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à l'élaboration de ce mémoire.*

*Je tiens à exprimer toute ma gratitude à mon promoteur de mémoire, Monsieur Berbar, pour ses conseils, son encouragement et son soutien constant tout au long de la réalisation de ce travail.*

*Je remercie également les membres du jury pour avoir accepté d'évaluer et de juger ce mémoire et pour leur participation à notre soutenance. Mes remerciements vont également à tous les*

*enseignants de l'Université Mouloud Mammeri, qui ont contribué à ma formation tout au long de mon cursus universitaire.*

## Dédicaces

*À ma famille, dont le soutien indéfectible et l'encouragement m'ont toujours porté vers l'avant.*

*À mes amis, pour leur aide, leur patience et leur amitié inestimable.*

*À mes enseignants, pour leurs savoir, leur dévouement et leur soutien tout au long de mon parcours.*

*À toute la promotion 2023-2024 ED, avec qui j'ai partagé tant de moments mémorables et enrichissants.*

# Table des matières

Introduction generale.....	8
<b>Chapitre I : fondements theoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale</b>	
Introduction.....	11
<b>Section 1 : La ressource territoriale : une notion polysemique .....</b>	<b>12</b>
<b>Section 2 : Ressources et/ou actifs generiques : des prerequis a la construction territoriale ..</b>	<b>17</b>
<b>Section 3 : Les dynamiques de la ressource territoriale : quel issu pour le developpement ...</b>	<b>31</b>
<b>Section 4 :Ressources et territoire : processus de co-construction.....</b>	<b>37</b>
Sonclusion du chapitre 01 .....	44
<b>Chapitre II : la valorisation des savoir-faire artisanaux : cadre theorique</b>	
Introduction.....	46
<b>Section 1 : Definition et caracteristiques des savoir-faire artisanaux .....</b>	<b>46</b>
<b>Section 2 : Theories sur la valorisation des savoir-faire artisanaux .....</b>	<b>48</b>
<b>Section 3 : Les modes de valorisation des savoir-faire locaux artisanaux .....</b>	<b>51</b>
<b>Section 4 : Strategies de valorisation des savoir-faire artisanaux .....</b>	<b>57</b>
Conclusion du chapitre 02 .....	61
<b>chapitre III : role de la microfinance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au mali cas de nyesigiso</b>	
Introduction.....	63
<b>Section 1 : L'artisanat au mali : quelle realite ? .....</b>	<b>64</b>
<b>Section 2 : Les institutions de la micro finance (imf) .....</b>	<b>80</b>
<b>Section 3 : La methode de notre etude empirique sur le role de la micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au mali .....</b>	<b>92</b>

Conclusion du chapitre 03 ..... 104

Conclusion generale..... 106

**Bibliographie**

**Annexes**

## Sigles et abréviations

**PME:** Petite et moyenne entreprise

**PMI:** Petite et moyenne industrie

**TPE :** Toute petite entreprise

**ONG:** Organisation non gouvernementale

**BM:** La banque mondiale

**TIC:** Technologies de l'information et de la communication

**PPP :** Partenariat public-privé

**UE:** Union européenne

**R et D :** Recherche et développement

**FEDER :** Fonds européen de développement régional

**SIG:** Système d'information géographique

**AOC:** Appellations d'origine contrôlée

**IGP:** Identification géographique protégée

**UNESCO:** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

**IMF :** institution de la microfinance.

**RGPA :** Recensement général de la population et de l'habitat.

**TBS :** Taux brut de scolarisation.

**EDSM:** Enquête démographique et de la santé

**PIB:** Produit intérieur brut

**CSRCRP:** Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté

**PDES :** Projet pour le développement économique et social

**OMD:** Objectifs du millénaire pour le développement

**FNAM:** Fédération nationale des artisans du Mali

**INSTAT :** Institut national de la statistique du Mali

**SFD:** Système financier décentralisé

**COOPEC:** Coopération d'épargne et de crédit

**MEC:** Mutuelle d'épargne et de crédit

**UEMOA :** Union économique et monétaire des états de l'Afrique de l'Ouest

**CCMOA :** Confédération des caisses mutualiste d'Afrique de l'Ouest

**DSRP :** Documents stratégiques détection de la pauvreté

## **Table des Illustrations**

### **Index des tableaux**

**Tableau 01:** La typologie Des ressources, des Colletis et des Pecqueur (1999, 2004)

**Tableau 02 :** Situation du métier et du nombre d'artisans par catégories

**Tableau 03 :** Classification des catégories de métier en fonction des effectifs

**Tableau 04 :** Les principaux corps du métier en effectif

**Tableau 05 :** Récapitulatif des métiers porteurs dans la catégorie alimentation

**Tableau 06 :** Récapitulatif des métiers porteurs dans la catégorie bâtiment

**Tableau 07 :** Métiers porteurs dans la catégorie transformation des métaux

**Tableau 08 :** Métier porteur dans la catégorie bois et ameublement

**Tableau 09 :** Métier porteur dans la catégorie habillement, cuir et textile

**Tableau 10 :** Métier porteur dans la catégorie hygiène soins corporels

**Tableau 11 :** Métier porteur dans la catégorie art et divers

### **Index des figures**

**Figure N°01:** Volume de financements octroyés ces 5 dernières années à l'artisanat par l'institution de microfinance Nyesigiso Agence régionale de KAYES au Mali.

### **Index des Image :**

**Image 01 :** La carte du Mali

**Image 02 :** Le secteur informel et de l'artisanat

## Résumé

Le mémoire intitulé *"Le rôle de la microfinance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali"* analyse comment la microfinance contribue au développement économique local en soutenant les artisans et en valorisant leurs compétences traditionnelles. L'objectif principal est d'explorer le lien entre l'accès au financement par la microfinance et la capacité des artisans maliens à investir dans leur production, à améliorer la qualité de leurs produits, et à élargir leurs marchés.

Divisé en plusieurs chapitres, le mémoire commence par une revue des concepts théoriques liés à la notion de ressource territoriale. Il met en avant l'importance des ressources spécifiques, telles que les savoir-faire artisanaux, pour le développement des territoires. Le cadre méthodologique repose sur une combinaison de recherche documentaire, d'entretiens avec des institutions de microfinance, et d'analyses statistiques pour évaluer l'impact de ces financements sur les artisans maliens.

Le mémoire met en évidence le rôle central des institutions de microfinance, comme NYESIGISO, dans l'amélioration de l'accès des artisans au crédit. Grâce à ces financements, les artisans peuvent investir dans de meilleures matières premières, améliorer leurs techniques de production, et accroître leur capacité à commercialiser leurs produits. Cette valorisation des savoir-faire artisanaux entraîne une augmentation des revenus des artisans, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois dans les zones rurales.

Enfin, le mémoire souligne les dynamiques économiques, sociales et culturelles qui émergent de la valorisation des savoir-faire artisanaux. Il propose des stratégies pour renforcer le développement durable des territoires, notamment par la co-construction des ressources territoriales avec les différents acteurs locaux. En conclusion, le mémoire démontre que la microfinance est un levier essentiel pour le développement économique local au Mali, en permettant une meilleure intégration des artisans dans les dynamiques économiques locales et en renforçant le tissu économique des territoires ruraux.

**Mots clés:** Microfinance, Savoir-faire artisanaux, Développement économique, Valorisation des ressources, Institutions de microfinance, Territoires ruraux, Réduction de la pauvreté, Création d'emplois, Ressources territoriales, Développement durable, Co-construction, Dynamique économique locale, Artisanat.

# **Introduction générale**

### Introduction Générale

Les problèmes de croissance, de développement économique, de lutte contre la pauvreté, et de créations d'emplois, représentent des enjeux majeurs qui interpellent tout pays en développement et tout pays émergent. Ainsi, malgré les contraintes qui les assaillent, nos pays africains sont condamnés à réussir leurs politiques de croissance, de développement économique et social, et de lutte contre la pauvreté avec les problèmes récurrents de créations d'emplois.

C'est la raison pour laquelle les gouvernements s'attèlent à la mobilisation de toutes les ressources nationales qui constituent les leviers du développement.

Il reste bien entendu que le développement, comme une spirale qui se détend, doit partir à la fois de l'ensemble des territoires d'un pays.

Ainsi, en poussant une réflexion approfondie sur le développement d'un pays, l'on est amené à s'interroger entre autres sur :

- Comment ancrer le développement au territoire ?
- Comment créer durablement de la valeur, économique, culturelle, patrimoniale, etc. pour les territoires ?
- Comment valoriser les savoir-faire locaux, c'est-à-dire valoriser les compétences au niveau de chaque territoire ?

L'approche du développement par la ressource territoriale suppose **des emplois, des savoir-faire, des produits**, etc., qui ne peuvent être délocalisés ni copiés, et qui distinguent les acteurs ou les territoires.

Cette approche du développement par les ressources n'est pas une démarche de repli identitaire, mais au contraire, pour être reconnue comme étant une qualité et une spécificité auprès des consommateurs, usagers ou acteurs : une spécificité en lien avec les réalités, et les richesses propres à chaque territoire.

L'idée est de faire le pari de valoriser (mettre en action) des ressources spécifiques aux lieux, aux hommes, aux espaces, à l'histoire, du territoire.

Sur la base des considérations qui précèdent, plusieurs questions sont ainsi posées :

- **Qu'est-ce qu'une ressource territoriale ?**
- **Comment repérer les ressources ?**
- **Comment les identifier ?**
- **Comment les évaluer ?**

Une ressource n'existe que par la valeur que les gens lui reconnaissent. Dès lors, l'enjeu n'est pas de porter un regard d'expert sur les potentialités d'un territoire, mais d'identifier, de reconnaître, de partager ce qui, pour les gens du lieu, a de la valeur, et peut être à l'origine de valorisations nouvelles.

Dans le cadre de ce mémoire relatif au Mali, en parlant de ressources du territoire, nous nous limitons exclusivement à **la valorisation des savoir-faire artisanaux locaux au Mali.**

Notre question principale est :

**Comment la microfinance peut-elle contribuer à la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali, et quels sont les impacts de cette valorisation sur le développement économique local ?**

Hypothèse de Recherche

Pour aborder cette problématique, deux hypothèses principales sont formulées :

**Hypothèse 1 :**

La microfinance améliore l'accès des artisans maliens aux financements, ce qui permet des investissements plus efficaces dans la production et la commercialisation, conduisant ainsi à une meilleure valorisation des savoir-faire artisanaux.

**Hypothèse 2 :**

La valorisation des savoir-faire artisanaux, facilitée par la microfinance, entraîne une augmentation des revenus des artisans, contribuant à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois dans les zones rurales du Mali.

Ces hypothèses seront testées à travers une étude détaillée du rôle de la microfinance dans le soutien des artisans maliens, avec un focus particulier sur l'expérience de NYESIGISO, une institution de microfinance opérant au Mali. Ce travail vise à démontrer l'importance de la microfinance dans le renforcement du tissu économique local, en mettant en lumière les dynamiques qui lient finance, artisanat, et développement territorial.

Méthodologie de Recherche :

- Une recherche documentaire et descriptive, basée sur les ouvrages, des revus et des rapports.
- Une recherche explicative à travers un tableau de guide d'entretien présenté à une institution de Micro finance « NYESIGISO ».
- Analyse des données statiques à travers le résultat du tableau et des questionnaires.

# **Chapitre I**

**Fondements théoriques et  
conceptuels de la notion de ressource  
territoriale**

### Introduction

Les ressources territoriales sont au cœur des dynamiques de développement local et régional, représentant un ensemble complexe de capitaux naturels, humains, économiques et institutionnels qui déterminent la capacité d'un territoire à prospérer de manière durable. Comprendre ces ressources dépasse la simple identification de leurs composantes physiques et économiques ; cela requiert une exploration en profondeur des théories et des concepts qui sous-tendent leur gestion, leur valorisation et leur impact sur la dynamique territoriale.

La définition de la notion de territoire par Olivier Pecqueur, géographe économiste français, met l'accent sur le caractère dynamique et multifactoriel du territoire. Pour Pecqueur, le territoire ne se réduit pas à une simple étendue géographique mais représente un espace structuré par des interactions entre acteurs, ressources et institutions. Il est également marqué par des processus économiques, sociaux, culturels et environnementaux qui façonnent son développement et sa gouvernance. Ainsi, la notion de territoire selon Pecqueur englobe à la fois les dimensions spatiales et les dynamiques socio-économiques qui s'y déploient.

La compréhension des ressources territoriales nécessite donc une approche intégrée qui dépasse les découpages disciplinaires traditionnels. Cela implique d'embrasser une perspective holistique, où les interactions entre les différents types de ressources sont explorées en profondeur. Par exemple, comment les ressources naturelles comme l'eau et les terres influencent-elles les activités économiques locales ? Comment les capitaux humains et sociaux façonnent-ils la capacité d'innovation et d'adaptation d'une région face aux défis économiques et environnementaux ?

L'objectif de ce chapitre vise à explorer les fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale, en s'appuyant sur les contributions majeures des chercheurs dans ce domaine que nous transposerons par la suite sur les savoir-faire locaux artisanaux. Il sera structuré en quatre sections principales :

**1. La ressource territoriale : une notion polysémique :** Cette section abordera la diversité des définitions et des interprétations de la notion de ressource territoriale, en explorant ses multiples dimensions et applications.

2. **Ressources et/ou actifs génériques : des pré requis à la construction territoriale :**  
Nous examinerons ici les différences entre ressources génériques et spécifiques, et comment elles interagissent pour contribuer au développement territorial.
3. **Les dynamiques des ressources territoriales :** Cette section analysera les processus de valorisation et de transformation des ressources territoriales, en mettant en lumière les dynamiques économiques, sociales et culturelles en jeu.
4. **Ressources et territoire : processus de co-construction :** Nous explorerons enfin comment les ressources territoriales sont co-construites par les acteurs locaux, en examinant des études de cas et des exemples concrets de gouvernance participative et de valorisation des ressources locales.

### Section 1 : La ressource territoriale : une notion polysémique.

#### 1.1. Définition et évolution du concept

La notion de ressource territoriale est au cœur des études de développement local et de planification territoriale. Ce concept a évolué au fil des décennies pour intégrer divers aspects économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

##### 1.1.1. Définitions classiques et contemporaines

Historiquement, les ressources étaient souvent définies en termes de biens tangibles tels que les ressources naturelles. Les géographes et économistes se concentraient sur des éléments comme les sols arables, les gisements minéraux, les forêts, et les réserves d'eau. Cette approche, bien que fondamentale, ne capture pas toute la complexité des ressources territoriales modernes.

Aujourd'hui, la notion de ressource territoriale s'est élargie pour inclure des éléments intangibles. Selon des définitions contemporaines, les ressources territoriales englobent non seulement les aspects physiques et naturels, mais aussi les dimensions humaines, sociales et culturelles. Ainsi, les compétences de la main-d'œuvre, les réseaux sociaux, l'innovation, les infrastructures technologiques, et le capital culturel deviennent des composants essentiels des ressources territoriales.

## Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale

---

Ce passage souligne l'évolution de la notion de ressource territoriale, en insistant sur le passage d'une conception centrée sur les ressources naturelles tangibles à une approche plus globale qui intègre les dimensions humaines, sociales, et culturelles. Les ressources intangibles telles que les compétences humaines, les réseaux sociaux, et l'innovation sont désormais cruciales pour le développement régional (Camagni, 2008, pp. 118-132).

### 1.1.2. Évolution conceptuelle

L'évolution conceptuelle de la ressource territoriale peut être tracée à travers plusieurs courants intellectuels :

- **L'économie géographique** : Cette discipline a joué un rôle crucial en soulignant l'importance des localisations des activités économiques. Des auteurs comme Alfred Marshall ont introduit des concepts tels que les économies d'agglomération, où la proximité géographique entre entreprises génère des avantages économiques grâce à la concentration de ressources et de savoir-faire dans son ouvrage *Principles of Economics* (Marshall, 1890, pages 271). Il explique comment la concentration géographique d'entreprises favorise l'échange de connaissances et réduit les coûts.
- **La sociologie des organisations** : Ici, la ressource territoriale est vue sous l'angle des interactions sociales, des réseaux et des institutions. Pierre Bourdieu, avec son concept de capital social et culturel, a contribué à cette vision, en insistant sur l'importance des relations sociales et des dynamiques institutionnelles dans la valorisation des ressources territoriales. Pour Pierre Bourdieu, dans *Le capital social* (Bourdieu, 1986, p. 248), a développé l'idée que les réseaux sociaux et les relations institutionnelles sont des formes de capital cruciales pour la valorisation des ressources territoriales.
- **Les études culturelles et environnementales** : Ces disciplines mettent en avant la valeur des ressources culturelles (patrimoine, savoir-faire, traditions) et environnementales (écosystèmes, paysages) dans la construction identitaire et le développement durable des territoires. La gestion des ressources naturelles et la préservation de l'environnement deviennent des éléments clés dans l'analyse des ressources territoriales. Dans l'ouvrage « *Cultural Landscapes and Environmental Change* » de Darby (Darby, 2000, page 101), qui explore comment les ressources culturelles et environnementales sont essentielles pour le développement durable et l'identité territoriale.

### 1.1.3. Contributions des écoles de pensée française et italienne

Les écoles française et italienne ont apporté des perspectives enrichissantes à l'étude des ressources territoriales :

- **École française** : Des chercheurs comme Laurent Davezies et Pierre Veltz ont mis en lumière l'importance des ressources immatérielles et de l'innovation territoriale. Pierre Veltz, dans son ouvrage "Mondialisation, villes et territoires", explore comment les territoires peuvent tirer parti de leurs spécificités locales pour s'intégrer dans l'économie mondiale.<sup>1</sup>
- **École italienne** : La théorie des districts industriels de Giacomo Becattini est une contribution majeure. Selon cette théorie, les districts industriels sont des territoires où la concentration de PME (petites et moyennes entreprises) dans un même secteur d'activité crée un environnement propice à la coopération, à l'innovation et à la compétitivité. Les ressources territoriales, dans ce cadre, incluent non seulement les ressources matérielles, mais aussi le savoir-faire partagé et les réseaux de coopération.<sup>2</sup>

### 1.2. Les différentes approches théoriques

Pour saisir la complexité de la notion de ressource territoriale, il est essentiel d'examiner les différentes approches théoriques qui la sous-tendent.

#### 1.2.1. L'approche économique-centrée

Cette approche se concentre principalement sur les ressources matérielles et immatérielles qui génèrent de la valeur économique. L'économiste Michael Porter, avec sa théorie des avantages compétitifs des nations, a souligné que les territoires peuvent se différencier et se développer en exploitant leurs ressources uniques. Les ressources économiques incluent les infrastructures, les ressources naturelles, le capital humain, et les innovations technologiques. Cette approche met en avant l'importance de la compétitivité et de la capacité des territoires à attirer les investissements et les talents.

---

<sup>1</sup> [www.urbanisme-puca.gouv.fr/FIMG/Fpdf/Factes\\_attr\\_territoires.pdf](http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/FIMG/Fpdf/Factes_attr_territoires.pdf) consulter le 12/06/2024 à 20H15

<sup>2</sup> <https://www.cairn.info/les-grands-auteurs-en-entrepreneuriat-et-pme--9782847696738-page-351.htm?contenu=auteurs> consulter le 13/06/2024 à 12H55

### 1.2.2. L'approche socio-culturelle

L'approche socio-culturelle, en revanche, met l'accent sur les ressources issues du capital social et des dynamiques culturelles locales. Pierre Bourdieu, avec son concept de capital culturel, a montré comment les valeurs, les croyances et les traditions locales peuvent devenir des ressources précieuses pour le développement territorial. Les ressources socio-culturelles incluent les réseaux sociaux, la confiance interpersonnelle, le capital social, et les institutions culturelles locales. Ces éléments renforcent la cohésion sociale et l'innovation collective, favorisant ainsi un développement endogène.<sup>3</sup>

### 1.2.3. L'approche environnementale

L'approche environnementale considère les ressources naturelles et les services écosystémiques comme des éléments cruciaux du développement territorial. Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie, a montré comment les communautés locales peuvent gérer collectivement et de manière durable les ressources communes (Commons). Cette approche met en lumière l'importance de la gestion durable des ressources naturelles, telles que l'eau, les sols, la biodiversité et les paysages, et leur rôle dans le bien-être et la résilience des territoires.<sup>4</sup>

## 1.3. La notion de ressource : entre matérialité et immatérialité

Les ressources territoriales se caractérisent par leur diversité et leur capacité à évoluer entre des dimensions matérielles et immatérielles.

### 1.3.1. Ressources matérielles

Les ressources matérielles incluent des éléments tangibles comme les ressources naturelles (eau, minéraux, forêts), les infrastructures (routes, ponts, bâtiments), et les équipements technologiques. Ces ressources nécessitent souvent des investissements financiers importants et des politiques publiques pour leur développement et leur gestion. Elles sont essentielles pour les activités économiques de base et le bien-être des populations locales.

**Investissements et gestion :** Les infrastructures et équipements technologiques nécessitent souvent des investissements publics et privés conséquents pour leur développement. Selon Démurger (2001, p. 59), l'accès aux infrastructures est un facteur déterminant du développement économique, particulièrement dans les régions rurales.

---

<sup>3</sup> <https://hbr.org/1990/03/the-competitive-advantage-of-nations> consulter le 13/06/2024 à 17H11

<sup>4</sup> <https://www.resources.org/resources-radio/managing-the-commons-insights-from-elinor-ostrom-with-erik-nordman/> consulter le 15/06/2024 à 20H46

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

Importance **économique** : Sachs (2005, p. 144) souligne que les ressources naturelles et infrastructures sont cruciales pour soutenir les bases de l'économie, particulièrement dans les économies en développement.

### **1.3.2. Ressources immatérielles**

Les ressources immatérielles, quant à elles, incluent des éléments intangibles tels que le savoir, les compétences, les réseaux sociaux, la culture, et l'identité locale. Ces ressources sont souvent plus difficiles à quantifier, mais elles jouent un rôle crucial dans la dynamique territoriale. Par exemple, un territoire avec une forte culture d'innovation et des réseaux d'entrepreneurs actifs peut attirer des investissements et stimuler la création d'entreprises. Le capital humain, représenté par la formation, les compétences et l'expérience des individus, est une ressource immatérielle essentielle.

Les ressources immatérielles ont une importance cruciale pour le développement territorial, bien qu'elles soient difficiles à quantifier. Les ressources immatérielles, telles que le savoir, les compétences, et les réseaux sociaux, sont des moteurs essentiels de l'innovation et de la compétitivité des territoires. Par exemple, Florida (2002, p. 5) dans *The Rise of the Creative Class* soutient que les régions riches en capital humain et en créativité attirent davantage d'investissements et connaissent une croissance économique plus rapide.

### **1.3.3. La synergie entre ressources matérielles et immatérielles**

La combinaison de ressources matérielles et immatérielles est souvent nécessaire pour un développement territorial réussi. Un cluster industriel prospère, par exemple, nécessite des infrastructures adéquates (ressources matérielles), mais aussi un savoir-faire spécialisé et des réseaux de collaboration (ressources immatérielles). Les territoires doivent ainsi créer des synergies entre ces différents types de ressources pour maximiser leur potentiel de développement. La gestion intégrée des ressources matérielles et immatérielles permet de créer des écosystèmes dynamiques et résilients.<sup>5</sup>

## **1.4. Les acteurs et la construction des ressources territoriales**

La construction et la valorisation des ressources territoriales impliquent une multitude d'acteurs aux rôles variés.

---

<sup>5</sup> [https://econpapers.repec.org/article/cairerarc/reru\\_5f185\\_5f0993.htm](https://econpapers.repec.org/article/cairerarc/reru_5f185_5f0993.htm) consulter le 15/06/2024 à 22H58

### **1.4.1. Les collectivités locales**

Les collectivités locales, telles que les municipalités et les régions, jouent un rôle central dans la gestion et la valorisation des ressources territoriales. Elles mettent en place des politiques publiques pour améliorer les infrastructures, soutenir les entreprises locales, préserver les ressources naturelles, et promouvoir la culture et le patrimoine. Les plans d'aménagement du territoire, les politiques de développement économique, et les programmes de protection de l'environnement sont des outils clés pour les collectivités locales.

### **1.4.2. Les entreprises**

Les entreprises, qu'elles soient grandes ou petites, sont des acteurs majeurs dans la création de valeur à partir des ressources territoriales. Elles exploitent les ressources locales, innovent, et contribuent à l'économie locale. Les PME, en particulier, jouent un rôle crucial dans les dynamiques territoriales, car elles sont souvent enracinées dans le tissu local et entretiennent des liens étroits avec les autres acteurs du territoire. Les partenariats public-privé peuvent être particulièrement efficaces pour maximiser l'impact des ressources territoriales.

### **1.4.3. Les associations et les citoyens**

Les associations et les citoyens sont également des acteurs importants. Les associations peuvent mobiliser des ressources humaines et financières pour des projets de développement local, tandis que les citoyens contribuent par leur engagement et leur participation active à la vie communautaire. Le capital social, renforcé par l'action collective et la participation citoyenne, est une ressource immatérielle précieuse. Les initiatives locales, telles que les coopératives et les projets de développement communautaire, illustrent la capacité des citoyens à valoriser les ressources territoriales.

### **1.4.4. Les institutions de recherche et d'éducation**

Les institutions de recherche et d'éducation, comme les universités et les centres de formation, jouent un rôle crucial dans la valorisation des ressources territoriales. Elles produisent des connaissances, forment des compétences spécialisées, et stimulent l'innovation. Les collaborations entre les institutions académiques et les acteurs locaux peuvent conduire à des projets de recherche appliquée et de transfert de technologie, renforçant ainsi la compétitivité et la durabilité des territoires. Les initiatives comme les pôles de compétitivité et les incubateurs d'entreprises illustrent comment les institutions de recherche et d'éducation peuvent contribuer à la valorisation des ressources territoriales.

### **1.4.5. Les gouvernements et les agences nationales**

Les gouvernements et les agences nationales jouent également un rôle crucial dans la gestion et la valorisation des ressources territoriales. Ils établissent les cadres réglementaires, les politiques macroéconomiques et les programmes de financement qui influencent le développement territorial. Les politiques nationales de développement régional, les programmes de cohésion territoriale, et les initiatives de décentralisation sont des exemples de l'intervention de l'État dans la gestion des ressources territoriales. Les subventions, les incitations fiscales et les investissements publics sont des outils couramment utilisés pour stimuler le développement des ressources territoriales.

### **1.4.6. Les organisations internationales et les ONG**

Les organisations internationales et les ONG peuvent également jouer un rôle significatif dans la gestion et la valorisation des ressources territoriales. Elles apportent des financements, des expertises et des réseaux globaux qui peuvent renforcer les initiatives locales. Par exemple, les programmes de développement durable et les projets de conservation menés par des organisations internationales peuvent aider à préserver les ressources naturelles et à promouvoir des pratiques de gestion durable. Les ONG, en particulier, peuvent mobiliser des ressources et des soutiens internationaux pour des projets locaux de développement communautaire et de protection de l'environnement.

### **1.4.7. Les interactions entre les acteurs**

La mobilisation des ressources territoriales repose souvent sur des interactions complexes entre ces différents acteurs. Les processus de gouvernance collaborative et les réseaux de partenariats sont essentiels pour coordonner les efforts et maximiser l'impact des ressources disponibles. Les forums de dialogue, les plateformes de coopération, et les partenariats public-privé sont des mécanismes qui facilitent la collaboration entre les acteurs. Une gouvernance efficace implique également la gestion des conflits d'intérêts et la négociation des priorités entre les différents acteurs.

### **1.4.8. Cas illustratifs**

Pour illustrer ces dynamiques, plusieurs études de cas peuvent être examinées. Par exemple en Afrique, des initiatives telles que les projets de développement communautaire financés par des ONG internationales montrent comment les ressources naturelles et culturelles peuvent être mobilisées pour améliorer les conditions de vie des populations locales.<sup>6</sup>

---

<sup>6</sup><https://admical.org/expertise/mecenat-des-collectivites-un-nouveau-souffle-pour-le-developpement-territorial>

### Section 2 : Ressources et/ou actifs génériques : des pré requis à la construction territoriale.

#### 2.1. Définition des ressources et actifs génériques

Pour comprendre la dynamique de la construction territoriale, il est essentiel de distinguer entre ressources spécifiques et actifs génériques. Les ressources génériques sont des éléments de base nécessaires au développement de tout territoire, tandis que les actifs spécifiques sont uniques à un territoire particulier et confèrent des avantages compétitifs distincts.

Le qualificatif spécifique d'un facteur renvoi à son inscription dans une stratégie d'acteurs pour l'insérer dans un usage particulier et rare. On qualifie un facteur de générique lorsqu'il est donné et utilisé pour un usage régulier. Le croisement de ces critères dans le cadre d'une matrice débouchera sur quatre types de facteurs (voir le tableau ci-dessous).

**Tableau N° 01** : La typologie de ressources de Colletis et Pecqueur (1995, 2004).

	<b>Générique</b>	<b>Spécifique</b>
<b>Ressources</b>	Ressources génériques	Ressources spécifiques
<b>Actifs</b>	Actifs génériques	Actifs spécifiques

Source : réalisé par nos soins suite à notre synthèse

Les ressources génériques représentent un potentiel encore inexploité et ne sont pas encore disponibles sur le marché. Elles ne sont pas liées à un territoire spécifique, peuvent être trouvées dans différents lieux et ne sont pas utilisées de manière particulière, ce qui les rend non déterminantes pour un avantage compétitif. Une fois révélées et activées, ces ressources deviennent des actifs échangeables, avec la possibilité de les transférer d'un territoire à un autre, bien que leur valeur puisse diminuer.

À l'inverse, les ressources spécifiques concernent des facteurs non révélés, de nature non marchande, profondément ancrés dans un territoire particulier (François et al 2006). Elles se caractérisent par une certaine rigidité géographique et sont difficilement transférables. Les actifs résultant de ces ressources impliquent des coûts d'irréversibilité, c'est-à-dire que leur déplacement engendre des coûts supplémentaires liés au "coût de réaffectation" (Colletis,

Pecqueur, 2005, p. 57). Ces ressources possèdent une valeur d'usage spécifique. Elles sont influencées par les stratégies des acteurs et émergent d'une dynamique cognitive partagée au sein du territoire.

Cette distinction entre ressources génériques et spécifiques permet de définir des grilles d'analyse pour le développement local. Selon l'approche territoriale en économie, le développement ne peut s'appuyer uniquement sur des ressources génériques. Des chercheurs en économie territoriale soutiennent que ce sont les ressources spécifiques qui favorisent un développement économique local (Colletis et Pecqueur, 1995; Pecqueur, 2006; Courlet, 2008; François et al.). Rallet (1996) propose de différencier deux stratégies de développement local : des stratégies "hautes" axées sur les ressources et les actifs spécifiques, et des stratégies "basses" centrées sur les actifs et ressources spécifiques.

### 2.1.1. Ressources génériques<sup>7</sup>

Les ressources génériques telles que définies par la Banque Mondiale (2010) incluent les infrastructures de transport, les services publics, les ressources humaines et les TIC, formant un socle essentiel pour le développement territorial (Banque Mondiale, 2010).

Les ressources génériques comprennent des éléments fondamentaux comme les infrastructures de transport (routes, chemins de fer, aéroports), les services publics (électricité, eau, gestion des déchets), les ressources humaines (main-d'œuvre qualifiée, éducation), et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Ces ressources sont cruciales car elles forment le socle sur lequel peuvent se construire des dynamiques territoriales plus spécialisées et innovantes. Par exemple, une bonne connectivité logistique est indispensable pour attirer les entreprises et faciliter les échanges commerciaux.

Les infrastructures de transport comprennent non seulement les routes et les chemins de fer, mais aussi les ports et les aéroports qui facilitent le commerce international et la mobilité des personnes. Les services publics incluent également des éléments comme les systèmes de santé et d'éducation, qui sont essentiels pour maintenir une population en bonne santé et bien formée. Les ressources humaines, quant à elles, ne se limitent pas à la main-d'œuvre qualifiée mais incluent aussi les entrepreneurs, les gestionnaires et les chercheurs qui peuvent impulser l'innovation et la croissance économique. Enfin, les TIC jouent un rôle de

---

<sup>7</sup><https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/58557d74-baf0-5f97-a255-00482909810a> consulté le 17/06/2024 à 20H11

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

plus en plus crucial dans l'économie moderne, facilitant la communication, le commerce électronique et l'innovation technologique.

### **2.1.2. Actifs spécifiques**

Les actifs spécifiques, en revanche, sont des caractéristiques uniques à un territoire qui peuvent inclure des aspects naturels (paysages, biodiversité), culturels (patrimoine historique, savoir-faire artisanal), et sociaux (réseaux de collaboration, capital social). Ces actifs spécifiques sont souvent difficiles à reproduire ailleurs et confèrent des avantages compétitifs durables. Par exemple, le terroir viticole de la Bourgogne en France représente un actif spécifique qui valorise le territoire de manière unique.

Les paysages naturels, tels que les montagnes, les lacs et les plages, peuvent attirer des touristes et stimuler le secteur du tourisme. La biodiversité peut également être un atout, notamment pour les industries pharmaceutiques et cosmétiques qui exploitent les plantes et autres organismes pour développer de nouveaux produits. Le patrimoine culturel, comme les sites historiques, les monuments et les traditions locales, peut attirer des touristes et renforcer l'identité locale. Les réseaux sociaux, quant à eux, facilitent la collaboration et l'innovation, et le capital social peut renforcer la cohésion communautaire et la résilience face aux crises.<sup>8</sup>

## **2.2. L'importance des prérequis pour la construction territoriale**

La disponibilité et la qualité des ressources génériques et des actifs spécifiques sont des prérequis essentiels pour la construction territoriale. Ils déterminent en grande partie la capacité d'un territoire à se développer et à attirer des investissements.

### **2.2.1. Infrastructures de transport et de communication**

Les infrastructures de transport et de communication sont des éléments fondamentaux des ressources génériques. Elles facilitent la mobilité des personnes, des biens et des informations, réduisent les coûts de transaction et augmentent l'accessibilité du territoire. Une bonne infrastructure de transport, comme un réseau routier et ferroviaire efficace, est cruciale pour l'industrialisation et l'urbanisation. De même, l'accès à des technologies de communication avancées permet aux territoires de s'intégrer dans l'économie mondiale et de favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat.

---

<sup>8</sup><https://journals.openedition.org/ei/900> consulter le 17/06/2024 à 22H37

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

Les infrastructures de transport incluent également les systèmes de transport public, qui sont essentiels pour réduire la congestion urbaine et améliorer la qualité de vie. Les systèmes de communication comprennent non seulement l'Internet à haut débit mais aussi les réseaux mobiles et les infrastructures de télécommunication, qui sont indispensables pour les entreprises modernes. Les territoires qui investissent dans ces infrastructures peuvent attirer des entreprises de haute technologie et des startups innovantes, ce qui stimule la croissance économique et l'emploi.

### **2.2.2. Services publics et utilities**

Les services publics, tels que l'approvisionnement en eau, l'électricité, la gestion des déchets et la santé publique, sont des ressources génériques essentielles qui influencent la qualité de vie et l'attractivité d'un territoire. Un approvisionnement fiable en électricité, par exemple, est indispensable pour les industries et les services, tandis qu'une gestion efficace des déchets contribue à la durabilité environnementale et à la santé publique.

En effet, selon G. Colletis (2010, p. 113-115), les services publics sont des infrastructures clés qui contribuent non seulement à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population, mais aussi à la compétitivité économique des territoires. Un approvisionnement fiable en électricité, par exemple, est crucial pour la performance des entreprises et des services, et une gestion adéquate des déchets est nécessaire pour maintenir des standards environnementaux et sanitaires élevés. Ces éléments renforcent l'attractivité d'un territoire pour les investisseurs et les résidents, tout en favorisant une meilleure qualité de vie.

Les systèmes de santé de haute qualité sont essentiels pour maintenir une population en bonne santé et productive. Les systèmes éducatifs performants sont également cruciaux pour former une main-d'œuvre qualifiée et adaptable. Les services de gestion des déchets doivent être efficaces pour prévenir la pollution et protéger l'environnement. Les services publics doivent être accessibles et de haute qualité pour attirer et retenir les résidents et les entreprises, contribuant ainsi au développement économique et social du territoire.

### **2.2.3. Ressources humaines et éducation**

Les ressources humaines qualifiées et un système éducatif performant sont également des ressources génériques clés. L'éducation et la formation professionnelle sont essentielles pour développer une main-d'œuvre compétente et adaptable, capable de répondre aux besoins

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

des industries locales et d'innovation. Les territoires qui investissent dans l'éducation et la formation professionnelle sont mieux équipés pour attirer des industries de haute technologie et des entreprises innovantes.

L'éducation ne se limite pas aux niveaux primaire et secondaire, mais inclut aussi l'enseignement supérieur et la formation continue. Les universités et les centres de recherche jouent un rôle crucial dans la formation de la main-d'œuvre et la promotion de l'innovation. Les programmes de formation professionnelle doivent être alignés sur les besoins du marché du travail pour garantir que les travailleurs possèdent les compétences nécessaires. Les territoires qui investissent dans l'éducation et la formation professionnelle peuvent créer un environnement propice à l'innovation et à la croissance économique.

Ce point de vue est soutenu par A. L. Cohen et D. C. Levinthal (1990, p. 131-134), qui affirment que les investissements dans l'éducation et la formation contribuent à la création d'un capital humain capable de s'adapter aux évolutions du marché du travail et de favoriser un climat propice à l'innovation. Leur recherche montre que les territoires dotés d'une main-d'œuvre qualifiée et d'un système éducatif robuste sont mieux préparés à attirer des industries avancées et à soutenir la croissance économique à long terme.

### **2.2.4. Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Les TIC sont devenues des ressources génériques incontournables dans l'économie moderne. Elles facilitent la communication rapide, l'accès à l'information, et l'innovation technologique. L'infrastructure numérique, comme l'accès à Internet à haut débit, est cruciale pour le développement des entreprises, l'éducation en ligne, et les services publics. Les territoires bien équipés en TIC sont plus attractifs pour les entreprises technologiques et les startups.

Les TIC comprennent non seulement les infrastructures matérielles, comme les réseaux de fibres optiques et les centres de données, mais aussi les logiciels et les applications qui facilitent la communication et la gestion des informations. Les entreprises modernes dépendent de ces technologies pour leurs opérations quotidiennes, et les systèmes éducatifs utilisent de plus en plus les TIC pour l'enseignement et l'apprentissage. Les territoires qui

investissent dans les TIC peuvent améliorer leur compétitivité et attirer des entreprises et des talents dans le domaine de la technologie.<sup>9</sup>

### **2.3. Le rôle des ressources génériques dans le développement territorial**

Les ressources génériques jouent un rôle déterminant dans le développement territorial. Elles fournissent la base nécessaire pour l'attraction et la rétention des entreprises,

La promotion de l'innovation et la création d'un environnement de vie favorable pour les résidents.

#### **2.3.1. Attractivité économique**

Les territoires dotés de bonnes infrastructures de transport, de services publics fiables et de ressources humaines qualifiées sont plus attractifs pour les investissements économiques. Les entreprises cherchent à s'implanter dans des lieux où elles peuvent facilement accéder aux marchés, aux fournisseurs et à une main-d'œuvre compétente. Par exemple, les zones franches industrielles, souvent situées près des grands hubs de transport, attirent des investissements grâce à leur infrastructure de haute qualité.

Les zones franches offrent également des avantages fiscaux et réglementaires qui peuvent attirer les entreprises. Les parcs industriels et les pôles de compétitivité sont d'autres exemples de territoires qui utilisent leurs infrastructures et services publics pour attirer des investissements. Les territoires qui peuvent offrir un environnement de haute qualité pour les entreprises peuvent attirer des investissements et créer des emplois, ce qui stimule le développement économique.

#### **2.3.2. Promotion de l'innovation**

Les ressources génériques, en particulier les TIC et l'éducation, sont cruciales pour la promotion de l'innovation. Les infrastructures technologiques permettent aux entreprises de développer de nouveaux produits et services, tandis que les institutions éducatives forment des travailleurs capables de mettre en œuvre des innovations. Des écosystèmes d'innovation, tels que les parcs technologiques et les incubateurs, dépendent fortement de la disponibilité de ressources génériques de qualité.

---

<sup>9</sup> <https://www.eea.europa.eu/fr/articles/de-la-gestion-des-dechets> consulter le 17/06/2024 à 22H57

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

Les parcs technologiques et les incubateurs offrent des infrastructures et des services de soutien aux startups et aux entreprises innovantes. Ils peuvent fournir des bureaux, des laboratoires, des services de conseil et des opportunités de réseautage. Les universités et les centres de recherche jouent également un rôle crucial en fournissant des connaissances et des compétences. Les territoires qui peuvent créer des écosystèmes d'innovation peuvent attirer des entreprises technologiques et stimuler la croissance économique.

### **2.3.3. Qualité de vie**

Les services publics et les infrastructures influencent directement la qualité de vie des résidents. Une bonne qualité de vie attire non seulement des travailleurs qualifiés, mais aussi des familles et des individus cherchant un environnement de vie agréable et sûr. Les villes et régions qui investissent dans la santé publique, l'éducation, et les espaces verts améliorent leur attractivité globale.

Les espaces verts, les parcs et les installations récréatives sont des éléments importants de la qualité de vie. Ils offrent des lieux pour le loisir, le sport et la détente, contribuant ainsi au bien-être physique et mental des résidents. Les infrastructures culturelles, comme les théâtres, les musées et les bibliothèques, enrichissent la vie culturelle et éducative de la communauté. De plus, la sécurité publique, y compris les services de police et de pompiers efficaces, est essentielle pour garantir un environnement sûr et attrayant.

### **2.3.4. Cohésion sociale et inclusion**

Les infrastructures sociales, comme les écoles, les hôpitaux et les services sociaux, jouent un rôle crucial dans la promotion de la cohésion sociale et de l'inclusion. Des services publics accessibles et de haute qualité permettent de réduire les inégalités et de promouvoir l'égalité des chances. Les territoires qui investissent dans ces infrastructures peuvent améliorer la qualité de vie de tous leurs résidents, y compris les groupes marginalisés, et renforcer la cohésion communautaire.

Les politiques de logement social et les programmes d'inclusion sociale sont également importants pour garantir que tous les résidents ont accès à des conditions de vie décentes. Les initiatives visant à améliorer l'accès à l'éducation et à la formation pour les groupes défavorisés peuvent aider à réduire les inégalités et à promouvoir une société plus

équitable. Les territoires qui peuvent offrir des services publics inclusifs et de haute qualité peuvent renforcer la cohésion sociale et améliorer la qualité de vie de tous leurs résidents.

### 2.3.5. Durabilité et résilience

Les ressources génériques doivent être gérées de manière durable pour garantir leur disponibilité à long terme et renforcer la résilience des territoires face aux crises. Les infrastructures écologiques, comme les systèmes de gestion de l'eau et les énergies renouvelables, contribuent à la durabilité environnementale. Les territoires résilients sont capables de s'adapter aux changements climatiques et de surmonter les crises économiques et sociales.

Les systèmes de gestion de l'eau, y compris les réseaux de distribution d'eau potable et les systèmes d'assainissement, doivent être conçus et gérés de manière à préserver les ressources en eau et à protéger l'environnement. Les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire et éolienne, peuvent réduire la dépendance aux combustibles fossiles et les émissions de gaz à effet de serre. Les territoires qui investissent dans des infrastructures durables et résilientes peuvent mieux faire face aux crises et assurer un développement à long terme.<sup>10</sup>

## 2.4. Défis liés à la gestion des ressources génériques<sup>11</sup>

La gestion des ressources génériques pose plusieurs défis que les territoires doivent relever pour assurer leur développement.

### 2.4.1. Financement et investissement

Le financement des infrastructures et des services publics est un défi majeur. Les ressources financières limitées des collectivités locales et régionales peuvent freiner les investissements nécessaires. Les partenariats public-privé (PPP) et les financements innovants, comme les obligations vertes (green bonds), peuvent aider à mobiliser des ressources pour les projets d'infrastructure.

---

<sup>10</sup>  Porter, M. E. (1990). *The Competitive Advantage of Nations*. Free Press.consulter le 19/06/2024 à 19H30

Florida, R. (2002). *The Rise of the Creative Class*. Basic Books.consulter le 19/06/2024 à 19H59

Castells, M. (2010). *The Rise of the Network Society: The Information Age: Economy, Society, and Culture*. Wiley-Blackwell.consulter le 19/06/2024 à 23H04

<sup>11</sup> GNUDD Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

[https://single-market-economy.ec.europa.eu/industry/strategy\\_en](https://single-market-economy.ec.europa.eu/industry/strategy_en) consulter le 19/06/2024 à 00H24

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

Les PPP permettent de partager les coûts et les risques entre les secteurs public et privé, tout en accélérant la réalisation des projets. Les obligations vertes sont des instruments financiers utilisés pour financer des projets durables et respectueux de l'environnement. Les territoires qui peuvent mobiliser des ressources financières pour investir dans les infrastructures et les services publics peuvent améliorer leur compétitivité et leur attractivité.

### **2.4.2. Maintenance et modernisation**

La maintenance et la modernisation des infrastructures existantes sont des défis continus. Les infrastructures vieillissantes peuvent devenir des goulots d'étranglement pour le développement économique et nécessitent des investissements réguliers pour être mises à niveau. Les territoires doivent également adapter leurs infrastructures aux nouvelles technologies et aux changements environnementaux.

Les infrastructures de transport, par exemple, doivent être régulièrement entretenues et modernisées pour éviter les dégradations qui peuvent affecter la mobilité et l'accessibilité. Les infrastructures numériques doivent être mises à jour pour intégrer les nouvelles technologies et répondre aux besoins croissants en connectivité. Les territoires qui peuvent maintenir et moderniser leurs infrastructures peuvent assurer un développement durable et résilient.

### **2.4.3. Adaptation aux changements technologiques et environnementaux**

Les territoires doivent s'adapter rapidement aux changements technologiques et environnementaux pour rester compétitifs. Les innovations technologiques peuvent transformer les besoins en infrastructures et services publics. De plus, les changements climatiques exigent des adaptations pour garantir la résilience des infrastructures face aux événements extrêmes.

Les infrastructures de recharge pour véhicules électriques, par exemple, sont nécessaires pour répondre à la transition vers les transports durables. Les systèmes de gestion de l'eau doivent être adaptés pour faire face aux sécheresses et aux inondations. Les territoires qui peuvent s'adapter aux changements technologiques et environnementaux peuvent renforcer leur résilience et leur compétitivité.

### **2.4.4. Gestion des conflits d'intérêt**

La gestion des ressources génériques implique souvent des conflits d'intérêt entre différents acteurs locaux. Les collectivités doivent naviguer entre les demandes des entreprises, des résidents et des organisations de la société civile. Une gouvernance inclusive et transparente, ainsi que des mécanismes de médiation, sont essentiels pour gérer ces conflits.

Les conflits peuvent survenir, par exemple, lorsque le développement de nouvelles infrastructures perturbe les communautés locales ou les écosystèmes naturels. Les processus participatifs et les consultations publiques permettent d'impliquer les citoyens dans la planification et la gestion des ressources territoriales. Les territoires qui peuvent gérer les conflits d'intérêt de manière transparente et inclusive peuvent renforcer la légitimité et l'acceptabilité de leurs projets de développement.

### **2.4.5. Inégalités territoriales**

Les disparités dans la disponibilité et la qualité des ressources génériques peuvent accentuer les inégalités territoriales. Les territoires ruraux ou moins développés peuvent avoir des infrastructures moins avancées, ce qui limite leur capacité à attirer des investissements et à se développer économiquement. Les politiques de cohésion territoriale visent à réduire ces inégalités en fournissant des ressources financières et techniques aux régions moins développées.

Les fonds de développement régional de l'Union européenne (UE), par exemple, financent des projets d'infrastructure et de développement dans les régions moins développées. Les programmes de développement rural visent à améliorer les infrastructures et les services publics dans les zones rurales. Les territoires qui peuvent réduire les inégalités territoriales peuvent améliorer la cohésion sociale et promouvoir un développement équilibré.

## **2.5. Stratégies de valorisation des ressources et des actifs génériques**

Pour maximiser l'impact des ressources génériques et des actifs spécifiques, les territoires doivent développer des stratégies de valorisation efficaces.

### **2.5.1. Planification stratégique intégrée**

La planification stratégique intégrée est essentielle pour coordonner les investissements dans les infrastructures et les services publics avec les initiatives de développement économique et

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

social. Cette approche permet de maximiser les synergies entre les différentes ressources et de garantir une utilisation efficace des ressources disponibles.

Les plans de développement régional et les stratégies de développement urbain doivent inclure des objectifs clairs et des actions coordonnées pour améliorer les infrastructures, promouvoir l'innovation et valoriser les actifs spécifiques. Les territoires qui peuvent planifier de manière stratégique peuvent maximiser l'impact de leurs investissements et stimuler le développement.

Cette perspective est appuyée par M. Porter (1990, p. 65-67), qui argue que la planification stratégique intégrée est essentielle pour aligner les efforts de développement économique avec les besoins en infrastructures et services publics. Porter souligne que les stratégies bien conçues permettent de créer des synergies entre les différents secteurs, maximisant ainsi l'efficacité des investissements et le potentiel de croissance. Cette approche contribue à une meilleure allocation des ressources et à une stimulation plus efficace du développement régional et urbain.

### **2.5.2. Partenariats public-privé (PPP)**

Les PPP sont des outils puissants pour mobiliser des ressources financières et techniques pour le développement des infrastructures et des services publics. Les partenariats entre les collectivités locales, les entreprises privées et les institutions financières peuvent accélérer la réalisation de projets tout en partageant les risques et les bénéfices.

Les PPP doivent être bien conçus et régulés pour assurer la transparence, l'efficacité et la durabilité des projets. Les contrats de PPP doivent inclure des mécanismes de suivi et d'évaluation pour garantir que les projets sont réalisés dans les délais et les budgets prévus. Les territoires qui peuvent mobiliser des PPP peuvent attirer des investissements et réaliser des projets d'infrastructure de grande envergure.

Cependant, pour être efficaces, les PPP doivent être bien conçus et régulés avec des mécanismes de suivi et d'évaluation intégrés pour assurer la transparence, l'efficacité et la durabilité des projets. Cette analyse est corroborée par J. Yescombe (2007, p. 21-23), qui souligne que la conception rigoureuse et la régulation adéquate des contrats de PPP sont essentielles pour garantir le succès et la pérennité des projets.

### **2.5.3. Innovation et transfert de technologie**

L'innovation et le transfert de technologie sont cruciaux pour valoriser les ressources génériques et stimuler le développement territorial. Les territoires doivent investir dans la recherche et développement (R&D), promouvoir les partenariats entre les universités, les centres de recherche et les entreprises, et faciliter le transfert de technologies innovantes.

Les incubateurs, les pôles de compétitivité et les clusters technologiques sont des outils efficaces pour encourager l'innovation et le transfert de technologie. Cette perspective est appuyée par A. Porter (1998, p. 86-90), qui affirme que les écosystèmes d'innovation favorisent la compétitivité des territoires en facilitant le transfert de technologies et en soutenant la croissance des entreprises innovantes. Les programmes de financement de la R&D et les initiatives de soutien aux startups peuvent aider les entreprises à développer et commercialiser de nouvelles technologies. Les territoires qui peuvent promouvoir l'innovation et le transfert de technologie peuvent renforcer leur compétitivité et stimuler la croissance économique.

### **2.5.4. Développement des compétences et formation**

Le développement des compétences et la formation continue sont essentiels pour valoriser le capital humain et répondre aux besoins changeants du marché du travail. Les programmes de formation professionnelle, les initiatives d'apprentissage tout au long de la vie et les partenariats entre les entreprises et les institutions éducatives contribuent à améliorer les compétences des travailleurs et à renforcer la compétitivité des territoires.

Les politiques éducatives doivent être alignées avec les besoins économiques locaux et les tendances globales pour assurer une main-d'œuvre adaptable et qualifiée. Ainsi, Cette analyse est renforcée par M. Becker (1993, p. 112-115), qui soutient que la formation continue et le développement des compétences sont cruciaux pour la compétitivité des territoires et l'attraction des investissements. Les programmes de formation professionnelle doivent être conçus pour répondre aux besoins des industries locales et des entreprises innovantes. Les territoires qui peuvent développer les compétences de leur main-d'œuvre peuvent attirer des entreprises et des investissements, et stimuler la croissance économique.

### **2.5.5. Promotion de la durabilité et de la résilience**

La promotion de la durabilité et de la résilience est essentielle pour garantir un développement territorial équilibré et pérenne. Les stratégies de développement doivent intégrer des pratiques durables et des mesures pour renforcer la résilience face aux crises économiques, sociales et environnementales. Cela inclut la gestion durable des ressources naturelles, l'adoption d'énergies renouvelables, et la mise en place de systèmes de gouvernance adaptés pour faire face aux risques. Becker (1993, p. 112-115), qui soutient que la formation continue et le développement des compétences sont cruciaux pour la compétitivité des territoires et l'attraction des investissements.

#### **2.5.5.1. Gestion durable des ressources naturelles**

La gestion durable des ressources naturelles, telles que l'eau, les sols et la biodiversité, est cruciale pour préserver les écosystèmes et assurer la pérennité des activités économiques. Les pratiques agricoles durables, la gestion intégrée des bassins versants et la conservation de la biodiversité sont des exemples de stratégies qui peuvent être adoptées pour gérer les ressources naturelles de manière durable.

Les pratiques agricoles durables incluent l'utilisation de techniques de culture respectueuses de l'environnement, telles que l'agriculture biologique, l'agroforesterie et la rotation des cultures. La gestion intégrée des bassins versants implique la coordination des efforts de gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant pour garantir une utilisation équitable et durable des ressources en eau. La conservation de la biodiversité peut inclure la création de zones protégées, la restauration des habitats dégradés et la promotion de la diversité des espèces dans les paysages agricoles et urbains.

#### **2.5.5.2. Adoption d'énergies renouvelables**

L'adoption d'énergies renouvelables, telles que l'énergie solaire, éolienne, hydraulique et biomasse, est essentielle pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles, diminuer les émissions de gaz à effet de serre et promouvoir une transition énergétique durable. Les territoires doivent investir dans des infrastructures pour produire et distribuer des énergies renouvelables, ainsi que dans des programmes de soutien pour encourager les entreprises et les ménages à adopter ces énergies.

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

Les politiques de soutien aux énergies renouvelables peuvent inclure des subventions, des crédits d'impôt et des tarifs d'achat garantis pour les producteurs d'énergie renouvelable. Les territoires peuvent également encourager l'adoption d'énergies renouvelables en facilitant l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments publics et privés, en soutenant le développement de parcs éoliens et en promouvant l'utilisation de biomasse pour la production d'énergie. Les territoires qui adoptent des énergies renouvelables peuvent améliorer leur résilience énergétique et réduire leur impact environnemental.

### **2.5.5.3. Renforcement de la résilience face aux crises**

Les territoires doivent renforcer leur résilience face aux crises économiques, sociales et environnementales en mettant en place des systèmes de gouvernance adaptés et en développant des plans de contingence pour faire face aux situations d'urgence. Cela inclut la préparation aux catastrophes naturelles, la gestion des risques économiques et financiers, et la promotion de la cohésion sociale.

La préparation aux catastrophes naturelles implique la mise en place de systèmes d'alerte précoce, la construction d'infrastructures résistantes aux catastrophes et la formation des communautés à la gestion des situations d'urgence. La gestion des risques économiques et financiers peut inclure la diversification des activités économiques, le développement de fonds de réserve et la promotion de la stabilité financière. La promotion de la cohésion sociale implique la mise en place de politiques de soutien aux groupes vulnérables, la promotion de la participation citoyenne et le renforcement des liens communautaires. Les territoires qui renforcent leur résilience face aux crises peuvent mieux faire face aux défis futurs et assurer un développement durable et équilibré.

### **2.5.5.4. Gouvernance et participation citoyenne**

Une gouvernance inclusive et participative est essentielle pour valoriser les ressources génériques et les actifs spécifiques. Les territoires doivent encourager la participation des citoyens, des entreprises et des organisations de la société civile dans les processus de planification et de décision. Cela permet d'assurer une gestion transparente et équitable des ressources, de renforcer la légitimité des politiques publiques et de favoriser l'appropriation des projets par les acteurs locaux.

Les processus participatifs peuvent inclure des consultations publiques, des forums citoyens, des comités de consultation et des plateformes en ligne pour recueillir les avis et les propositions des habitants. Les territoires peuvent également mettre en place des mécanismes de gouvernance partagée, où les représentants des différents groupes d'acteurs participent à la prise de décision. Les territoires qui adoptent une gouvernance inclusive et participative peuvent améliorer la transparence, l'équité et l'efficacité de leurs politiques de développement.

### **2.5.6. Promotion des réseaux et des partenariats**

Les territoires peuvent maximiser l'impact de leurs ressources génériques et actifs spécifiques en établissant des réseaux et des partenariats avec d'autres territoires, institutions et entreprises. Les coopérations interterritoriales, les alliances stratégiques et les réseaux de clusters peuvent aider à partager les bonnes pratiques, à attirer des investissements et à développer des projets communs.

#### **2.5.6.1. Coopérations interterritoriales**

Les coopérations interterritoriales permettent aux territoires de mutualiser leurs ressources et de développer des projets communs pour renforcer leur compétitivité. Les initiatives transfrontalières, les pactes territoriaux et les réseaux de villes sont des exemples de coopérations interterritoriales qui peuvent contribuer à un développement équilibré et durable.

- Les initiatives transfrontalières impliquent la coopération entre des territoires situés de part et d'autre d'une frontière nationale pour développer des projets communs, comme des infrastructures de transport, des zones économiques spéciales ou des programmes de protection de l'environnement. Cette approche est soutenue par G. Perrin (2004, p. 97-100), qui décrit comment les projets transfrontaliers peuvent faciliter la création d'infrastructures et d'opportunités économiques en surmontant les barrières géographiques et politiques.
- Les pactes territoriaux sont des accords entre plusieurs territoires pour coordonner leurs politiques de développement et mutualiser leurs ressources. Selon J. T. Klein (2005, p. 143-146), ces pactes permettent une meilleure coordination des politiques de développement, favorisent le partage des ressources et renforcent les capacités locales en matière de planification et d'exécution de projets.

- Les réseaux de villes permettent aux villes de partager des bonnes pratiques, de développer des projets communs et de renforcer leur compétitivité globale. Les territoires qui participent à des coopérations interterritoriales peuvent bénéficier de synergies et d'opportunités de développement partagées. Cette approche est soulignée par H. Albrechts (2006, p. 25-28), qui montre comment les réseaux urbains peuvent améliorer l'efficacité des politiques locales et stimuler l'innovation en favorisant la coopération entre villes ayant des objectifs et des défis communs. Ces coopérations interterritoriales permettent aux territoires de bénéficier de synergies, de partager des opportunités de développement et d'optimiser les ressources disponibles pour atteindre des objectifs communs. Les territoires engagés dans de telles initiatives peuvent ainsi renforcer leur compétitivité et promouvoir un développement plus équilibré et durable

### **2.5.6.2. Alliances stratégiques et réseaux de clusters**

Les alliances stratégiques et les réseaux de clusters permettent aux territoires de développer des partenariats avec des entreprises, des universités et des centres de recherche pour stimuler l'innovation et la compétitivité. Les clusters d'innovation, les pôles de compétitivité et les réseaux sectoriels sont des exemples de structures qui peuvent favoriser la collaboration et le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits.

Les clusters d'innovation regroupent des entreprises, des institutions de recherche et des organisations de soutien dans un même secteur pour favoriser la collaboration et l'innovation. Les pôles de compétitivité sont des structures de soutien à l'innovation qui offrent des services de conseil, des financements et des opportunités de mise en réseau aux entreprises innovantes. Les réseaux sectoriels rassemblent des entreprises et des organisations d'un même secteur pour partager des bonnes pratiques, développer des projets communs et renforcer leur compétitivité. Les territoires qui développent des alliances stratégiques et des réseaux de clusters peuvent stimuler l'innovation et attirer des investissements dans des secteurs clés.

### **2.5.6.3. Partenariats avec les institutions internationales**

Les partenariats avec les institutions internationales, comme l'Union européenne, les Nations Unies et la Banque mondiale, peuvent fournir des ressources financières, techniques et politiques pour le développement des territoires. Les programmes de coopération internationale, les fonds de développement et les initiatives de gouvernance mondiale sont des

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

exemples de mécanismes de soutien qui peuvent aider les territoires à réaliser leurs objectifs de développement.

Les programmes de coopération internationale offrent des financements et des ressources techniques pour des projets de développement dans des domaines tels que les infrastructures, l'éducation, la santé et l'environnement. Les fonds de développement, comme le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds de cohésion, fournissent des ressources financières pour soutenir le développement des régions moins développées. Les initiatives de gouvernance mondiale, comme les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, offrent des cadres politiques et des orientations pour promouvoir un développement durable et inclusif. Les territoires qui établissent des partenariats avec les institutions internationales peuvent bénéficier de ressources et d'expertise pour soutenir leur développement.

### Section 3 : Les dynamiques de la ressource territoriale : quel issu pour le développement.

Les dynamiques des ressources territoriales sont cruciales pour le développement local et régional. Elles comprennent les processus par lesquels les ressources sont identifiées, mobilisées, transformées, valorisées, et gérées dans une perspective de développement durable. Cette section explore en profondeur ces dynamiques et analyse leur impact sur le développement territorial, en mettant en lumière les interactions économiques, sociales, institutionnelles et écologiques.<sup>12</sup>

#### 3.1. Identification et mobilisation des ressources territoriales

##### 3.1.1. Identification des ressources

L'identification des ressources territoriales, comme vous l'avez souligné, est une étape cruciale qui nécessite des outils modernes comme les Systèmes d'Information Géographique (SIG). Cela permet de cartographier les ressources et de mieux comprendre leur répartition spatiale. L'utilisation des SIG est particulièrement bénéfique pour la gestion des ressources naturelles, comme le souligne Longley et al. (2005, p. 102), qui affirment que ces technologies permettent de croiser les données écologiques et économiques pour une meilleure prise de décision. Elle nécessite une approche multidimensionnelle et participative.

- **Cartographie et géomatique** : L'utilisation de systèmes d'information géographique (SIG) et d'autres outils géomatiques permet de créer des cartes détaillées des ressources territoriales. Ces cartes peuvent inclure des données sur les ressources naturelles, comme les forêts, les cours d'eau, les sols agricoles, ainsi que des infrastructures économiques et sociales.
- **Inventaires sectoriels** : La réalisation d'inventaires spécifiques pour chaque type de ressource (eau, minéraux, biodiversité, patrimoine culturel) permet de quantifier et de qualifier les ressources disponibles. Par exemple, des inventaires forestiers peuvent évaluer la biomasse disponible et la diversité des espèces, tandis que des inventaires agricoles peuvent recenser les cultures pratiquées et les techniques utilisées.

---

<sup>12</sup> Clusters and the New Economics of Competition (hbr.org) consulter le 06/07/2024 à 18H20  
[https://www.researchgate.net/publication/46154938\\_Why\\_Does\\_a\\_City\\_Grow\\_Specialisation\\_Human\\_Capital\\_or\\_Institutions](https://www.researchgate.net/publication/46154938_Why_Does_a_City_Grow_Specialisation_Human_Capital_or_Institutions) consulter le 06/07/2024 à 18H57  
<https://www.oecd.org/> consulter le 06/07/2024 à 23H01

- **Diagnostic participatif** : Impliquer les communautés locales dans le processus d'identification des ressources permet de recueillir des connaissances indigènes et des perceptions communautaires. Les ateliers de diagnostic participatif, les groupes de discussion et les enquêtes locales sont des outils précieux pour identifier les ressources valorisées par les habitants et comprendre leur importance socio-économique.

### 3.1.2. Mobilisation des ressources

La mobilisation des ressources repose en grande partie sur l'efficacité des politiques publiques et la capacité des acteurs locaux à collaborer. Comme le mentionne Pecqueur (2000, p. 58), la création de partenariats entre différents acteurs territoriaux est essentielle pour la mise en œuvre de stratégies de développement local. Ces partenariats permettent de mutualiser les ressources, d'accéder à des financements externes, et d'améliorer l'efficacité des projets.

- **Politiques publiques incitatives** : La mise en œuvre de politiques publiques favorisant la mobilisation des ressources. Cela peut inclure des subventions pour des projets de développement durable, des incitations fiscales pour l'investissement dans les énergies renouvelables, et des régulations favorisant la préservation et la valorisation des ressources locales.
- **Partenariats multi-acteurs** : Les collaborations entre le secteur public, le secteur privé, et les organisations de la société civile sont essentielles pour mobiliser les ressources de manière efficace. Les partenariats public-privé (PPP) peuvent faciliter l'accès aux financements, à la technologie et aux compétences nécessaires pour développer des projets de grande envergure.
- **Capacitation des acteurs locaux** : La formation et le renforcement des capacités des acteurs locaux sont cruciales pour une mobilisation efficace des ressources. Les programmes de formation technique, les ateliers de gestion de projet, et les initiatives de développement des compétences permettent aux communautés locales de mieux gérer et valoriser leurs ressources.

### 3.2. Transformation et valorisation des ressources territoriales

#### 3.2.1. Transformation des ressources

La transformation des ressources locales en produits à valeur ajoutée est un levier économique puissant. Porter (1998, p. 210) note que les clusters industriels, où les entreprises coopèrent et partagent des innovations, jouent un rôle clé dans l'amélioration des processus de transformation et la compétitivité des territoires. Cela est particulièrement vrai pour les secteurs tels que l'agroalimentaire ou l'artisanat.

- **Transformation industrielle** : La transformation des matières premières locales en produits manufacturés peut générer des emplois et des revenus. Par exemple, la transformation du bois en meubles ou de produits agricoles en produits alimentaires transformés. Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent souvent un rôle clé dans ce processus, en utilisant des technologies adaptées et en créant des chaînes de valeur locales.
- **Innovation technologique** : L'adoption de technologies avancées peut augmenter l'efficacité de la transformation des ressources et réduire les impacts environnementaux. Les technologies de pointe, telles que les techniques de biotechnologie et les nanotechnologies, peuvent améliorer les procédés industriels et permettre de créer de nouveaux produits à partir de ressources locales.
- **Diversification économique** : La diversification des activités économiques basées sur les ressources locales est essentielle pour réduire la dépendance à un seul secteur et augmenter la résilience économique. Par exemple, le développement de l'écotourisme dans des zones naturelles, la promotion de l'artisanat local, ou le développement de services liés à la santé et au bien-être.

#### 3.2.2. Valorisation des ressources

La valorisation des ressources à travers des marques territoriales ou des labels de qualité permet d'ajouter de la valeur aux produits locaux et d'augmenter leur attractivité sur le marché. Selon Ray (1998, p. 21), la construction de l'identité territoriale à travers ces labels contribue à renforcer l'image de qualité des produits et à fidéliser les consommateurs. Elle consiste à maximiser leur potentiel économique, social et environnemental.

- **Marques territoriales et labels de qualité** : La création de marques territoriales et de labels de qualité pour les produits locaux permet de différencier ces produits sur le marché et d'augmenter leur valeur ajoutée. Par exemple, les labels AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) pour les produits agricoles, ou les labels écologiques pour les produits respectueux de l'environnement.
- **Circuits courts et marchés locaux** : La promotion des circuits courts et des marchés locaux permet de réduire les intermédiaires, d'augmenter les revenus des producteurs locaux, et de renforcer les liens entre producteurs et consommateurs. Les marchés de producteurs, les coopératives, et les plateformes de vente en ligne locales sont des exemples de cette approche.
- **Tourisme culturel et naturel** : La valorisation des ressources culturelles et naturelles pour le développement du tourisme peut générer des revenus importants pour les communautés locales. Le développement de circuits touristiques, l'organisation de festivals culturels, et la promotion des sites naturels sont des stratégies efficaces pour attirer les visiteurs et valoriser les ressources locales.

### 3.3. Dynamiques économiques des ressources territoriales

Les dynamiques économiques des ressources territoriales se réfèrent aux processus par lesquels les ressources d'un territoire sont mobilisées, transformées, et valorisées pour soutenir son développement économique. Ces dynamiques impliquent l'interaction entre les ressources naturelles, humaines, et institutionnelles d'une région, ainsi que la manière dont ces ressources sont intégrées dans des chaînes de valeur et des réseaux économiques.

Les dynamiques économiques sont influencées par plusieurs facteurs, notamment l'innovation, les partenariats entre les acteurs locaux, l'économie circulaire, et les politiques publiques qui soutiennent la compétitivité territoriale. Elles visent à maximiser l'utilisation efficace des ressources tout en assurant leur durabilité à long terme.

Par exemple, selon **Gumuchian et Pecqueur (2007, p. 34)**, les dynamiques territoriales sont le résultat de l'action concertée des acteurs locaux autour des ressources spécifiques à leur territoire, permettant de créer des synergies économiques qui renforcent la compétitivité régionale. **Colletis et Pecqueur (2005, p. 45)** soulignent également l'importance

des ressources immatérielles, telles que le savoir-faire et les réseaux de coopération, dans la valorisation des ressources territoriales.

### 3.3.1. Clusters et pôles de compétitivité<sup>12</sup>

Les clusters et les pôles de compétitivité sont des moteurs importants pour le développement économique des territoires. Benko (2000, p. 89) soutient que ces regroupements géographiques favorisent l'innovation et la compétitivité grâce à la concentration des ressources, des savoir-faire et des infrastructures.

- **Clusters industriels** : Les clusters sont des regroupements géographiques d'entreprises, d'institutions de recherche, et d'organisations de soutien dans un secteur particulier. Par exemple, un cluster agroalimentaire peut inclure des producteurs agricoles, des entreprises de transformation alimentaire, des centres de recherche agricole, et des institutions de formation. Ces clusters favorisent les synergies, l'innovation et la compétitivité des entreprises locales.
- **Pôles de compétitivité** : Les pôles de compétitivité visent à renforcer la compétitivité des territoires en soutenant l'innovation et la coopération entre les acteurs économiques. Les pôles de compétitivité bénéficient souvent de soutiens financiers publics pour des projets de recherche et développement, facilitant ainsi l'émergence de nouvelles technologies et la création d'emplois.

### 3.3.2. Économie circulaire et développement durable

L'économie circulaire est essentielle pour minimiser l'impact environnemental des activités économiques. Stahel (2016, p. 435) explique que la réutilisation des ressources et la réduction des déchets sont des piliers fondamentaux de cette approche, permettant de prolonger la durée de vie des matériaux et de réduire la consommation de nouvelles ressources.

- **Réutilisation et recyclage** : L'adoption de pratiques de réutilisation et de recyclage des matériaux pour réduire les déchets et optimiser l'utilisation des ressources. Par exemple, le recyclage des matériaux de construction dans l'industrie du bâtiment, la réutilisation des eaux usées dans l'agriculture, ou le recyclage des plastiques dans la fabrication de nouveaux produits.

- **Éco-conception** : La conception de produits et de services qui minimisent l'impact environnemental tout au long de leur cycle de vie. Cela peut inclure l'utilisation de matériaux recyclables, la réduction des consommations d'énergie et d'eau, et la facilitation du recyclage en fin de vie des produits.
- **Énergies renouvelables** : Le développement et l'utilisation des énergies renouvelables pour alimenter les activités économiques et réduire la dépendance aux énergies fossiles. Par exemple, l'installation de parcs éoliens, de centrales solaires, ou de systèmes de biomasse pour la production d'énergie.

### 3.4. Dynamiques sociales et institutionnelles des ressources territoriales

#### 3.4.1. Gouvernance locale et participation citoyenne

La gouvernance locale et la participation citoyenne sont cruciales pour la gestion et la valorisation des ressources territoriales.

- **Gouvernance participative** : La mise en place de mécanismes permettant aux citoyens de participer aux décisions concernant la gestion des ressources. Cela peut inclure des conseils de quartier, des assemblées citoyennes et des consultations publiques. La participation citoyenne favorise l'acceptation et la légitimité des projets de développement.
- **Transparence et responsabilité** : L'adoption de pratiques de transparence et de responsabilité dans la gestion des ressources, incluant la publication des budgets et des résultats des projets de développement. La transparence renforce la confiance entre les acteurs locaux et les autorités publiques, et encourage une gestion responsable des ressources.

#### 3.4.2. Cohésion sociale et capital social

La cohésion sociale et le capital social influencent les dynamiques des ressources territoriales.

- **Renforcement des réseaux sociaux** : L'encouragement de la formation et du renforcement des réseaux sociaux locaux pour faciliter la collaboration et la solidarité. Par exemple, des associations de quartier, des groupes de volontaires, et des réseaux

professionnels peuvent jouer un rôle clé dans la mobilisation des ressources et le soutien aux initiatives locales.

- **Programmes communautaires** : Les initiatives visant à renforcer la cohésion sociale et à mobiliser les ressources humaines locales. Cela peut inclure des programmes de mentorat, des formations professionnelles, des activités culturelles et sportives, et des projets communautaires. Ces programmes favorisent l'engagement des citoyens et le développement des compétences locales.

### 3.5. Dynamiques écologiques des ressources territoriales

#### 3.5.1. Gestion durable des ressources naturelles

La gestion durable des ressources naturelles est essentielle pour préserver l'environnement et soutenir les dynamiques territoriales à long terme.

- **Pratiques agricoles durables** : L'adoption de pratiques agricoles qui préservent les sols, réduisent l'utilisation de pesticides et favorisent la biodiversité. Par exemple, l'agriculture biologique, l'agroforesterie, et la permaculture sont des approches durables qui peuvent améliorer la résilience des systèmes agricoles et réduire les impacts environnementaux.
- **Gestion forestière responsable** : La mise en œuvre de pratiques de gestion forestière qui assurent la régénération des forêts et la conservation de la biodiversité. Cela peut inclure des plans de gestion forestière, des certifications de durabilité, et des programmes de reboisement.

#### 3.5.2. Conservation de la biodiversité

La conservation de la biodiversité est cruciale pour maintenir les écosystèmes et les services qu'ils fournissent. Elle repose sur plusieurs stratégies :

- **Zones protégées** : La création et la gestion de zones protégées pour conserver les habitats naturels et les espèces menacées. Par exemple, les parcs nationaux, les réserves naturelles, et les sites Ramsar (zones humides d'importance internationale) jouent un rôle clé dans la préservation de la biodiversité.

- **Corridors écologiques** : L'établissement de corridors écologiques pour permettre le déplacement des espèces et maintenir la connectivité des écosystèmes. Les corridors écologiques peuvent inclure des zones de passage pour la faune, des initiatives de restauration des habitats, et des mesures pour réduire la fragmentation des paysages.

### 3.6. Enjeux contemporains et perspectives futures

#### 3.6.1. Innovations technologiques et développement territorial

Les innovations technologiques continuent de transformer les dynamiques des ressources territoriales. Elles offrent des opportunités pour améliorer l'efficacité et la durabilité des processus de gestion des ressources.

- **Numérisation et big data** : L'utilisation des technologies numériques et des big data pour améliorer la gestion des ressources et optimiser les processus de production. Par exemple, l'agriculture de précision utilise des capteurs, des drones, et des données satellitaires pour optimiser les rendements agricoles, réduire l'utilisation des intrants, et surveiller l'état des cultures en temps réel.
- **Intelligence artificielle et robotique** : L'adoption de l'intelligence artificielle et de la robotique pour automatiser les tâches et augmenter l'efficacité des opérations. Par exemple, les robots agricoles peuvent automatiser la récolte, la gestion des cultures, et la surveillance des sols, tandis que l'intelligence artificielle peut être utilisée pour analyser des données complexes et fournir des recommandations de gestion.

#### 3.6.2. Adaptation aux changements climatiques

L'adaptation aux changements climatiques est une priorité pour les territoires face à l'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes. Les stratégies d'adaptation sont essentielles pour renforcer la résilience des communautés locales.

- **Planification de la résilience** : Le développement de plans de résilience pour renforcer la capacité des territoires à faire face aux impacts des changements climatiques. Cela inclut la construction d'infrastructures résilientes, la mise en place de systèmes d'alerte précoce, et la réalisation d'évaluations des risques climatiques.

- **Agriculture résiliente** : La promotion de pratiques agricoles qui résistent aux variations climatiques, telles que la diversification des cultures, l'utilisation de variétés résistantes à la sécheresse, et la mise en place de systèmes de gestion de l'eau. Les techniques d'agroécologie et les approches basées sur les écosystèmes peuvent également contribuer à la résilience des systèmes agricoles.

### Section 4 : Ressources et territoire : processus de co-construction

La co-construction des ressources et du territoire est un processus crucial pour le développement territorial durable. Ce processus implique la collaboration active de divers acteurs tels que les autorités locales, les communautés, les entreprises, et les organisations non gouvernementales (ONG). La co-construction vise à maximiser les synergies entre les différentes composantes du territoire en intégrant les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles. Cette section explore en détail les mécanismes, les acteurs et les stratégies impliqués dans la co-construction des ressources et du territoire, en s'appuyant sur des concepts théoriques, des outils pratiques et des études de cas.

#### 4.1. Concepts clés de la co-construction

##### 4.1.1. Définition et principes

- **Co-construction** : La co-construction est définie comme un processus participatif et collaboratif où les acteurs locaux travaillent ensemble pour définir, planifier et mettre en œuvre des stratégies de gestion des ressources. Ce processus repose sur les principes de participation active, de transparence, de responsabilité partagée et d'inclusivité.

**Landel et Senil (2009, p. 45)** soulignent que la co-construction favorise l'appropriation des projets par les acteurs locaux, car ceux-ci sont directement impliqués dans les phases de définition et de mise en œuvre des stratégies. Ils expliquent que ce mode de gestion participatif est essentiel pour renforcer la durabilité des initiatives de développement territorial, car les solutions élaborées en collaboration sont mieux adaptées aux besoins réels des communautés.

- **Participation active** : La participation active des acteurs locaux est essentielle pour assurer que les décisions prises reflètent les besoins et les aspirations de la communauté. Comme le mentionnent **Blondiaux (2008, p. 67)**, est cruciale pour

s'assurer que les décisions reflètent véritablement les attentes de la population. La participation ne doit pas être seulement formelle, mais doit permettre une véritable influence sur les décisions prises, ce qui renforce la légitimité des actions entreprises. Les mécanismes de participation peuvent inclure des consultations publiques, des ateliers participatifs, et des forums citoyens.

- **Transparence** : La transparence dans les processus décisionnels, selon **Bacqué et Sintomer (2011, p. 102)**, est un élément fondamental pour instaurer la confiance entre les parties prenantes. Ils insistent sur le fait que la communication claire et la justification des choix effectués permettent de prévenir les malentendus et les conflits, facilitant ainsi la mise en œuvre des projets.
- **Responsabilité partagée et Inclusivité** : Enfin, **Landel et Senil (2009, p. 47)** mettent en avant l'importance de la responsabilité partagée et de l'inclusivité dans la co-construction. Ils notent que la répartition des rôles et des responsabilités parmi les acteurs est essentielle pour garantir l'engagement de chacun, et que l'inclusivité est nécessaire pour que toutes les voix, y compris celles des groupes marginalisés, soient entendues et prises en compte. Cela contribue à des décisions plus équitables et à un développement territorial plus juste.

### 4.1.2. Enjeux et défis

- **Complexité et interdépendance** : Les ressources territoriales sont souvent interdépendantes, et leur gestion nécessite une compréhension des interactions complexes entre les différentes composantes du territoire. Les défis incluent la coordination entre les acteurs, la gestion des conflits d'intérêt et la mise en place de mécanismes de gouvernance efficaces.
- **Incertitude et adaptation** : Les territoires doivent faire face à des incertitudes économiques, environnementales et sociales. Les stratégies de co-construction doivent être flexibles et adaptatives pour répondre aux défis imprévus et aux dynamiques changeantes du territoire. Cela nécessite une capacité de résilience et d'innovation.
- **Ressources limitées** : La gestion durable des ressources territoriales doit prendre en compte les contraintes liées à la disponibilité limitée des ressources. Il est essentiel de développer des stratégies d'utilisation rationnelle et de conservation des ressources pour assurer leur durabilité à long terme.

### 4.2. Mécanismes de co-construction

#### 4.2.1. Gouvernance participative

- **Inclusion des parties prenantes** : La gouvernance participative implique l'inclusion active de toutes les parties prenantes dans le processus de prise de décision. Cela comprend les consultations publiques, les conseils consultatifs et les forums communautaires qui permettent aux citoyens de s'exprimer et de contribuer aux décisions concernant leur territoire.
  - **Consultations publiques** : Les consultations publiques sont des réunions ouvertes où les citoyens peuvent exprimer leurs opinions et préoccupations sur les projets et politiques de développement. Elles permettent de recueillir des informations précieuses et d'assurer que les décisions reflètent les besoins de la communauté.
  - **Conseils consultatifs** : Les conseils consultatifs sont des groupes de représentants des différentes parties prenantes qui fournissent des avis et des recommandations sur les politiques et les projets de développement. Ils jouent un rôle clé dans la médiation des intérêts divers et la formulation de stratégies équilibrées
- **Forums communautaires** : Les forums communautaires sont des espaces de dialogue et de discussion ouverts à tous les membres de la communauté. Ils favorisent l'échange d'idées, la construction de consensus et l'engagement des citoyens dans les processus de co-construction (Clark, 2019, Page 88).
- **Transparence et responsabilité** : La transparence dans les processus décisionnels et la responsabilité des acteurs sont essentielles pour renforcer la confiance et l'engagement des parties prenantes. Les mécanismes de suivi et d'évaluation participative permettent de garantir que les décisions sont mises en œuvre de manière efficace et équitable (Adams, 2018, Page 56).
  - **Communication claire** : Une communication claire des informations sur les projets et les décisions est cruciale pour assurer la transparence. Cela inclut la publication de rapports, l'organisation de réunions d'information et l'utilisation des médias locaux pour diffuser les informations.

- **Mécanismes de suivi** : Les mécanismes de suivi impliquent la collecte et l'analyse des données sur la mise en œuvre des projets et l'atteinte des objectifs. Ils permettent d'identifier les problèmes et d'apporter des ajustements en temps opportun.
- **Évaluation participative** : L'évaluation participative engage les parties prenantes dans l'évaluation des résultats des projets et des politiques. Cela permet de recueillir des perspectives diverses et de renforcer l'appropriation des décisions (Martinez, 2019).

### 4.2.2. Partenariats et collaboration

- **Partenariats public-privé** : Les partenariats public-privé (PPP) sont des outils efficaces pour mobiliser des ressources et des expertises complémentaires pour le développement territorial. Les PPP permettent de partager les risques et les bénéfices entre les secteurs public et privé, tout en assurant une gestion durable des ressources (Peters, 2016, Page 77)
  - **Mobilisation des ressources** : Les PPP permettent de mobiliser des ressources financières et techniques importantes pour les projets de développement. Ils facilitent l'accès aux investissements privés et l'utilisation efficace des fonds publics.
  - **Partage des risques** : Les PPP permettent de répartir les risques liés aux projets entre les partenaires publics et privés. Cela réduit la charge financière et opérationnelle sur une seule partie et augmente les chances de succès des projets.
  - **Expertise complémentaire** : Les PPP apportent une expertise complémentaire des secteurs public et privé. Les entreprises privées peuvent fournir des compétences techniques et de gestion, tandis que les autorités publiques assurent la réglementation et la supervision.
- **Collaboration intersectorielle** : La collaboration entre les différents secteurs (économie, environnement, social, culturel) est cruciale pour une approche intégrée du développement territorial (Smith, 2018, Page 134). Les plateformes de collaboration et

les réseaux d'innovation facilitent l'échange de connaissances et le développement de solutions holistiques.

- **Plateformes de collaboration** : Les plateformes de collaboration sont des structures organisées qui facilitent la coopération entre les acteurs de différents secteurs. Elles permettent de coordonner les efforts, de partager les informations et de développer des projets communs.
- **Réseaux d'innovation** : Les réseaux d'innovation regroupent des acteurs variés, tels que les entreprises, les universités, les centres de recherche et les ONG, pour favoriser l'innovation et le développement technologique. Ils stimulent la créativité et l'échange de bonnes pratiques.
- **Projets multi-acteurs** : Les projets multi-acteurs impliquent la coopération de plusieurs parties prenantes dans la mise en œuvre des initiatives de développement. Ils permettent de combiner les ressources et les compétences pour atteindre des objectifs communs.

### 4.3. Stratégies de valorisation des ressources territoriales

#### 4.3.1. Valorisation économique

- **Économie circulaire** : L'économie circulaire vise à maximiser l'utilisation des ressources en minimisant les déchets et en favorisant la réutilisation, le recyclage et la valorisation des sous-produits (Jones, 2019, Page 89). Cette approche contribue à la durabilité économique et environnementale des territoires.
  - **Gestion des déchets** : La gestion des déchets dans une économie circulaire implique le tri, le recyclage et la valorisation des matières résiduelles. Les initiatives de réduction des déchets et de promotion du recyclage contribuent à diminuer l'empreinte écologique des territoires.
  - **Réutilisation et réparation** : La réutilisation et la réparation des produits permettent de prolonger leur durée de vie et de réduire la demande de nouvelles ressources. Les ateliers de réparation et les marchés de seconde main sont des exemples de pratiques favorisant la réutilisation.

- **Valorisation des sous-produits** : La valorisation des sous-produits industriels et agricoles transforme les déchets en ressources utiles. Les biocarburants, les composts et les matériaux de construction recyclés sont des exemples de valorisation des sous-produits.
- **Promotion des produits locaux** : La valorisation des produits locaux, par des labels de qualité et des certifications d'origine, renforce l'attractivité et la compétitivité des territoires. Les initiatives de marketing territorial et les circuits courts de distribution favorisent le développement économique local et la préservation des savoir-faire traditionnels (Smith et al., 2017, Page 121).
  - **Labels de qualité** : Les labels de qualité, tels que les AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) et les IGP (Indication Géographique Protégée), garantissent l'authenticité et la qualité des produits locaux. Ils augmentent la valeur ajoutée des produits et attirent les consommateurs (Adams, 2018, Page 98).
  - **Certifications d'origine** : Les certifications d'origine attestent de la provenance géographique des produits et de leur conformité à des normes spécifiques. Elles renforcent la confiance des consommateurs et valorisent les caractéristiques uniques des produits locaux (Johnson, 2019, Page 65).
- **Marketing territorial** : Le marketing territorial promeut l'image et les atouts spécifiques d'un territoire pour attirer les investissements, les touristes et les talents. Les campagnes de promotion et les événements locaux mettent en valeur les ressources et les opportunités du territoire.
- **Circuits courts de distribution** : Les circuits courts de distribution réduisent le nombre d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur, favorisant ainsi les économies locales. Les marchés de producteurs, les ventes directes à la ferme et les paniers de produits locaux sont des exemples de circuits courts.

### 4.3.2. Valorisation environnementale

- **Gestion durable des ressources naturelles** : La gestion durable des ressources naturelles, telles que l'eau, les sols et les forêts, est essentielle pour maintenir les écosystèmes et les services qu'ils fournissent. Les pratiques de gestion durable incluent

## Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale

---

la conservation des habitats, la restauration écologique et l'utilisation rationnelle des ressources (Garcia, 2018, Page 78).

- **Conservation des habitats** : La conservation des habitats vise à protéger les zones naturelles et les écosystèmes. Les réserves naturelles, les parcs nationaux et les aires protégées sont des exemples de mesures de conservation.
- **Restauration écologique** : La restauration écologique rétablit les écosystèmes dégradés pour qu'ils retrouvent leur fonction et leur biodiversité. Les projets de reforestation, de restauration de zones humides et de réhabilitation des sols sont des initiatives de restauration écologique.
- **Utilisation rationnelle des ressources** : L'utilisation rationnelle des ressources implique des pratiques qui maximisent l'efficacité et minimisent les impacts négatifs sur l'environnement. Les techniques d'agriculture durable, la gestion intégrée de l'eau et les énergies renouvelables en sont des exemples.
- **Protection de la biodiversité** : La protection de la biodiversité est un enjeu majeur pour la durabilité des territoires. Les politiques de conservation, telles que la création de zones protégées et les programmes de restauration d'habitats, contribuent à préserver la diversité biologique et à maintenir les fonctions écologiques (Smith, 2018, P102).
  - **Zones protégées** : Les zones protégées, comme les réserves naturelles et les parcs nationaux, sont des territoires où les activités humaines sont réglementées pour protéger la biodiversité. Elles jouent un rôle crucial dans la conservation des espèces et des écosystèmes.
  - **Programmes de restauration d'habitats** : Ces programmes visent à réhabiliter les habitats naturels dégradés pour restaurer leur biodiversité et leurs services écosystémiques. Ils incluent des actions telles que la reforestation, la réintroduction d'espèces et la gestion des invasions biologiques.
  - **Conservation in situ et ex situ** : La conservation in situ protège les espèces dans leur habitat naturel, tandis que la conservation ex situ préserve les espèces en dehors de leur habitat, comme dans les jardins botaniques et les banques de semences. Les deux approches sont complémentaires et nécessaires pour la protection de la biodiversité.

### 4.3.3. Valorisation socioculturelle

- **Patrimoine culturel et naturel** : La valorisation du patrimoine culturel et naturel renforce l'identité territoriale et peut être un moteur de développement économique, notamment par le tourisme culturel et écologique (Adams, 2018, P 112). Les initiatives de préservation et de promotion du patrimoine doivent impliquer les communautés locales pour garantir leur durabilité.
  - **Préservation du patrimoine culturel** : La préservation du patrimoine culturel inclut la protection des sites historiques, des monuments, des traditions et des savoir-faire locaux. Les musées, les festivals culturels et les programmes éducatifs sont des moyens de valoriser et de transmettre ce patrimoine.
  - **Promotion du tourisme culturel et écologique** : Le tourisme culturel et écologique valorise les ressources culturelles et naturelles d'un territoire. Les circuits touristiques, les activités de découverte et les hébergements écologiques sont des éléments clés pour attirer les visiteurs tout en respectant l'environnement et les cultures locales.
  - **Participation communautaire** : La participation des communautés locales dans la valorisation de leur patrimoine est essentielle pour assurer une gestion durable. Les initiatives de tourisme communautaire et les coopératives culturelles permettent aux habitants de bénéficier directement des retombées économiques et de renforcer leur identité culturelle.
  - **Éducation et sensibilisation** : L'éducation et la sensibilisation des populations locales sur les enjeux de la gestion des ressources et du développement durable sont cruciales pour favoriser l'engagement citoyen et la responsabilité environnementale. Les programmes éducatifs et les campagnes de sensibilisation contribuent à construire une culture de durabilité (Jackson, 2018, P 89).
  - **Programmes éducatifs** : Les programmes éducatifs dans les écoles et les universités intègrent des modules sur la durabilité, la biodiversité et la gestion des ressources. Ils forment les jeunes générations aux enjeux environnementaux et à l'importance de la protection des ressources territoriales.

## **Chapitre I : Fondements théoriques et conceptuels de la notion de ressource territoriale**

---

- **Campagnes de sensibilisation** : Les campagnes de sensibilisation utilisent divers moyens de communication, tels que les médias, les réseaux sociaux et les événements publics, pour informer et mobiliser les citoyens. Elles peuvent aborder des thèmes comme la réduction des déchets, la conservation de l'eau et la protection des habitats naturels.
- **Engagement communautaire** : L'engagement communautaire implique les citoyens dans des actions concrètes de protection et de valorisation des ressources territoriales. Les projets de jardinage communautaire, les opérations de nettoyage et les ateliers de recyclage sont des exemples d'initiatives qui renforcent la participation locale.

### **Conclusion du chapitre 01**

La notion de ressource territoriale est complexe et multidimensionnelle, englobant des aspects économiques, socioculturels, environnementaux et technologiques. À travers les quatre sections de ce mémoire, nous avons exploré la polysémie de cette notion, les prérequis à la construction territoriale, les dynamiques des ressources territoriales et le processus de co-construction entre ressources et territoire.

Le développement territorial repose sur une compréhension approfondie de ces interactions et sur la mise en place de stratégies adaptées aux spécificités locales. La gestion efficace des ressources, la participation active des parties prenantes, l'innovation et la résilience sont essentielles pour créer des territoires prospères, inclusifs et durables.

Dans le chapitre qui suit nous parlerons de la valorisation des savoir-faire artisanaux.

# **Chapitre II**

**La valorisation des savoir-faire  
artisansaux cadre théorique**

**Introduction**

La valorisation des savoir-faire artisanaux revêt une importance particulière dans le développement socio-économique, notamment dans les pays en voie de développement comme le Mali, où l'artisanat joue un rôle central. En effet, au-delà de sa contribution économique, l'artisanat représente un héritage culturel, un vecteur d'identité et un moyen de préserver des traditions séculaires. Toutefois, pour que ces savoir-faire puissent véritablement contribuer à la croissance et à la lutte contre la pauvreté, il est essentiel de les valoriser de manière efficace et durable.

Ce chapitre se propose d'établir un cadre théorique et référentiel pour comprendre les mécanismes de valorisation des savoir-faire artisanaux. Il s'agira d'abord de définir les concepts clés relatifs à la valorisation et aux savoir-faire artisanaux, avant de présenter les principales théories qui sous-tendent ces processus.

Ensuite, une revue de la littérature permettra d'identifier les approches et stratégies les plus pertinentes en matière de valorisation des savoir-faire artisanaux, en s'appuyant sur des exemples et des études de cas internationaux. Cette analyse permettra de situer la valorisation des savoir-faire artisanaux dans un contexte plus large, en intégrant des dimensions économiques, sociales, culturelles et environnementales.

Enfin, ce cadre théorique servira de base pour les chapitres suivants, en particulier pour l'analyse empirique de la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali et le rôle joué par la microfinance. En offrant une compréhension approfondie des enjeux et des méthodes de valorisation, ce chapitre contribue à poser les fondations théoriques nécessaires pour aborder les défis et les opportunités du secteur artisanal.

Dans ce chapitre nous parlerons en premier lieu de la définition et Caractéristiques des Savoir-Faire Artisanaux. Définition des savoir-faire artisanaux en première section. La deuxième section portera sur les théories de la Valorisation des Savoir-Faire Artisanaux. La troisième section sera donc les Modes de Valorisation des Savoir-Faire Locaux Artisanaux et par la suite nous achèverons le chapitre par les stratégies de valorisation des savoir-faire artisanaux dans notre quatrième section.

## Section 1 : Définition et Caractéristiques des Savoir-Faire Artisanaux.

### - Définition des savoir-faire artisanaux

Les savoir-faire artisanaux constituent une part essentielle du patrimoine culturel immatériel des communautés. Ils englobent un ensemble de connaissances techniques, de compétences pratiques et de traditions culturelles qui sont transmises de génération en génération, souvent par le biais de l'apprentissage direct au sein de familles ou de communautés spécifiques. Ces savoir-faire ne se limitent pas à des activités productives ; ils sont également porteurs de valeurs culturelles, identitaires et symboliques.

L'UNESCO définit les savoir-faire artisanaux comme une composante vitale du patrimoine culturel immatériel, soulignant leur rôle dans la préservation des identités culturelles locales et leur importance économique, notamment pour les petites communautés qui s'appuient sur l'artisanat pour leur subsistance (UNESCO, 2003, p. 2). Ces savoirs sont le reflet d'une maîtrise souvent empirique des matériaux et des techniques, qui évoluent avec le temps tout en conservant leur caractère distinctif.

La singularité des savoir-faire artisanaux réside dans leur capacité à produire des objets uniques, souvent considérés comme des œuvres d'art à part entière. Contrairement à la production industrielle, marquée par la standardisation et l'automatisation, l'artisanat valorise l'unicité, l'authenticité et l'implication personnelle de l'artisan dans chaque étape de la création. Comme le souligne Lavanga (2004), l'artisanat permet non seulement de créer des produits qui se distinguent par leur qualité et leur originalité, mais aussi de préserver des traditions locales menacées par la mondialisation (Lavanga, 2004, p. 438).

### 2- Typologie des savoir-faire artisanaux

La typologie des savoir-faire artisanaux peut être abordée sous plusieurs angles, chacun permettant de comprendre les différentes dimensions et nuances de ces pratiques. Voici les principales distinctions :

#### 2-1 Artisanat traditionnel vs. Artisanal moderne

L'artisanat traditionnel se caractérise par l'utilisation de techniques et de méthodes transmises de manière inchangée au fil des générations. Ces pratiques sont souvent ancrées dans des contextes culturels spécifiques et sont essentielles à la préservation de l'identité culturelle d'une communauté. Par exemple, la fabrication de poteries en terre cuite dans

certaines régions du Maroc ou le tissage de tapis en Iran sont des savoir-faire traditionnels qui ont peu évolué avec le temps (Cohen, 2007, p. 23).

À l'opposé, l'artisanat moderne peut intégrer des influences contemporaines ou des techniques nouvelles tout en conservant une dimension manuelle et unique. Ce type d'artisanat peut être observé dans des secteurs tels que le design de bijoux ou la création de mobilier, où des matériaux et des méthodes modernes sont utilisés pour créer des pièces artisanales (Cohen, 2007, p. 25).

## **2.2 Savoir-faire immatériel et matériel**

Les savoir-faire artisanaux peuvent également être classés en fonction de leur nature immatérielle ou matérielle. Les savoir-faire immatériels englobent les connaissances et pratiques qui ne se matérialisent pas directement dans un objet, mais qui sont néanmoins cruciales pour la réalisation de celui-ci. Par exemple, la technique de tissage utilisée pour créer des textiles est un savoir-faire immatériel, tout comme les méthodes traditionnelles de coloration des tissus (Kurin, 2004, p. 12).

En revanche, les savoir-faire matériels se traduisent par la production d'objets tangibles, tels que des poteries, des meubles ou des instruments de musique. Ces objets sont souvent le résultat d'un long processus de fabrication qui implique une expertise particulière dans le maniement des matériaux et des outils (Kurin, 2004, p. 14).

## **2.3 Artisanal vs. Industriel**

La distinction entre l'artisanat et la production industrielle repose principalement sur le mode de production. L'artisanat est généralement associé à des processus manuels, des productions en petite série, et une forte implication de l'artisan dans chaque étape de la création. Cette approche permet de maintenir un haut niveau de qualité et d'originalité dans les produits finis, qui sont souvent perçus comme ayant une valeur ajoutée en raison de leur caractère unique et authentique (Risatti, 2007, p. 45).

En revanche, la production industrielle se caractérise par l'automatisation des processus, la production de masse, et la standardisation des produits. Bien que cette approche permette de réduire les coûts et de répondre à une demande de masse, elle peut également entraîner une perte de l'authenticité et de la qualité des produits, ce qui les distingue des objets artisanaux (Risatti, 2007, p. 47).

## Section 2 : Théories sur la Valorisation des Savoir-Faire Artisanaux.

### 1-Théories de la valorisation économique

La valorisation économique des savoir-faire artisanaux repose sur plusieurs théories qui mettent en avant leur potentiel en tant que ressources rares et précieuses dans le marché globalisé. Parmi les plus pertinentes, on trouve la théorie du capital culturel de Pierre Bourdieu et le modèle de la chaîne de valeur de Michael Porter.

#### 1.1 La théorie du capital culturel (Pierre Bourdieu)

Pierre Bourdieu définit le capital culturel comme un ensemble de connaissances, de compétences et de dispositions qui sont valorisées dans une société donnée (Bourdieu, 1979, p. 21). Dans le contexte des savoir-faire artisanaux, ce capital culturel se manifeste par la reconnaissance des compétences et des traditions artisanales comme étant des formes de richesse symbolique. Cette reconnaissance peut se traduire en avantages économiques, notamment lorsque les produits artisanaux sont perçus comme des biens culturels précieux. Le capital culturel des artisans peut être mobilisé pour améliorer leur position sur le marché, en transformant leurs savoir-faire en marques de prestige ou en produits de luxe (Bourdieu, 1979, p. 25).

#### 1.2 Le modèle de la chaîne de valeur (Michael Porter)

Le modèle de la chaîne de valeur de Michael Porter propose une approche systématique pour analyser les activités d'une entreprise et identifier celles qui créent le plus de valeur. Appliqué à l'artisanat, ce modèle permet de comprendre comment chaque étape du processus de production artisanale – de l'approvisionnement en matériaux à la commercialisation des produits finis – peut être optimisée pour maximiser la valeur perçue par les consommateurs (Porter, 1985, p. 36). Par exemple, l'accent mis sur la qualité des matériaux utilisés, l'authenticité des techniques de production, et la personnalisation des produits peut renforcer la valeur des objets artisanaux sur le marché.

Le modèle de Porter souligne également l'importance de la différenciation, un aspect crucial dans le secteur de l'artisanat où la singularité des produits joue un rôle central. En différenciant leurs produits par leur histoire, leur origine, et leur mode de production, les artisans peuvent attirer des segments de marché prêts à payer une prime pour ces attributs uniques (Porter, 1985, p. 42).

## **2. Théories de la valorisation culturelle**

Outre la valorisation économique, la valorisation des savoir-faire artisanaux passe également par une reconnaissance de leur valeur culturelle. Cette dimension culturelle est essentielle pour comprendre comment les savoir-faire artisanaux peuvent être préservés et transmis tout en étant adaptés aux exigences contemporaines.

### **2.1 Approches socioculturelles et reconnaissance sociale**

Les savoir-faire artisanaux sont souvent porteurs d'une identité culturelle spécifique, ce qui leur confère une valeur symbolique au sein de leur communauté. L'approche socioculturelle met l'accent sur la reconnaissance sociale des artisans et de leurs pratiques comme des éléments cruciaux pour la préservation de ces savoirs (Appadurai, 1986, p. 15). La reconnaissance sociale peut se manifester à travers la labellisation des produits, la promotion des artisans dans les médias, ou encore la mise en place de festivals et de marchés dédiés à l'artisanat. Ces initiatives renforcent non seulement la visibilité des savoir-faire artisanaux, mais participent également à leur valorisation économique en augmentant leur attractivité pour les consommateurs.

### **2.2 La théorie de la patrimonialisation**

La patrimonialisation des savoir-faire artisanaux est une approche qui consiste à transformer des pratiques culturelles en patrimoine, c'est-à-dire en éléments dignes d'être préservés pour les générations futures (Lenclud, 2001, p. 34). Cette théorie est souvent associée aux initiatives de l'UNESCO, telles que la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, qui vise à protéger les savoir-faire menacés par la modernisation et la mondialisation (UNESCO, 2003, p. 3). La patrimonialisation peut également contribuer à la valorisation économique, en créant une demande pour des produits artisanaux associés à un patrimoine reconnu et protégé.

### **2.3 Impact de la mondialisation sur la valorisation culturelle**

La mondialisation pose à la fois des défis et des opportunités pour la valorisation des savoir-faire artisanaux. D'un côté, la standardisation des produits et la domination des grandes industries menacent l'existence des pratiques artisanales locales. De l'autre, la mondialisation offre de nouvelles plateformes pour la diffusion et la commercialisation des produits artisanaux à un public international (García Canclini, 1995, p. 62). Les artisans peuvent tirer parti des réseaux globaux pour promouvoir leurs produits tout en préservant leur identité culturelle. La mondialisation peut ainsi être vue comme un levier pour la valorisation des

savoir-faire artisanaux, à condition que ceux-ci soient adaptés aux exigences du marché global tout en conservant leur authenticité (García Canclini, 1995, p. 67).

### **3. Approches éthiques et durables**

La valorisation des savoir-faire artisanaux ne peut être pleinement comprise sans prendre en compte les dimensions éthiques et durables. Ces approches mettent en avant la responsabilité des artisans et des consommateurs dans la préservation des ressources et dans la protection des droits des artisans.

#### **3.1 Artisanat et développement durable**

Le lien entre artisanat et développement durable se traduit par l'utilisation de matériaux écologiques, le respect des cycles naturels, et la réduction de l'empreinte carbone liée à la production. De nombreux savoir-faire artisanaux traditionnels sont par nature durables, car ils reposent sur des techniques manuelles qui minimisent l'utilisation des énergies fossiles et favorisent l'économie circulaire (Schumacher, 1973, p. 83). L'intégration de principes de durabilité dans la production artisanale peut non seulement renforcer la valorisation des produits, mais aussi attirer une clientèle de plus en plus sensibilisée aux enjeux environnementaux.

#### **3.2 Commerce équitable et valorisation des savoir-faire locaux**

Le commerce équitable joue un rôle crucial dans la valorisation des savoir-faire artisanaux en assurant une rémunération juste pour les artisans et en garantissant des conditions de travail dignes (Nicholls & Opal, 2005, p. 104). Ce modèle économique permet de renforcer la position des artisans sur le marché global tout en respectant leurs droits et en préservant leurs pratiques traditionnelles. Le commerce équitable contribue également à sensibiliser les consommateurs aux enjeux sociaux et économiques liés à l'artisanat, favorisant ainsi une consommation plus éthique et responsable.

#### **3.3 Approche éthique de la valorisation : lutte contre l'exploitation et la contrefaçon**

L'un des défis majeurs dans la valorisation des savoir-faire artisanaux est la lutte contre l'exploitation des artisans et la contrefaçon de leurs produits. La contrefaçon non seulement dévalorise les produits artisanaux authentiques, mais porte également atteinte aux droits des artisans en leur faisant perdre des parts de marché et des revenus (Quaye, 2008, p. 32). Des initiatives telles que la protection des indications géographiques et la labellisation des produits peuvent aider à protéger les artisans contre ces pratiques et à renforcer la valeur de leurs créations sur le marché global.

---

## Section 3 : Les Modes de Valorisation des Savoir-Faire Locaux Artisanaux

### 1.1. Labellisation et Certifications

#### 1.1.1. Importance des labels et certifications

Les labels et certifications jouent un rôle crucial dans la reconnaissance et la valorisation des savoir-faire artisanaux. Ils garantissent l'authenticité, la qualité et la provenance des produits, offrant ainsi une assurance aux consommateurs et une reconnaissance officielle aux artisans. Ces labels permettent de distinguer les produits artisanaux de ceux issus de la production industrielle, ajoutant une valeur perçue significative.

Le label est une marque collective qui atteste que le produit possède un ensemble de caractéristiques fixé par un règlement qui garantit un niveau de qualité supérieur le distinguant des produits similaires. Le label est délivré par un organisme agréé (organisme certificateur) qui doit être indépendant des producteurs, des fabricants, des vendeurs. Cet organisme doit mettre en place des moyens de contrôle de la qualité des produits<sup>13</sup>

Le terme « indication géographique » est utilisé dans son sens plus large et fait référence à tout type de label à usage collectif qui sert à identifier des produits traditionnels originaires d'un lieu géographique déterminé, le label est considéré comme une marque collective, une marque de certification, une indication géographique ou une appellation d'origine.<sup>14</sup> Ainsi, ils luttent contre les contrefaçons, en évitant les imitations et la concurrence déloyale qui touche les producteurs.

L'intérêt, donc est de maintenir des savoirs faire, de sauvegarder une culture régionale, et par la même des emplois et métiers, ils sont des instruments de propriété intellectuelle, ils ont un poids économique et stratégiques ils permettent une situation de monopole.

#### 1.1.2. Types de labels et certifications

**AOC** : appellation d'origine contrôlée : est un signe français qui désigne la dénomination d'un produit qui tire son authenticité et sa typicité de son origine géographique.

---

<sup>13</sup> [www.hotellerie6restauration.ac6versailles](http://www.hotellerie6restauration.ac6versailles).

<sup>14</sup> Nuria Ackermann Fabio Russo « les consortiums de valorisation de produits de terroir : une clé pour la valorisation inclusive et durable des produits typiques avec indication géographique », in colloque national mondial sur les indications géographiques-Lima /Perou 17 Aout 2024, page2.

C'est l'expression d'un lien intime entre le produit et son terroir. La transformation et l'élaboration doivent avoir lieu dans une aire géographique déterminée avec un savoir-faire reconnu et constaté

**AOP** : l'appellation d'origine protégée : calquée sur l'AOC française, elle s'applique à un aliment produit, transformé et élaboré dans une aire géographique déterminée avec un savoir-faire reconnu et constaté. Comme pour l'AOC, le lien avec le terroir est très fort.

**IGP** : l'indication géographique protégée : cette appellation a des racines moins profondes et un lien plus distendu avec le terroir puisque ce lien n'est obligatoire qu'à un stade de la filière, production, transformation ou élaboration.

**STG** : spécialité traditionnelle garantie : c'est une attestation de spécificité qui se traduit par l'attribution d'une mention traditionnelle qui ne fait pas référence à une origine mais a pour objet de mettre en valeur une composition traditionnelle du produit ou un mode de production traditionnel.<sup>15</sup>

### 1.1.3. Processus d'obtention et avantages

L'obtention d'une certification ou d'un label implique souvent un processus rigoureux de vérification pour s'assurer que les produits répondent aux critères fixés. Ce processus peut inclure des inspections sur place, des audits, et la présentation de documents prouvant que les normes sont respectées. Pour les artisans, obtenir une certification présente plusieurs avantages : cela augmente leur reconnaissance, leur ouvre de nouveaux marchés, les protège contre les contrefaçons, et rehausse la valeur perçue de leurs produits.

Les labels officiels garantissant l'origine et la qualité jouent un rôle important en protégeant les producteurs contre les contrefaçons et les fraudes. Ils aident à préserver le savoir-faire traditionnel tout en générant des revenus plus élevés, car les produits certifiés se vendent souvent à un prix plus élevé que les produits de consommation courante.

Ces labels constituent également une garantie pour les consommateurs, qui sont ainsi rassurés sur la qualité des produits qu'ils achètent. Ils contribuent également au maintien des activités locales, créant des emplois, notamment pour les femmes, réduisant la pauvreté et améliorant les conditions de vie dans les zones rurales.

---

<sup>15</sup> [www.lemangeur-ocha.com](http://www.lemangeur-ocha.com) « Appellation d'origine protégée (AOP) : Un même signe de reconnaissance pour l'Union Européenne », Mise en ligne septembre 2008, page 7

De plus, les labels d'origine et de qualité peuvent stimuler le tourisme rural. En mettant en avant le nom des régions d'origine, les savoir-faire locaux, et les traditions, ces labels servent de véritables cartes postales, mettant en valeur toutes les richesses culturelles, traditionnelles, et naturelles de la région. Ainsi, ces produits véhiculent une image positive de la région auprès des touristes, qui recherchent des produits de qualité authentiques.

Enfin, ces labels aident à préserver les marchés existants et à augmenter les parts de marché, renforçant ainsi l'économie locale.

## **1.2. Tourisme Culturel et Patrimonial**

### **1.2.1. Tourisme culturel**

Le tourisme culturel est une forme de tourisme axée sur la découverte du patrimoine culturel, y compris les savoir-faire artisanaux. Il joue un rôle clé dans la valorisation des métiers artisanaux en attirant des visiteurs intéressés par l'histoire, la culture et les traditions d'une région. Selon **Richards (2001, p. 55)**, le tourisme culturel contribue non seulement à la préservation des traditions locales mais aussi à leur dynamisation en les intégrant dans une économie plus large. Il permet aux visiteurs de s'immerger dans la culture locale, de découvrir les techniques traditionnelles, et ainsi de mieux comprendre et apprécier les produits artisanaux.

### **1.2.2. Musées et expositions**

Les musées et expositions, comme ceux évoqués, servent de vitrines essentielles pour les métiers d'art. **Littrell et Dickson (1999, p. 80)** montrent que ces institutions permettent de sensibiliser le public à l'importance des savoir-faire artisanaux tout en offrant aux artisans des opportunités d'accroître leur notoriété et de vendre leurs créations. Le Musée des Arts Décoratifs à Paris, par exemple, joue un rôle crucial dans la mise en lumière des traditions artisanales françaises, en conservant et en exposant des objets qui témoignent du savoir-faire exceptionnel des artisans.

### **1.2.3. Itinéraires touristiques thématiques**

Les itinéraires touristiques thématiques, comme la Route des Vins en Bourgogne ou le Circuit des Potiers en Alsace, créent des expériences immersives pour les visiteurs. Ils constituent un exemple parfait de valorisation des savoir-faire locaux à travers le tourisme. Selon **Petroman et Petroman (2014, p. 95)**, ces circuits permettent une interaction directe

entre les artisans et les consommateurs, renforçant ainsi la relation de confiance et la compréhension du processus de fabrication des produits artisanaux.

### **1.3. Événements et Marchés**

#### **1.3.1. Salons et foires artisanales**

Les salons et foires artisanales, tels que le Salon des Métiers d'Art à Paris, sont des événements essentiels pour promouvoir les savoir-faire locaux. **Renard (2013, p. 112)** souligne que ces événements offrent une plateforme où les artisans peuvent non seulement vendre leurs produits mais aussi établir des contacts professionnels, échanger des idées et s'inspirer des innovations dans leur domaine. De tels événements jouent également un rôle dans la préservation des traditions artisanales en attirant l'attention du public sur des métiers souvent méconnus.

#### **1.3.2. Festivals et journées du patrimoine**

Les festivals et journées du patrimoine, tels que les Journées Européennes des Métiers d'Art, célèbrent les métiers artisanaux à travers des démonstrations, des ateliers et des expositions. Ces événements sensibilisent le public à l'importance de la préservation des savoir-faire traditionnels et offrent aux artisans une plateforme pour partager leurs compétences et leurs histoires.

#### **1.3.3. Marchés locaux**

Les marchés locaux sont essentiels pour la valorisation des savoir-faire artisanaux. Ils permettent aux artisans de vendre leurs produits directement aux consommateurs, assurant une rémunération juste et immédiate. Les marchés de Noël, par exemple, sont des moments privilégiés où les artisans peuvent présenter leurs créations dans une atmosphère festive, attirant de nombreux acheteurs potentiels.

### **1.4. Formation et Transmission**

#### **1.4.1. Écoles et ateliers**

La formation est cruciale pour la transmission des savoir-faire artisanaux. Des institutions comme l'École Boulle à Paris offrent des programmes spécialisés dans les métiers d'art, garantissant que les compétences traditionnelles sont enseignées aux nouvelles

générations. Ces écoles jouent un rôle essentiel dans la préservation des techniques artisanales et dans l'innovation au sein des métiers d'art.

### **1.4.2. Apprentissage et maîtrise**

Les programmes d'apprentissage permettent aux jeunes artisans de se former auprès de maîtres artisans expérimentés. Ce modèle de formation traditionnelle assure la transmission des compétences et des connaissances dans un cadre pratique et immersif. Les artisans apprentis bénéficient d'un enseignement personnalisé et acquièrent une expertise approfondie, tandis que les maîtres artisans peuvent perpétuer leur savoir-faire.

## **1.5. Innovation et Design**

### **1.5.1. Collaborations avec des designers**

L'innovation et le design jouent un rôle clé dans la valorisation des savoir-faire artisanaux en les adaptant aux goûts et aux exigences contemporaines. Les collaborations entre artisans et designers permettent de créer des produits qui allient tradition et modernité. Par exemple, la maison Hermès collabore régulièrement avec des artisans pour créer des pièces uniques qui mettent en valeur les techniques traditionnelles tout en répondant aux tendances actuelles.

### **1.5.2. Recherche et Développement (R&D)**

La R&D dans le domaine des métiers d'art permet de développer de nouvelles techniques et d'utiliser des matériaux innovants tout en respectant les traditions artisanales. L'intégration de nouvelles technologies, telles que l'impression 3D ou les matériaux écologiques, ouvre de nouvelles perspectives pour les artisans, leur permettant de renouveler leurs pratiques et de répondre aux défis contemporains.

## **1.6. Communication et Marketing**

### **1.6.1. Branding et storytelling**

Le branding et le storytelling sont des outils puissants pour la valorisation des savoir-faire artisanaux. Ils permettent de créer une image de marque forte en mettant en avant l'histoire, les traditions et les techniques derrière chaque produit. Les artisans peuvent ainsi établir une connexion émotionnelle avec les consommateurs, augmentant la valeur perçue de leurs produits.

Le marketing est le processus sociétal par lequel les individus et les groupes obtiennent ce dont ils ont besoin et ce qu'ils désirent, ce processus consiste à créer, offrir et échanger avec autrui des produits et des services de valeur.<sup>16</sup> En plus, le marketing accorde une grande importance à l'image. Aujourd'hui, les consommateurs ne se contentent plus d'acheter un produit pour son usage pratique ; ils recherchent aussi une part de rêve et une signification symbolique. Ainsi, un produit peut répondre à la fois à des besoins matériels et immatériels.

### **1.6.2. Utilisation des réseaux sociaux**

Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont devenus un outil incontournable pour les artisans. Ils leur permettent de promouvoir leurs créations à un public mondial. Selon un article du **Journal of Cultural Heritage Management and Sustainable Development (2017, p. 158)**, l'utilisation efficace des plateformes numériques comme Instagram ou Facebook peut considérablement augmenter la visibilité des artisans, leur permettant de raconter l'histoire derrière leurs produits, de partager des techniques artisanales et de créer une communauté de clients fidèles.

## **1.7. Commerce Équitable et Local**

### **1.7.1. Circuits courts**

Les circuits courts, qui favorisent la vente directe du producteur au consommateur, sont bénéfiques pour les artisans car ils permettent une rémunération plus juste et une meilleure traçabilité des produits. Ils renforcent également la relation entre les producteurs et les consommateurs, favorisant la transparence et la confiance.

### **1.7.2. Boutiques coopératives et plateformes en ligne**

Les boutiques coopératives et les plateformes en ligne dédiées aux produits artisanaux permettent aux artisans de toucher un public plus large. Ces initiatives offrent une vitrine pour les produits artisanaux, facilitant l'accès au marché pour les artisans et augmentant leurs opportunités de vente. Des plateformes comme Etsy ou des boutiques coopératives locales jouent un rôle clé dans la promotion et la vente des créations artisanales.

---

<sup>16</sup> Kotler P, Dubois B, Manceau D. (2009), « Marketing management », 13 éditions Person Education France, page 5.

## **1.8. Subventions et Soutien Public**

### **1.8.1. Aides gouvernementales et subventions**

Les aides gouvernementales et les subventions jouent un rôle crucial dans le soutien aux artisans. Elles peuvent inclure des financements pour la formation, l'innovation, la participation à des salons professionnels ou l'achat de matériel. Ces soutiens financiers sont essentiels pour aider les artisans à développer leurs activités et à pérenniser leurs savoir-faire.

### **1.8.2. Partenariats public-privé**

Les partenariats entre le secteur public et privé peuvent jouer un rôle crucial dans le soutien et la valorisation des savoir-faire artisanaux. Ces collaborations peuvent prendre diverses formes, telles que le financement de projets spécifiques, la promotion de programmes de formation ou la création d'événements mettant en avant l'artisanat local. Par exemple, des municipalités peuvent s'associer à des entreprises privées pour organiser des foires artisanales, ou des institutions publiques peuvent travailler avec des marques pour développer des produits mettant en valeur les savoir-faire locaux. Ces partenariats permettent de combiner ressources et expertises pour soutenir les artisans de manière plus efficace.

## **1.9. Protection Juridique et Droits de Propriété Intellectuelle**

### **1.9.1. Brevets et droits d'auteur**

La protection juridique des savoir-faire artisanaux est essentielle pour prévenir les imitations et garantir que les artisans sont reconnus et rémunérés pour leur travail. Les brevets et les droits d'auteur offrent des protections légales aux créations et innovations artisanales. Par exemple, un artisan bijoutier peut protéger un design unique par le biais d'un brevet, empêchant ainsi d'autres de reproduire son travail sans autorisation. De même, les droits d'auteur peuvent protéger des œuvres artistiques comme des sculptures ou des textiles.

### **1.9.2. Processus de protection**

Obtenir une protection juridique implique généralement un processus de demande formel qui peut inclure la documentation détaillée des créations, la démonstration de leur originalité et l'enregistrement auprès des autorités compétentes. Les artisans peuvent avoir besoin de l'assistance juridique pour naviguer dans ces processus complexes. Les organisations professionnelles et les chambres des métiers jouent souvent un rôle de soutien en offrant des conseils et des ressources aux artisans pour les aider à protéger leurs œuvres.

### **1.10. Développement Durable**

L'intégration de pratiques écologiques dans l'artisanat est un aspect de plus en plus valorisé. **Throsby (2001, p. 126)** mentionne que les consommateurs modernes sont de plus en plus sensibles à l'impact environnemental des produits qu'ils achètent, et les artisans qui adoptent des pratiques durables peuvent se différencier sur le marché. L'utilisation de matériaux locaux, la réduction des déchets et l'efficacité énergétique sont des stratégies qui non seulement respectent l'environnement, mais qui ajoutent aussi une valeur supplémentaire aux produits artisanaux.

#### **1.10.1. Pratiques écologiques**

Le développement durable est de plus en plus important dans le domaine de l'artisanat. Les artisans peuvent adopter des pratiques écologiques en utilisant des matériaux durables, en minimisant les déchets et en optant pour des processus de production respectueux de l'environnement. Par exemple, un potier peut choisir des argiles locales non traitées et des techniques de cuisson économes en énergie. La valorisation des pratiques écologiques peut attirer une clientèle soucieuse de l'environnement et renforcer l'image positive des produits artisanaux.

#### **1.10.2. Responsabilité sociale**

L'intégration des savoir-faire artisanaux dans des projets sociaux et communautaires peut également favoriser le développement durable. Par exemple, des programmes de réinsertion professionnelle peuvent inclure des formations aux métiers artisanaux, offrant ainsi des opportunités d'emploi et d'intégration sociale. Les projets artisanaux peuvent également jouer un rôle dans le développement local en revitalisant des zones rurales ou en favorisant la cohésion sociale.

## **Section 4 : Stratégies de valorisation des savoir-faire artisanaux.**

### **1- Stratégie de commercialisation et de marketing**

La valorisation des savoir-faire artisanaux passe inévitablement par des stratégies de commercialisation et de marketing adaptées à la singularité de ces produits. Ces stratégies visent à renforcer la visibilité des produits artisanaux sur le marché, à développer une image de marque forte, et à attirer des consommateurs prêts à payer une prime pour des produits perçus comme authentiques et de haute qualité.

#### **1-1 Le branding artisanal**

Le branding, ou la création d'une marque autour des produits artisanaux, est une stratégie essentielle pour valoriser ces savoir-faire. Créer une marque forte permet non seulement de différencier les produits artisanaux sur un marché souvent saturé, mais aussi de véhiculer des valeurs telles que l'authenticité, la tradition, et le respect des savoir-faire locaux. Comme le souligne Kapferer (2012), une marque forte est celle qui parvient à établir une relation émotionnelle avec ses consommateurs, en racontant une histoire qui résonne avec leurs valeurs et leurs aspirations (Kapferer, 2012, p. 103).

Pour les artisans, le branding peut également passer par la création de labels ou de certifications qui garantissent l'authenticité des produits et la conformité à des standards de qualité spécifiques. Ces labels, tels que les indications géographiques protégées (IGP), peuvent jouer un rôle crucial dans la protection des savoir-faire locaux contre la contrefaçon et dans l'amélioration de la compétitivité des produits artisanaux sur les marchés internationaux (Barham, 2003, p. 131).

#### **1-2 Le marketing digital et le commerce en ligne**

Le développement des technologies numériques a ouvert de nouvelles opportunités pour la valorisation des savoir-faire artisanaux. Le marketing digital permet aux artisans de toucher un public beaucoup plus large que celui accessible par les canaux traditionnels. Les réseaux sociaux, par exemple, offrent une plateforme efficace pour promouvoir les produits artisanaux, raconter l'histoire derrière chaque création, et engager directement avec les consommateurs (Chaffey & Ellis-Chadwick, 2019, p. 89).

Le commerce en ligne est également devenu un outil incontournable pour les artisans cherchant à vendre leurs produits à une échelle globale. Des plateformes comme Etsy, Shopify, ou même des sites dédiés à l'artisanat, permettent aux artisans de mettre en valeur leurs produits auprès d'un public international tout en conservant le contrôle sur leur processus de vente. Selon O'Brien (2012), le commerce en ligne a non seulement démocratisé l'accès aux marchés pour les petits producteurs, mais a aussi contribué à la diversification des canaux de distribution pour les produits artisanaux (O'Brien, 2012, p. 54).

### **1-3 L'expérience client et le storytelling**

L'expérience client est un élément clé dans la valorisation des produits artisanaux. Contrairement aux produits industriels, les produits artisanaux sont souvent perçus comme porteurs d'une histoire, d'une identité, et d'une dimension humaine. Le storytelling, ou l'art de raconter une histoire autour d'un produit, est donc une stratégie puissante pour captiver l'attention des consommateurs et renforcer la valeur perçue des produits artisanaux (Fog, Budtz & Yakaboylu, 2005, p. 67).

Les artisans peuvent utiliser le storytelling pour mettre en avant les processus de fabrication, les matériaux utilisés, les traditions culturelles associées, et les personnes derrière chaque création. Cette approche non seulement humanise le produit, mais crée également une connexion émotionnelle entre le consommateur et l'objet, augmentant ainsi la disposition à payer un prix plus élevé (Fog et al., 2005, p. 70).

## **2- Stratégies de préservation et de transmission des savoir-faire**

La valorisation des savoir-faire artisanaux ne peut être dissociée de leur préservation et de leur transmission aux générations futures. Les stratégies dans ce domaine visent à garantir la continuité de ces savoirs tout en les adaptant aux réalités contemporaines.

### **2-1 La formation et l'apprentissage intergénérationnel**

La transmission des savoir-faire artisanaux repose souvent sur des systèmes d'apprentissage traditionnels, tels que l'apprentissage au sein de la famille ou de la communauté. Toutefois, face aux défis posés par la modernisation et l'évolution des marchés, il est essentiel de renforcer ces systèmes par des programmes de formation structurés et formels (Crawford, 2009, p. 42).

Les écoles d'art et de métiers jouent un rôle crucial dans cette transmission, en offrant des formations qui combinent savoir-faire traditionnel et innovations contemporaines. Ces établissements permettent aux jeunes artisans d'acquérir les compétences nécessaires pour perpétuer les pratiques artisanales tout en s'adaptant aux exigences du marché actuel. De plus, des initiatives telles que les résidences d'artistes ou les échanges culturels peuvent également contribuer à la transmission des savoir-faire en créant des espaces d'apprentissage et de partage (Crawford, 2009, p. 48).

### **2-2 Les musées et les expositions d'artisanat**

Les musées et les expositions dédiées à l'artisanat jouent un rôle clé dans la valorisation et la préservation des savoir-faire artisanaux. En présentant les œuvres des artisans dans un cadre qui valorise leur dimension artistique et culturelle, ces institutions contribuent à sensibiliser le public à l'importance de préserver ces savoirs (Kirshenblatt-Gimblett, 1998, p. 149).

Les expositions temporaires ou permanentes peuvent également servir de plateformes pour la rencontre entre artisans et publics, facilitant ainsi la transmission des savoir-faire. Ces événements permettent aux artisans de démontrer leurs techniques, de raconter l'histoire de leur travail, et de dialoguer directement avec les visiteurs. En ce sens, les musées et expositions deviennent des lieux de transmission vivante des savoirs, au-delà de leur simple conservation (Kirshenblatt-Gimblett, 1998, p. 153).

### **2-3 Les politiques publiques de soutien à l'artisanat**

Les politiques publiques jouent un rôle crucial dans la préservation et la valorisation des savoir-faire artisanaux. Les gouvernements peuvent soutenir l'artisanat par le biais de subventions, de programmes de formation, de promotion à l'international, et de protection juridique (Simeon, 2012, p. 94).

Des exemples de bonnes pratiques incluent la reconnaissance des savoir-faire artisanaux comme patrimoine culturel immatériel, leur inclusion dans les politiques de développement régional, ou encore la création de labels nationaux pour les produits artisanaux. Ces politiques permettent non seulement de protéger les savoir-faire, mais aussi de les promouvoir activement sur les marchés nationaux et internationaux (Simeon, 2012, p. 97).

### **3- Stratégies d'innovation et d'adaptation aux marchés contemporains**

Enfin, la valorisation des savoir-faire artisanaux implique de les adapter aux réalités contemporaines, tout en respectant leur essence traditionnelle. Les stratégies d'innovation et d'adaptation sont essentielles pour garantir la viabilité économique des pratiques artisanales dans un marché globalisé.

#### **3-1 L'innovation dans les processus de production**

L'innovation est un levier essentiel pour la valorisation des savoir-faire artisanaux. Cela peut se traduire par l'introduction de nouvelles techniques de production qui améliorent la qualité ou la durabilité des produits, sans compromettre leur authenticité (Howkins, 2001, p. 22). Par exemple, l'intégration de technologies numériques dans le processus de fabrication peut permettre aux artisans de créer des produits plus complexes, tout en conservant une forte dimension manuelle.

De plus, l'innovation peut également concerner les matériaux utilisés. En explorant de nouvelles sources de matières premières ou en recyclant des matériaux anciens, les artisans peuvent répondre aux préoccupations environnementales actuelles tout en enrichissant leur pratique traditionnelle (Howkins, 2001, p. 25).

#### **3-2 La collaboration entre artisans et designers**

La collaboration entre artisans et designers est une autre stratégie d'innovation qui peut conduire à la création de produits à la fois contemporains et enracinés dans des savoir-faire traditionnels. Les designers peuvent apporter une perspective nouvelle, en aidant les artisans à moderniser leurs produits sans perdre leur caractère distinctif (Adamson, 2013, p. 80).

Ces collaborations permettent de créer des produits qui répondent aux goûts et aux besoins des consommateurs modernes, tout en valorisant le savoir-faire artisanal. Elles peuvent également ouvrir de nouveaux marchés pour les produits artisanaux, notamment dans les secteurs du design d'intérieur, de la mode, et de l'art contemporain (Adamson, 2013, p. 84).

#### **3-3 L'adaptation aux tendances du marché global**

Enfin, pour valoriser pleinement les savoir-faire artisanaux, il est crucial de les adapter aux tendances du marché global. Cela peut impliquer une révision des gammes de produits pour répondre aux préférences des consommateurs internationaux, l'adoption de pratiques

commerciales durables pour attirer une clientèle soucieuse de l'environnement, ou encore la création de produits personnalisés qui répondent aux demandes spécifiques du marché de niche (Pine & Gilmore, 1999, p. 94).

Les artisans doivent rester attentifs aux évolutions du marché et être prêts à innover pour maintenir leur compétitivité. L'adaptation aux tendances globales, tout en conservant une identité forte et authentique, est une condition sine qua non pour la pérennité des savoir-faire artisanaux dans le contexte actuel de mondialisation (Pine & Gilmore, 1999, p. 102).

**Conclusion du chapitre 02**

La valorisation des savoir-faire artisanaux ne se résume pas à la simple préservation d'un patrimoine culturel, mais englobe un ensemble de pratiques visant à les intégrer de manière durable et dynamique dans l'économie contemporaine. En analysant les définitions et caractéristiques des savoir-faire artisanaux, nous avons pu comprendre l'importance de ces pratiques héritées. Les théories de valorisation nous ont offert un cadre conceptuel pour appréhender les enjeux liés à cette démarche. Enfin, les différents modes et stratégies de valorisation que nous avons explorés montrent que la mise en marché, la protection juridique et la reconnaissance culturelle sont autant de leviers essentiels pour assurer non seulement la pérennité, mais aussi le développement de ces savoir-faire. En somme, la valorisation des savoir-faire artisanaux est un processus complexe et multidimensionnel, indispensable pour garantir la transmission, l'évolution et l'appropriation continue de ce patrimoine par les générations futures.

# **Chapitre III**

**Rôle de la Microfinance dans la valorisation  
des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de  
NYESIGISO**

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

#### **Introduction**

Le secteur artisanal au Mali représente une part essentielle de l'économie nationale, tant en termes de création de richesses que d'emplois, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Cependant, les artisans se heurtent souvent à de nombreux obstacles, dont le principal est l'accès limité aux financements nécessaires pour développer et valoriser leurs savoir-faire. C'est dans ce contexte que la microfinance émerge comme un outil puissant pour soutenir et dynamiser ce secteur clé.

La microfinance, en offrant des services financiers adaptés aux besoins des petites entreprises et des travailleurs indépendants, s'impose comme un levier crucial pour la valorisation des savoir-faire artisanaux. Elle permet aux artisans de surmonter les barrières financières traditionnelles, d'améliorer leur productivité, de diversifier leurs activités, et de renforcer leur compétitivité sur les marchés locaux et internationaux.

Ce chapitre se propose d'explorer en profondeur le rôle de la microfinance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali, en prenant pour étude de cas l'institution de microfinance NYESIGISO. Cette institution, grâce à ses initiatives ciblées et ses produits financiers innovants, a réussi à soutenir un grand nombre d'artisans dans leur quête de développement économique et social.

L'analyse se focalisera sur l'impact des services offerts par NYESIGISO sur les activités artisanales, les défis rencontrés, ainsi que les opportunités créées pour les artisans. Ce chapitre vise à montrer comment la microfinance, lorsqu'elle est bien adaptée aux réalités locales, peut devenir un catalyseur de développement pour le secteur artisanal au Mali.

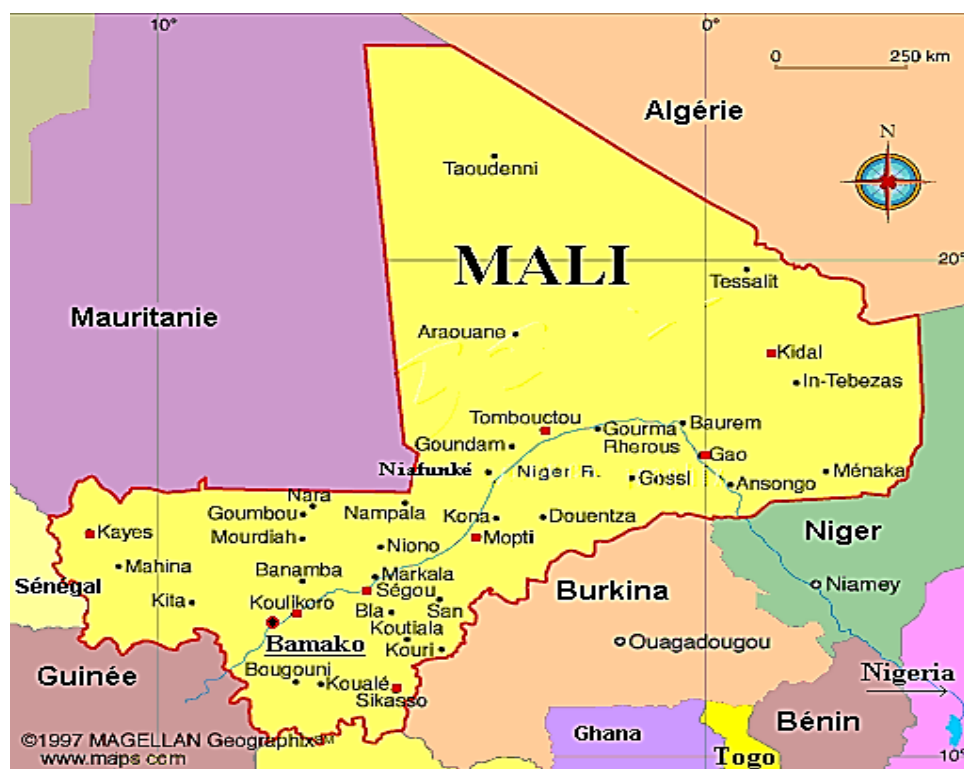
Le présent chapitre est organisé en quatre sections. La première traite l'artisanat du Mali de façon générale. La deuxième section traite la notion des institutions de la microfinance (IMF) au Mali et en fin la troisième section analyse le rôle de la microfinance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali cas de NYESIGISO.

## Section 1 : L'artisanat au Mali : Quelle réalité ?

### 1- Contexte Général

#### 1.1 Contexte macroéconomique

Image 01 : La carte du Mali



Source : <http://www.libs.uga.edu/mainref/africa.html#Maps>

Le Mali, vaste pays situé en Afrique subsaharienne, couvre une superficie de 1 241 238 km<sup>2</sup>. Il partage près de 7 500 km de frontières avec sept pays voisins : l'Algérie au nord, le Niger à l'est, le Burkina Faso au sud-est, la Côte d'Ivoire et la Guinée au sud, et la Mauritanie ainsi que le Sénégal à l'ouest.

Administrativement, le Mali est divisé en 8 régions et un district, comprenant 49 cercles, 703 communes, et environ 12 000 villages.

D'après les projections du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 1998, la population malienne était estimée à environ 12 790 593 habitants en 2008. La majorité de cette population réside en milieu rural (73 %), tandis que 27 % vit en milieu urbain.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

Les femmes représentent environ 51 % de la population totale, et la population est majoritairement jeune, avec 48 % des habitants âgés de moins de 15 ans. Le taux de croissance démographique, légèrement supérieur à 2 %, est plus élevé en milieu rural (plus de 4 %) qu'en milieu urbain (moins de 1,5 %).

Sur le plan éducatif, le taux brut de scolarisation (TBS) a augmenté de manière significative, passant de 47,8 % en 1996-1997 à 77,6 % en 2007, plaçant ainsi le Mali parmi les pays les plus performants en matière de scolarisation en Afrique subsaharienne. Cependant, l'alphabétisation reste un défi, avec un taux d'alphabétisation des garçons (87,5 %) nettement supérieur à celui des filles (68 % en 2007), tandis que l'alphabétisation des adultes demeure faible, à moins de 40 %.

En ce qui concerne la santé, le taux de prévalence du VIH/SIDA est resté faible, à 1,3 % en 2006 selon l'EDSM IV.

En matière d'emploi, le secteur primaire est le principal pourvoyeur d'emplois, employant 83,4 % des actifs, tandis que les secteurs secondaire et tertiaire emploient respectivement 4,1 % et 12,5 %. Toutefois, le chômage et le sous-emploi, en particulier chez les jeunes, restent des défis majeurs.

Économiquement, le taux de croissance du PIB réel moyen a été de 3,2 % en 2007, en deçà de l'objectif de 7 %, contre 5,3 % en 2006. Le secteur primaire reste le plus dominant avec une croissance de 2,5 % en 2007, contre 4,3 % en 2006.

Le secteur secondaire a subi une récession en 2007, avec une décroissance de 3 %, après une croissance de 8,3 % en 2006. Néanmoins, l'artisanat a émergé comme un atout économique majeur, contribuant à hauteur de 15 % au PIB et occupant 40 % de la population active. La valeur des exportations des produits artisanaux a atteint 884 millions de FCFA en 2007, contre 480,7 millions de FCFA en 2006. Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 5,4 % en 2007, contre 9,4 % en 2006.

L'élaboration de la Politique Nationale de Développement de l'Artisanat s'inscrit dans les orientations stratégiques du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR), du Projet pour le Développement Économique et Social (PDES), de l'Étude Nationale Prospective Mali 2025, et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

Le secteur de l'artisanat est inclus dans le CSCR 2007-2011, notamment à travers :

- Les orientations stratégiques concernant le développement du secteur productif, qui insistent sur l'amélioration de la productivité à travers l'aménagement de zones industrielles et artisanales, la construction de villages artisanaux, la diversification de la production et des services, et la création d'un environnement favorable à l'investissement dans l'artisanat.
- La stratégie de croissance accélérée, qui identifie l'artisanat comme un secteur clé présentant un fort potentiel de croissance du PIB, à condition que des mesures d'accompagnement appropriées soient mises en place.

Le PDES 2008-2012, la Lettre de Cadrage du Chef de l'État au Premier Ministre du 15 novembre 2007, et la Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre du 14 décembre 2007 mettent un accent particulier sur le développement de l'artisanat. Le Ministère de l'Artisanat et du Tourisme est chargé d'identifier, de promouvoir et de soutenir des projets privés pour la création de nouvelles unités dans le tourisme et l'artisanat, tout en veillant à l'essor de ces secteurs, pourvoyeurs d'emplois et de devises pour l'économie nationale.

Concernant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015, l'artisanat joue un rôle crucial dans deux objectifs majeurs : réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim, et assurer un environnement durable.

#### **1.2 Analyse de la situation du secteur**

L'analyse de la situation du secteur artisanal au Mali repose sur plusieurs sources clés :

- L'étude réalisée en 2005 par le Bureau d'étude CAGE – FODERNA/ID-Sahel, qui a permis d'identifier le profil des artisans et des entreprises artisanales, ainsi que leur contribution à l'économie nationale et les créneaux porteurs du secteur ;
- Les conclusions des différents ateliers organisés durant le processus de formulation de la politique sectorielle ;
- Les données issues de la première revue du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) 2007-2011, tenue en juillet 2008.

## Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

---

### 1.2.1 Concept et définitions de l'artisanat

#### 1.2.1.1 L'artisanat et l'économie informelle

Image 02 : Secteur informel



Source : [www.travel-picture-gallery.com](http://www.travel-picture-gallery.com)

Dans de nombreux pays en développement, l'artisanat a souvent été associé au secteur informel en raison de son organisation, de la représentativité des artisans, et de la manière dont il est pris en compte dans les politiques nationales. Toutefois, l'économie informelle englobe diverses activités économiques qui échappent aux dispositions légales ou formelles.

Elle se caractérise par :

1. Une facilité d'accès pour les nouveaux entrepreneurs, sans barrières significatives ;
2. L'utilisation de ressources locales ;
3. Une propriété généralement familiale ;
4. Des opérations de production et de commercialisation à petite échelle ;
5. L'utilisation de techniques simples et d'outils manuels, avec un nombre restreint de travailleurs ;
6. Des qualifications acquises en dehors des systèmes de formation formels ;
7. Un marché souvent non réglementé et soumis à une forte concurrence.

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

---

Il est important de noter que, bien que de nombreux défis soient communs, l'artisanat se distingue de plus en plus du secteur informel par la volonté de ses acteurs d'être visibles et par une certaine structuration. Contrairement aux idées reçues, l'artisanat ne se confond pas avec le secteur informel, bien que ce dernier soit plus large, incluant des activités non artisanales comme le petit commerce. De plus, certaines entreprises artisanales opèrent dans un cadre légal et suivent un mode de fonctionnement moderne.

En outre, le secteur de l'artisanat joue un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en particulier pour les populations les plus défavorisées, comme les femmes et les jeunes sans emploi. Bien que les activités artisanales génèrent rarement une valeur ajoutée significative, elles procurent néanmoins un revenu de subsistance à des millions de personnes au Mali et en Afrique de l'Ouest. Il est donc paradoxal que l'artisanat, avec toutes ses potentialités, soit souvent perçu comme un secteur marginal.

#### 1.2.1.2 Définitions et structure de l'artisanat au Mali

La Loi N° 95-029 du 20 mars 1995, portant Code de l'Artisanat au Mali, définit les concepts suivants :

- **Activité artisanale** : L'activité artisanale consiste en l'extraction, la production, et la transformation de biens, ainsi qu'en la prestation de services, à l'aide de procédés techniques nécessitant une formation pratique. Cette activité peut être exercée par des personnes physiques ou morales. Le mode de production est principalement manuel, mais peut inclure l'utilisation de machines tant qu'elles n'entraînent pas une production en série.
- **Artisan** : Est considéré comme artisan toute personne qualifiée qui exerce une activité artisanale de manière indépendante, en son nom propre. Cette personne peut être assistée par des membres de sa famille, des apprentis, ou des ouvriers.
- **Entreprise artisanale** : Ce sont de petites unités de production ou de prestation de services employant jusqu'à dix ouvriers permanents, utilisant un mode de production artisanal sous la supervision d'un artisan qualifié.

La loi exige que toute personne exerçant une activité artisanale s'inscrive au répertoire de la Chambre de Métiers de sa circonscription dans les deux mois suivant le début de son

## **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

activité. Cependant, certaines ambiguïtés subsistent quant au caractère permanent ou principal de l'exercice de cette activité, ainsi que sur les modalités de son exercice (sédentaire, ambulancier, saisonnier).

### **1.2.1.3 Classification des activités artisanales**

Selon la Loi N° 95-029, les activités artisanales sont réparties en sept catégories de métiers. L'arrêté n°96/1145/MIAT-SG du 19 juillet 1996 a établi une liste de 171 corps de métiers relevant du secteur artisanal au Mali, regroupés en :

1. Métiers artisanaux de l'alimentation (11 corps de métiers) ;
2. Métiers artisanaux de l'extraction, du bâtiment et connexes (32 corps de métiers) ;
3. Métiers artisanaux du bois et de l'ameublement (17 corps de métiers) ;
4. Métiers artisanaux de la transformation des métaux et de la construction métallique (44 corps de métiers) ;
5. Métiers artisanaux de l'habillement, du cuir et du textile (28 corps de métiers) ;
6. Métiers artisanaux de l'hygiène et des soins corporels (15 corps de métiers) ;
7. Métiers artisanaux d'art et divers (24 corps de métiers).

Cependant, cette classification est désormais dépassée, en raison de l'émergence de nouveaux métiers, de l'importance croissante des métiers non identifiés, et de l'apparition des multi-métiers artisanaux.

### **1.2.2 Profil de l'artisanat malien**

#### **1.2.2.1 Estimation du nombre d'artisans et d'entreprises artisanales**

Bien que l'artisanat occupe une place centrale dans l'économie et la société malienne, il reste mal documenté et souvent confondu avec les secteurs industriel et informel. Ainsi, le nombre exact d'artisans et d'entreprises artisanales n'est pas formellement connu, en raison de la rareté des recensements et des statistiques sur ce secteur.

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

---

Cependant, l'étude réalisée par CAGE-FODERNA/ID-Sahel estime que le Mali compte environ 2 433 400 artisans, représentant 46 % de la population active, dont 68 % en milieu urbain et 32 % en milieu rural.

#### 1.2.2.2 Profil de l'artisan

Le profil de l'artisan au Mali peut être analysé selon plusieurs critères :

- **Contexte social et culturel** : Les femmes sont majoritairement actives dans les métiers du textile, du cuir, de l'alimentation, de l'hygiène, et des arts. Les hommes, quant à eux, se concentrent sur la transformation des métaux, le bâtiment, le bois, et l'ameublement. Traditionnellement, l'artisanat est souvent lié à des castes spécifiques, conférant un caractère héréditaire aux métiers artisanaux. En milieu urbain, cependant, l'artisanat tend à être lié au savoir-faire plutôt qu'à l'ethnie.
- **Métiers principaux et secondaires** : Les artisans maliens n'exercent généralement pas un seul métier. Ils combinent souvent plusieurs activités, ce qui limite leur spécialisation. Par exemple, 53,3 % des hommes consacrent plus de 50 heures par semaine à leur métier principal, contre seulement 12 % des femmes.
- **Lieu de travail** : Selon l'étude CAGE-FODERNA, 26,6 % des artisans travaillent dans un atelier, 20,3 % dans une concession, 13,2 % au marché, 12,4 % en plein air, et seulement 3,11 % dans une maison des artisans.
- **Reconnaissance légale** : Peu d'artisans sont répertoriés dans les Chambres de Métiers, souvent en raison de la perception fiscale des recensements. En 2008, seuls 40 000 artisans étaient enregistrés, représentant une faible proportion de la population artisanale totale. De plus, seuls 49,1 % des artisans sont membres d'une association.
- **Renforcement des capacités** : Le niveau d'instruction des artisans est faible, avec seulement 55 % ayant fréquenté l'école formelle. La plupart des artisans ont appris leur métier par apprentissage traditionnel, et la formation continue reste insuffisante.
- **Profil économique** : Le revenu mensuel moyen des artisans varie entre 46 000 et 241 000 FCFA, selon le sexe et le métier exercé. L'accès au crédit est limité, avec seulement 13 % des crédits de Kondo-Jigima alloués au secteur de l'artisanat.

## Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

---

### 1.2.2.3 Profil de l'entreprise artisanale

- **Statut juridique** : Les entreprises artisanales au Mali sont majoritairement individuelles (66,7 %) ou familiales (12,2 %). Cependant, elles ne sont souvent pas en règle avec les exigences légales, ce qui limite leur organisation et leur accès aux marchés publics.
- **Lieu d'implantation** : Les entreprises artisanales sont souvent situées au bord des routes, dans les concessions familiales, ou dans les marchés.
- **Profil économique** : Les entreprises artisanales sont généralement sous-équipées, et s'approvisionnent principalement au niveau local. La plupart emploient entre 1 et 3 personnes, souvent des membres de la famille ou des personnes recommandées.
- **Marché de l'artisanat** : Les entreprises artisanales commercialisent principalement leurs produits sur les marchés locaux, avec une faible proportion exportée à l'étranger. Cependant, elles sont confrontées à des défis tels que l'insuffisance de fonds de roulement, les difficultés d'écoulement des produits, et l'accès limité aux techniques modernes.

### 1.2.3 Contribution du secteur de l'artisanat à l'économie nationale

La contribution de l'artisanat à l'économie malienne est mesurée à travers plusieurs indicateurs, notamment le nombre d'artisans par catégorie et par corps de métiers, les emplois créés, les impôts et taxes payés, et les devises générées. Ces indicateurs sont analysés en fonction des métiers, des localités, et du type d'entreprises.

Selon les statistiques de la FNAM, 68 corps de métiers sont actuellement représentés par les associations affiliées, regroupant un total de 42 198 artisans.

**Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux  
au Mali Cas de NYESIGISO**

**Tableau N° 2:** Situation des corps de métiers et du nombre d'artisans par catégories

N°	CATEGORIESDEMETIERS	CORPSDEMETIERS	EFFECTIFS
1	<b>Métiersartisan aux de l'alimentation</b>	Boulangers	239
2		Bouchers	275
3		Boulangers traditionnels	19
4		Gargotiers/gargotières	290
5		Restaurateurs	87
6		Fabricants de produits alimentaires et divers	1156
7		Apiculteurs	107
8		Glaciers	131
	<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>2304</b>
9	<b>Métiers artisanaux d'extraction, du bâtiment et connexes</b>	Maçons	901
10		Fabricants de briques/ciment et terre cuite	86
11		Carreleurs	12
12		Plombiers	16
13		Peintres en bâtiment	37
14		Electriciens en bâtiment	54
15		Exploitants des ailettes et connexes	12
16		Puisatiers	239
17		Orpailleurs	241
18		Carriers	414
19		Constructeurs (de routes, four et cheminées)	877
20	Staffeurs	2	
	<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>2891</b>
21	<b>Métiers artisanaux du bois et de l'ameublement</b>	Menuisiers bois	1305
22		Menuisiers sur rotin et bambou	32
23		Ebénistes	109
24		Bûcherons	45
25		Fabricants de pirogue	225
	<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>1716</b>
26	<b>Métiers artisanaux de la transformation des métaux et de la construction métallique</b>	Forgerons	1574
27		Fondeurs de métaux non ferreux	37
28		Menuisiers métalliques	601
29		Soudeurs	488
30		Tôlier sous véhicules	30
31		Chaudronniers	24
32		Mécaniciens auto	295
33		Frigoristes	495
34		Vulcanisateurs	13
35		Réparateurs cycles et motos	703
36		Réparateurs radios, téléviseurs et appareils électroniques	166
37		Electroniciens	565
38	Mécaniciens sous véhicules	336	

**Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux  
au Mali Cas de NYESIGISO**

39		Réparateursdepompes	129
40		Garagistes	330
41		Photographes	233
42		Menuisiersmétaletbois	297
	<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>6316</b>
43	<b>Métiersartisanauxdel'habillement, ducuiret textiles</b>	Tailleurs/Couturières	3241
44		Teinturiers/Teinturières	898
45		Brodeurs/Brodeuses	21
46		Tricoteuses	26
47		Fileusesdecoton	171
48		Tisserands	2124
49		Tapissiers	86
50		Bourreliers	10
51		Cordonniers	198
52		Maroquiniers	158
53		Tanneuses	63
54		Fabricantsdebogolan	326
	<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>7322</b>
<b>N°</b>	<b>CATEGORIESDEMETIERS</b>	<b>CORPSDEMETIERS</b>	<b>EFFECTIFS</b>
55	<b>Métiersartisanauxdel'hygiène etsoinscorporel s</b>	Fabricantsdesavon/pommade	411
56		Coiffeurs/Coiffeuses	280
	<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>691</b>
57	<b>Métiersartisanauxd'artetdiver s</b>	Bijoutiers,joailliers	856
58		Potières	109
59		Sculpteurs	28
60		Antiquaires	30
61		Tresseusesdenattes	215
62		Thérapeutes	10
63		Décorateurs	33
64		Fabricantsdejouets	11
65		Orfèvres	26
66		Fabricantsdeparures	126
67		Vanniers/Vannières	75
68		Fabricantsdefoyersaméliorés	61
	<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>1577</b>
	<b>Métiersnonidentifiés</b>		<b>9156</b>
	<b>Multi-Métiersartisanaux</b>		<b>10225</b>
	<b>TOTAL</b>		<b>42198</b>

Source: FNAM-RACjuillet2006

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

Les sept (07) catégories de métiers se classent selon leur importance numérique comme ci-après :

**Tableau N° 3:** Classement des catégories de métiers en fonction de leurs effectifs

N° ORDRE	CATEGORIES DE METIERS	NOMBRE ARTISANS
1	Métiers artisanaux de l'habillement, du cuir et textiles	7322
2	Métiers artisanaux de la transformation des métaux et de la construction métallique	6316
3	Métiers artisanaux d'extraction, du bâtiment et connexes	2891
4	Métiers artisanaux de l'alimentation	2304
5	Métiers artisanaux du bois et de l'ameublement	1716
6	Métiers artisanaux d'art et divers	1.577
7	Métiers artisanaux de l'hygiène et soins corporels	691

Source: FNAME-RAC juillet 2006

**NB:** A cela s'ajoutent les métiers non identifiés et les multi-métiers artisanaux, comptant 19381 artisans.

Les 10 corps de métiers à fort potentiel humain sont les suivants;

**Tableau N°4 :** les principaux corps de métiers en effectifs

CATEGORIES DE METIERS	CORPS DE METIERS	NOMBRE ARTISANS
Métiers artisanaux de l'habillement, du cuir et textiles	Tailleurs/couturiers	3241
	Tisserands	2124
Métiers artisanaux de la transformation des métaux et de la construction métallique	Forgerons	1574
Métiers artisanaux du bois et de l'ameublement	Menuisiers bois	1305
Métiers artisanaux de l'alimentation	Transformation alimentaire	1156
Métiers artisanaux d'extraction, du bâtiment et connexes	Maçons	901
Métiers artisanaux de l'habillement, du cuir et textiles	Teinturiers et teinturières	898

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

Métiers artisanaux d'extraction, du bâtiment et connexes	Constructions	877
Métiers artisanaux d'art et divers	Bijoutiers	856
Métiers artisanaux de la transformation des métaux et de la construction métallique	Réparateurs vélos-motos	703

Source: FNAM-RAC juillet 2006

#### 1.2.3.2. Le montant des impôts et taxes payés

L'impôt synthétique en vigueur pour les activités artisanales varie en fonction des corps de métiers. Les estimations en la matière prévoient par exemple 600 000 francs pour les salons de coiffure, 100 000 francs CFA par machine de broderie, 14 700 francs CFA pour le menuisier bois et métallique, les teinturières, etc.

Ainsi, si l'on considère que chaque artisan paye, au minimum, 14 700 FCFA d'impôts et taxes par an, on peut estimer que plus il y'a d'artisans dans une catégorie de métiers artisanaux plus elle contribue à l'économie locale, régionale et nationale. Les 2 433 400 artisans potentiels paieraient au minimum 35,770 milliards francs CFA d'impôts/taxes sur une recette fiscale totale de l'Etat de l'ordre de 487,2 milliards francs CFA réalisée en 2007, soit 7,3%.

Les artisans estiment aujourd'hui que l'impôt synthétique est inadapté aux réalités de leurs métiers et réclament l'adoption de l'impôt dénommé CSA conformément à la loi portant code de l'artisanat du Mali et le reversement des ristournes prévues aux chambres de métiers.

#### 1.2.3.3. La rentrée de devises

En 2005, selon l'étude CAGE-FODERNA, les exportations des produits artisanaux, toute catégorie confondue s'élevaient à 12 163 763 265 FCFA sur un total de 603 126 000 000 de francs CFA, soit 2,02%. Les catégories peaux et cuir (44,6%) alimentation (29%) et bijoux (20%), sont de loin celles qui ont apporté au Mali plus de devises.

En 2007, les exportations des produits artisanaux, lors des manifestations promotionnelles internationales, s'élèvent à 1 168 352 000 FCFA.

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

#### 1.2.4. Les Creneaux porteurs dans le secteur de l'artisanat

Sont considérés comme créneaux porteurs les métiers artisanaux générateurs de croissance, d'emplois et de valeur ajoutée pour l'artisan et pour l'économie nationale. En d'autres termes, ce sont des métiers artisanaux rentables ayant des effets induits favorables à l'économie.

Le choix des catégories et métiers porteurs a été effectué à la lumière de l'étude diagnostique CAGE FODERNA. Au demeurant, il a été constaté que toutes les catégories de métiers sont porteuses au Mali.

Cependant, tous les corps de métier ne sont pas porteurs au même degré. En attendant les conclusions de l'étude sur la promotion commerciale des produits artisanaux dans le cadre du Projet d'Appui à la Croissance, il a été identifié un certain nombre de corps de métiers les plus porteurs par région suivant les tableaux n°5 à 11, ci-après :

**Tableau N°5:** Récapitulatif des métiers porteurs dans la catégorie alimentation

Catégories de métiers	Filières	Corps de métiers	Régions concernées
Métiers de l'alimentation	Farine	Boulangers pâtisseries, confiseurs, (biscottes, biscuits)	Toutes les régions
	Viande	Bouchers, charcutiers	Toutes les régions
	Lait	Fabricants de produits laitiers	Toutes les régions
	Poisson	Poissonniers	Mopti, Ségou, Koulikoro et Kayes
	Fruits et légumes	Fabricants de produits alimentaires divers	Sikasso, Koulikoro et Ségou

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

**Tableau N° 6: Récapitulatif des métiers porteurs dans la catégorie bâtiment**

Catégories demétiers	Corpsdemétiersporteurs	Régionsconcernées
Bâtiment	Travailleurs de la pierre (fondeurs, graveurs, tailleurs et sculpteurs),	Kayes
	Briquetiers	Touteslesrégions
	Peintreenbâtiment	Touteslesrégions
	Carreleursmosaïstes	Touteslesrégions
	Plombiers	Bamako
	Vitriers encadreursetmiroitier	Bamako
	Constructeursderoutes(poseursdebitume, macadam, poseursd'isolation)	Touteslesrégions
	EtancheurdeBTP	Bamako

**Tableau N°7: Métiers porteurs dans la catégorie transformation des métaux**

Catégoriesdemétiers	Corpsdemétiersporteurs	Régionsconcernées
Transformation des métaux	Fondeurs de métaux non ferreux	Bamako
	Forgerons	Régions agricoles
	Frigoristes	Touteslesrégions
	Installateurs de froid central	Bamako
	Menuisiers métalliques	Touteslesrégions
	Réparateurs radios, téléviseurs, appareils électroniques et climatisateurs)	Touteslesrégions
	Soudeurs	Touteslesrégions
	Tôliers sous véhicules	Touteslesrégions

**Tableau N°8 : Métiers porteurs dans la catégorie bois et ameublement**

Catégoriesdemétiers	Corpsdemétiersporteurs	Régionsconcernées
Bois et ameublement	Menuisiers/ébénistes	Bamako, et Touteslesrégions
	Vanniers	Ségou, Mopti
	Fabricants de pirogue	Ségou, Mopti
	Menuisiers sur rotin et bambou	Kayes, Bamako

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

**Tableau N°9 : Métiers porteurs dans la catégorie habillement, cuire textile**

Catégories de métiers	Corps de métiers porteurs	Régions
Habillement, cuire textile	Couturier	Toutes les régions
	Brodeurs à la main	Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal
	Fileurs	Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso
	Tricoteurs	Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal
	Tisserand sur métier à bras ou mécanique	Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso
	Tapissiers	Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal
	Bourelliers	Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Koulikoro
	Cordonniers	Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal
	Maroquiniers	Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal
	Tanneurs	Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ségou
	Cordonniers orthopédistes	Bamako

**Tableau N°10 : Métiers porteurs dans la catégorie hygiène, soins corporels**

Catégories de métiers	Corps de métiers porteurs	Régions
Hygiène, soins corporels	Tresseurs	Bamako et toutes les régions
	Esthéticien	Bamako, Kayes, Ségou
	Opticien lunetterie	Bamako et toutes les régions
	Fabricants des savons	Bamako et toutes les régions
	Prothésiste dentaire	Bamako et toutes les régions
	Fabricants d'encens	Bamako et toutes les régions
	Fabricants de parures	Bamako et toutes les régions
	Vidangeurs	Bamako et toutes les régions
	Fabricants de médicaments traditionnels	Bamako et toutes les régions

## Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

**Tableau N°11 : Métiers porteurs dans la catégorie art et divers**

Catégories	Corps de métiers porteurs	Régions
Art et divers	Peintres sur tissus (batik, bogolan)	Bamako, Ségou, Mopti, Koulikoro
	Peintres décorateurs, peintres sur verres,alebasses, tous objets	Bamako, Ségou
	Peintres en lettres	Bamako
	Bijoutiers, joailliers	Bamako, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal
	Potiers	Mopti
	Photographes	Bamako et toutes les régions
	Calligraphes, graphistes, imprimeurs	Bamako
	Éditeurs de cassettes et bandes enregistrées	Bamako
	Pompes funèbres	Bamako
	Fabricants de marionnettes, d'instruments de musique	Bamako et toutes les régions
	Pyrograveurs	Bamako
	Fabricants d'objets d'ornement en cuir	Bamako, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal

### 2- Caractéristiques Du Secteur De L'artisanat

#### 2-1 Caractéristiques spécifiques au Mali

Plus spécifiquement au Mali, en nous appuyant sur le document produit par la Fédération Nationale des Artisans du Mali (FNAM), intitulé « *Poids économique et social du secteur de l'artisanat au Mali : Note de projet* », il ressort de l'analyse des problèmes qu'au Mali, le secteur de l'artisanat est largement méconnu et souffre d'un double problème de visibilité et de lisibilité, qui empêchent d'en exploiter les nombreuses potentialités :

- Difficulté pour le grand public (et les pouvoirs publics) de bien comprendre ce que le secteur englobe : alors que le Code de l'artisanat du Mali de 1995 consacrait 171 corps de métiers répartis en 7 catégories, le Code communautaire en compte plus de 400, répartis en 8 branches et 3 groupes (artisanat de production ou de transformation, artisanat de services et artisanat d'art). La perception courante de ce secteur le limite généralement à l'artisanat d'art, soit une infime partie de ses métiers et activités (entre 5% et 7% du secteur) ;

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

- Absence de statistiques fiables sur le secteur et ses opératrices et opérateurs, et impossibilité de disposer de données sur le nombre des artisanes et artisans, ainsi que sur leur profil sociologique : selon certaines sources (INSTAT, MAT), le nombre d'artisans et d'artisanes au Mali varie de 600.000 à plus de 4 millions de personnes ;
- Absence de données sur le poids socioéconomique du secteur en termes de recettes fiscales, d'exportations, de contribution au PIB ou de nombre d'emplois, etc ;
- Conditions d'exercice des métiers, souvent dans l'informel, absence de dispositifs d'accompagnement (formalisation, conseil) et difficultés structurelles d'accès au financement de l'activité qui maintiennent le secteur dans une certaine forme de stagnation.

De son côté, la Direction Nationale de l'Artisanat, dans une note intitulée « *Note de présentation synthétique de l'état des lieux du secteur de l'artisanat au Mali* » précise que l'artisanat est bien un secteur transversal, plusieurs autres départements ministériels interviennent à des degrés divers dans le développement et la promotion dudit secteur.

Il s'agit notamment : des ministères chargés de l'Economie et des finances, de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, de l'Education, du Développement Social, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, de l'Environnement, de la Culture, de la Jeunesse, et de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille.

Il ressort des statistiques que le système de financement actuellement en place n'est pas toujours adapté aux réalités du secteur de l'artisanat.

**En effet, il est constaté que les interventions des institutions bancaires au financement de l'artisanat restent encore négligeables.**

#### **2-2 Difficultés d'accès des acteurs du secteur au crédit**

Les contraintes recensées de part et d'autre font ressortir qu'en plus de manque de tenue d'une comptabilité fiable, il y a aussi :

- Les difficultés liées au montage des dossiers de crédit ;
- Les difficultés liées à la mobilisation de l'apport personnel ;
- Le coût élevé du crédit (taux d'intérêt) au regard des montants sollicités ;

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

- Les difficultés d'obtention d'une assurance vie ;
- La concentration des banques dans les grands centres urbains.

Toutes choses qui poussent les artisans à recourir :

- À l'autofinancement qui reste insuffisant ;
- Aux prêts des structures de financement décentralisées qui restent encore insuffisants : cas des bijoutiers pour qui le prix de la matière première (le kilogramme d'or) est très coûteux ;
- Aux crédits fournisseurs des banques souvent inappropriés ;
- Aux avances clients sur commandes qui sont limitatives ;
- Aux sources informelles de financement à taux d'intérêts exorbitants, sinon usuraires.

Pourtant, s'agissant de financement, les besoins des micros et petites entreprises portent le plus souvent sur des demandes de crédits à court et moyen termes, pour financer leurs fonds de roulement, ou acquérir du petit matériel nécessaire à leur équipement.

#### **2-3 Analyse des besoins de crédit des artisans**

L'analyse et le classement par ordre d'importance des besoins de crédit des artisans ressortent comme suit, financement de :

- Fonds de roulement ;
- Équipement (matériel) ;
- Aménagements des ateliers et des zones de production ;
- Commercialisation de la production (participation aux foires) ;
- Formation (séminaires et stages) ;
- Appui aux structures d'auto promotion (Chambres de Métiers) ;
- Fonds de garantie.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

Au regard du faible taux de bancarisation, et des nombreux besoins de financements non satisfaits, il en résulte que les institutions de microfinance ont un rôle important à jouer pour accompagner le secteur de l'artisanat au Mali.

C'est dire qu'en vérité, les institutions de microfinance, à leur niveau, peuvent aussi contribuer dans l'éducation des artisans par rapport aux bonnes pratiques du crédit, et en les encourageant à la vertu épargne ; toutes choses qui peuvent déboucher à terme sur un meilleur taux de remboursement du crédit dans ce secteur.

A terme, tout tient à la valeur des artisans, au renforcement de leurs capacités managériales, et à leur volonté de maintenir durablement leurs entreprises artisanales sur le sentier d'équilibre de croissance, pour en faire des structures viables et pérennes.

Au moment où le marché du travail est très serré comme pris dans un étau, tant au niveau national qu'au niveau mondial, l'accès à l'emploi devient de nos jours une angoisse, un cauchemar, un vrai calvaire qui stress, crée l'insomnie, et en vrai tyran agite, tourmente, torture, et parfois démoralise tout demandeur d'emploi, qui se sent comme ballotté dans une galère d'odyssée.

Les secteurs de l'artisanat et de l'informel servent de soupape de sécurité à ces différentes situations, et absorbent par ailleurs les déperditions scolaires, contribuant ainsi à des créations d'emplois pour les jeunes.

Pour toutes ces raisons, l'artisanat et le secteur informel ont besoin des appuis en tout genre, entre autres les appuis financiers. En les finançant c'est financer globalement l'artisanat, l'agriculture, l'élevage, le commerce, le transport, les prestations de services divers

Dans cette optique, la microfinance se révèle comme étant un outil financier utile, pour booster la valorisation de l'artisanat et le secteur informel qui sont les foyers centraux des savoir-faire locaux.

## **Section 2 : Les institutions de la micro finance (IMF)**

### **1-Présentation sur les institutions de microfinance**

#### **1-1 Définition d'une institution de microfinance :**

Les Institutions de Microfinance (IMF) sont dénommées également :

- Systèmes Financiers Décentralisés (SFD),
- Coopératives d'Epargne et de Crédit (COOPEC),
- Institutions Mutualistes Coopératives d'Epargne et de Crédit (IMCEC),
- Mutuelle d'Epargne et de Crédit (MEC),
- Ou encore crédit union dans les pays anglophones.

Elles ont commencé à faire leur apparition dans les pays d'Afrique de l'Ouest dans les années 1980, après les programmes de restructuration du secteur bancaire dans ces pays. Elles se sont ensuite multipliées pendant les années 1990.

Les institutions de microfinance peuvent être définies comme étant des structures financières dont l'objet principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire et habilités aux termes de la présente loi à fournir ces prestations.

En Afrique de l'Ouest dans les pays membres de l'Union Economique et Monétaires (UEMOA), la création d'une institution de microfinance obéit au respect d'un certain nombre de règles juridiques notamment la réglementation sur les systèmes financiers décentralisés (loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés, et son décret d'application).

#### **1-2 Objet et opérations des institutions de microfinance :**

Une institution de microfinance a notamment pour objet :

- 1°) de collecter l'épargne de ses membres et de leur consentir du crédit ;
- 2°) de favoriser la solidarité et la coopération entre les membres ;

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

---

3°) de promouvoir l'éducation économique, sociale et coopérative de ses membres.

Pour une meilleure connaissance de ce qu'est la microfinance, il y a lieu de mettre un éclairage sur les pratiques des institutions de microfinance qui découlent de celles des coopératives, en faisant un rappel historique sur les coopératives.

En effet, les institutions de microfinance tirent leur mode d'organisation et de gestion de la structuration et des principes des coopératives.

A ce sujet, il convient de rappeler au passage que le but visé par la coopérative n'est pas forcément la recherche de bénéfice, mais plutôt rendre les meilleurs services à ses membres aux prix les plus bas possibles, tout en couvrant ses charges de fonctionnement.

Il en est de même pour les institutions de microfinance (IMF) appelées encore coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC), ou systèmes financiers décentralisés (SFD), ou mutuelles d'épargne et de crédit (MEC).

#### 1-3 Rappel historique sur les coopératives :

En remontant le cours de l'histoire jusqu'aux pionniers de Rochdale en Angleterre dans les années 1840, on apprend que les tisserands de Rochdale, dans la région de Manchesterréclamaient sans succès des hausses de salaires. Ils constataient que leur niveau de vie est non seulement dépendant des manufacturiers, qui décidaient des salaires, mais aussi des commerçants, qui fixaient le prix auquel ils vendaient leurs produits.

En 1844, 28 tisserands se sont donc rassemblés pour fonder, grâce à de modestes souscriptions, une association dénommée « **la Société des Équitables Pionniers de Rochdale** », et ouvrent un magasin coopératif.

Le but de leur magasin coopératif est simple : garantir à la clientèle des prix raisonnables, et une bonne qualité de produits, en vendant au comptant.

D'une quarantaine de souscripteurs en 1844, la Société croît rapidement et atteint 390 membres en 1849, et plus de 10 000 en 1880. Ainsi, les Équitables Pionniers ont été imités dans toute l'Angleterre, et au début du siècle les coopératives de consommation comptent plus d'un million d'adhérents dans ce pays.

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

---

De même, du côté du Canada, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le Québec comptait 1,6 million d'habitants. La grande majorité de cette population est francophone et rurale. Les agriculteurs produisent surtout pour les besoins locaux, et les dernières décennies ont été marquées par une série de mauvaises récoltes. Il en est résulté que plusieurs agriculteurs ont accumulé de lourdes dettes.

Le surpeuplement des campagnes se déverse dans les villes et en Nouvelle-Angleterre où les ouvriers francophones sont relégués aux postes de manœuvres mal payés.

De plus, la Banque du peuple (canadienne-française) s'était effondrée en 1895 à la suite d'une des plus grandes fraudes de l'histoire du Québec, détruisant des entreprises et de nombreuses épargnes personnelles.

Dans ce contexte, l'accès au crédit devenait difficile. Les banques très conservatrices ne font affaire qu'avec les commerçants, les industriels et les familles fortunées. De plus, la plupart d'entre elles sont contrôlées par le milieu anglophone qui considère les Canadiens français comme des gens de seconde classe. Il ne reste que les prêteurs usuraires qui, libre de toute contrainte, finissaient par mettre la main sur les biens de leurs malheureux clients.

Ainsi, Alphonse Desjardins et sa femme Dorimène Desjardins fondent le 6 décembre 1900 dans leur salon la première caisse d'épargne populaire à Lévi au Québec. Elle est nommée la Caisse populaire de Lévi, et elle ouvre ses portes le 23 janvier 1901.

Cette première caisse est à l'origine du Mouvement des caisses populaires desjardins à l'origine, l'objectif fondamental visé par les caisses populaires Desjardins est, avec la pratique de l'épargne, de faciliter l'accès au crédit aux populations.

De même, au Bangladesh, il importe de souligner le rôle joué par la Grammeen Bank dans la lutte contre la pauvreté.

**La Grammeen Bank** (littéralement « Banque des villages » ou encore Banque des ruraux) est une banque spécialisée dans le micro-crédit.

Elle a été créée au Bangladesh officiellement en 1983 par le professeur Muhammad Yunus docteur en économie de l'université Vanderbilt aux Unis. Elle dispose de près de 2 564 succursales et travaille dans plus de 81 367 villages.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

Depuis sa création, elle a déboursé 4,69 milliards de dollars de prêts et affiche des taux de remboursement de près de 97 %.

L'idée lui est venue durant une terrible famine au Bangladesh en 1974. Le prêt accordé de 27 dollars américains (sans les risques des « prêteurs sur gage ») à un groupe de familles leur a permis de créer de menus objets à vendre.

Yunus a pensé que proposer de tels prêts disponibles à grande échelle pouvait améliorer la condition de pauvreté du monde rural au Bangladesh.

#### **La méthode du microcrédit**

On prête de l'argent à un groupe de 5 personnes, et il n'est plus possible pour le groupe d'emprunter à nouveau si l'une des cinq personnes échoue. Cela crée une dynamique de groupe en termes de responsabilité (afin que les autres membres du groupe puissent à nouveau emprunter), augmentant ainsi la viabilité économique de la *Grameen Bank*.

Dans un pays où peu de femmes accèdent au crédit par le biais des banques classiques, la *Grameen Bank* s'est focalisée sur les femmes.

En effet, elles représentent 97 % des emprunteurs. Une étude de la Banque mondiale a démontré que le micro-crédit permet aux femmes d'avoir un meilleur accès aux ressources ainsi qu'une meilleure participation aux décisions.

En 1976, le village de Jobra et d'autres villages avoisinant l'université de Chittagong au Bangladesh sont les premiers à profiter des services de la *Grameen Bank*. La banque est un immense succès et le projet, avec l'aide du gouvernement, est étendu en 1979 au district de Tangail (au nord de la capitale Dhaka).

Le succès de la banque continue et se répand à d'autres régions du Bangladesh. En 1983, elle est transformée en banque indépendante par le gouvernement du Bangladesh et est inaugurée avec, en invité d'honneur, le ministre des Finances.

En mi-2006, la banque comptait déjà plus de 2 100 agences au Bangladesh. Son succès a inspiré des projets similaires à travers le monde.

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

---

Après ce rappel historique sur les coopératives, les caisses populaires Desjardins, et la Grammen et Bank, revenons sur la microfinance pour dire que cette institution, dans le but de pouvoir travailler efficacement avec ses populations cibles, fait la catégorisation ci-après des pauvres :

- 1°) les pauvres sans épargne, ni capacité managériale ;
- 2°) les pauvres sans épargne, mais dotés d'une capacité managériale ;
- 3°) les pauvres dotés d'une épargne, mais sans capacité managériale ;
- 4°) les pauvres dotés d'une épargne et d'une capacité managériale.

La première catégorie de pauvres ne peut être aidée ni par les institutions financières, ni par la microfinance, mais plutôt par l'assistance publique (Assistante Sociale), parce que toute ressource financière que recevra cette catégorie de pauvres ira directement dans la marmite pour la nourriture.

Les deuxièmes et troisièmes catégories de pauvres peuvent obtenir des solutions auprès de la microfinance.

La quatrième catégorie de pauvres intéresse à la fois la microfinance et les banques classiques.

Par ailleurs, il a été observé que parmi les catégories de populations ayant bénéficié de l'encadrement des institutions de microfinance, certaines d'entre elles arrivent à se hisser dans le méso finance.

**La méso finance** est la voie alternative de la finance, elle permet d'accompagner les classes moyennes émergentes et plus spécifiquement les entrepreneurs individuels et les PME dont les besoins de financement sont devenus trop importants pour les institutions de microfinance traditionnelle, mais dont la structure entrepreneuriale reste encore considérée comme insuffisamment formelle par les banques commerciales.

Entre le secteur bancaire classique et l'univers de la microfinance, **la méso finance** est la troisième voie de la finance.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

Les institutions de méso finance apportent des solutions à valeur ajoutée pour combler le « missing middle » ou chaînon manquant qui existe entre les banques traditionnelles et les institutions de microfinance.

Dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, le méso finance est composés de différents fonds d'appui de l'Etat et des bailleurs de fonds où les entrepreneurs individuels et les PME peuvent prétendre à un volume de crédit plus important.

Ainsi, leurs capacités d'intervention devenant plus accrues, ces populations deviennent à la fois plus visibles, plus fréquentables, et se voient aussitôt, à grand renfort de publicité, « courtisées » par les banques classiques qui pourtant, n'avaient pas participé à leur encadrement.

Ce faisant, les banques classiques jouent aux opportunistes pour attirer à elles cette catégorie émergente de nouvelles clientèles (propos recueillis sur le terrain auprès de responsables d'institutions de microfinance).

C'est dire que de nos jours, les institutions de microfinance, en finançant des micro-projets et micro entreprises, ont su fixer les populations dans leurs terroirs autour d'activités génératrices de revenus réguliers et décents, en freinant l'exode rural, et même le phénomène de l'émigration.

A travers les institutions de microfinance, les populations démunies porteuses de projets ont la possibilité d'accéder au crédit.

Il en résulte que la microfinance a su atténuer beaucoup de souffrance dans de nombreuses localités de nos pays au sud du Sahara, et a apporté un rayon de soleil dans les familles, où l'on sent la joie et l'espérance dans les cœurs des populations de lendemains radieux et sécurisés.

De nos jours, ce sont là autant de signes perceptibles sur les visages des clients de la microfinance, qui témoignent leur satisfaction des IMF.

En effet, la microfinance arrive à transformer les pauvres en capital humain de qualité, qui deviennent des facteurs essentiels pour soutenir la croissance économique.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

Cependant, il importe de souligner que dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'efficacité des institutions de microfinance dans leurs zones d'intervention dépend surtout de la disponibilité préalable d'infrastructures socio-économiques de base.

En effet, dans nos pays africains où les pouvoirs publics s'attèlent inlassablement à la lutte contre la pauvreté, il a été constaté que des localités sans banque, ni institution de microfinance, se sont développées parce qu'une route et l'électricité tout simplement sont passées par-là, avec des constructions de forages, ce qui a permis aux populations de produire un peu plus, et de pouvoir transporter leurs excédents de productions vers les grands centres urbains, pour les commercialiser et obtenir des revenus substantiels.

C'est dire qu'en s'appuyant sur les infrastructures socio-économiques de base, mises en place par les pouvoirs publics (routes, chemins de fer, électricité, forages, barrages hydrauliques, digues anti sel, canaux d'irrigation, marchés mieux structurés, etc), les institutions de microfinance peuvent apporter efficacement leurs contributions aux actions gouvernementales dans la lutte contre la pauvreté.

Ainsi, la microfinance, en acceptant d'accompagner patiemment dans le temps ces nouveaux types de clients, parvient à travers les micro-crédits à renforcer au mieux leurs capacités d'intervention, ce qui leur procure des revenus réguliers et décents, et leur rendent leur dignité.

#### **2- Physionomie du marche de la microfinance au mali :**

##### **Présentation des acteurs**

Les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) dénommés également Mutuelles d'Epargne et de Crédit (MEC), Institutions de Microfinance (IMF), ou encore Coopératives d'Epargne et de Crédit (COOPEC) ont commencé à faire leur apparition au Mali dans les années 1980, d'abord en zone rurale, ensuite ils se sont multipliés par la suite à travers le pays pendant les années 1990 en gagnant les zones urbaines.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

De nos jours, plus de nombreux SFD dont beaucoup sont regroupés dans des structures faîtières (union et fédération et confédération) exercent légalement leurs activités d'épargne et/ou de crédit le Crédit.

En effet, JEMINI du Mali et le Mutuel du Sénégal (CMS) se sont regroupés pour créer une confédération, dénommée Confédération des Caisses Mutualistes d'Afrique de l'Ouest (CCMAO).

Ces SFD qui comptent aujourd'hui plus de 1 million de membres au Mali ont pu mobiliser plus de 100 milliards de francs d'épargne, et autant, sinon plus pour le volume global des crédits distribués.

L'intérêt de ce système de financement réside d'une part de sa proximité avec les populations cibles, et d'autre part, de la confiance de ses membres qui, lors des assemblées générales, prennent démocratiquement les décisions concernant la vie et la bonne marche de leurs institutions.

#### **3- Intervention de la microfinance dans le financement de l'artisanat**

Il y a lieu de faire remarquer que, de nos jours, les financements des populations par des institutions de microfinance (IMF) ont touché à la fois de nombreux secteurs d'activités, notamment l'artisanat, les micro entreprises du secteur informel, et de plus en plus les PME du secteur formel.

En effet, des PME qui étaient en difficulté, et qui étaient menacées de faillite, ont bénéficié de concours financiers d'IMF qui leur ont permis de se restructurer et de se consolider, sauvegardant ainsi des emplois.

Aujourd'hui, il est généralement admis que la microfinance qui bénéficie d'un cadre juridique règlementaire et d'un plan comptable dans les Etats de l'UEMOA, est parvenue à concilier les objectifs sociaux et économiques, et constitue un moyen efficace de réduction de la pauvreté, par le financement des PME/PMI qui demeurent le moteur de la croissance économique et des créations d'emplois.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

A tout ceci, s'ajoute le fait nouveau que les institutions de microfinance en partenariat avec les banques commerciales, s'investissent de plus en plus dans les transferts d'argent des émigrés en procédant au niveau de leurs guichets à des paiements (de ces transferts d'argent) dans des localités éloignées, et souvent enclavées.

En tout état de cause, qu'il s'agisse spécifiquement de faciliter l'accès des pauvres au crédit, ou de contribuer au financement de micro-projets voire des PME, la microfinance reste au cœur des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Par rapport à toutes ces considérations, la microfinance est de plus en plus reconnue comme étant un des meilleurs moyens de lutte contre la pauvreté. De nombreux Gouvernements ont offert une place de choix dans leur Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), qui constitue le cadre de référence et de coordination des interventions en matière de politique économique.

L'éducation et la formation des membres, avec la mise à disposition de ressources financières longues, maintiendra à ne pas en douter, les institutions de microfinance sur le sentier d'équilibre de croissance à moyen et longs termes.

#### **4- Diagnostic des institutions de microfinance (imf)**

##### **1- L'offre de crédit des institutions de microfinance**

S'agissant de l'offre des institutions de microfinance, il importe de souligner qu'au Mali le marché est dominé par quelques grands réseaux bien structurés qu'on peut appeler « les majors », comprenant notamment JEMINI, NYESIGUISO, KONDO DJIGUIMA.

A côté des majors existent également d'autres réseaux d'importance relative, ensuite il y a des SFD de base de certaines tailles n'appartenant à aucun réseau.

Il y a lieu de faire remarquer que, de nos jours, les financements des populations par des institutions de microfinance (IMF) ont touché à la fois de nombreux secteurs d'activités, notamment l'artisanat, les micro entreprises du secteur informel, et de plus en plus les PME du secteur formel.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

Aujourd'hui, il est généralement admis que la microfinance qui bénéficie d'un cadre juridique règlementaire et d'un plan comptable dans les Etats de l'UEMOA, est parvenue à concilier les objectifs sociaux et économiques, et constitue un moyen efficace de réduction de la pauvreté, par le financement des PME/PMI qui demeurent le moteur de la croissance économique et des créations d'emplois.

En effet, des PME qui étaient en difficulté, et qui étaient menacées de faillite, ont bénéficié de concours financiers d'IMF qui leur ont permis de se restructurer et de se consolider, sauvegardant ainsi des emplois.

A tout ceci, s'ajoute le fait nouveau que les institutions de microfinance en partenariat avec les banques commerciales, s'investissent de plus en plus dans les transferts d'argent des émigrés en procédant au niveau de leurs guichets à des paiements (de ces transferts d'argent) dans des localités éloignées, et souvent enclavées.

Qu'il s'agisse spécifiquement de faciliter l'accès des pauvres au crédit, ou de contribuer au financement de micro-projets voire des PME, la microfinance reste au cœur des stratégies de lutte contre la pauvreté.

L'éducation et la formation des membres, avec la mise à disposition de ressources financières longues, maintiendra à ne pas en douter, les institutions de microfinance sur le sentier d'équilibre de croissance à moyen et longs termes.

#### **2- La demande de crédit et l'épargne dans le secteur artisanal**

Il s'avère que les besoins en crédit de nombreux micro-entrepreneurs restent toujours insatisfaits. Les acteurs des TPE préfèrent des prêts à court terme remboursables sur une période de 2 ans, au lieu d'un an, avec des remboursements mensuels.

Ceci démontre que sur le segment des Tout Petites Entreprises (TPE) **il existe un marché potentiel pour la microfinance**

#### **3- Forces des IMF**

La mission première des institutions de microfinance (IMF) est de **faciliter l'accès au crédit aux personnes démunies, qui ne peuvent accéder au financement des banques**

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

**classiques, parce que ne disposant ni garantie, ni aval, mais qui néanmoins ont une certaine capacité managériale.**

Les forces des institutions de microfinance (IMF), résident dans le fait que ce sont des structures de proximité qui, du fait de leur souplesse, apportent efficacement leur contribution pour :

- ☛ La recherche de solutions en vue d'apporter une réponse à la partie de la demande sociale non encore satisfaite par la finance classique ;
- ☛ Aider les démunis à sortir de la pauvreté, sur la base de la confiance et le renforcement des initiatives de créations d'activités génératrices de revenus réguliers et décents ;
- ☛ L'augmentation accrue de la capacité de mobilisation de l'épargne intérieure ;
- ☛ Une meilleure bancarisation des populations et des localités éloignées et/ou enclavées.

C'est à la suite de tout cela qu'on s'est rendu compte que la microfinance peut intervenir dans le financement de l'artisanat et du secteur informel, contribuant ainsi à la valorisation des savoir-faire locaux.

Néanmoins, il importe de souligner que la microfinance seule ne peut pas tout faire.

Ce faisant, la microfinance se révèle forte de ses potentialités, mais aussi faible dans ses capacités à faire face aux sur-sollicitations.

#### **4- Faiblesses des IMF**

Leurs faiblesses portent entre autres sur :

- L'absence de ressources financières longues pour le financement de certains secteurs de l'économie telle que l'industrie lourde, les mines. De même, il s'est avéré que le financement de certaines moyennes entreprises ne peut être satisfait par une institution de microfinance ;
- Dans la recherche de solutions aux besoins des plus pauvres parmi les pauvres ;

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

---

- Le manque de volonté de remboursement des crédits de certains membres, n'ayant pas le goût de l'effort, parce que trop habitués à la situation d'éternels assistés en toute situation par les pouvoirs publics ;
- Les obstacles soulevés par l'exigence de garanties qui excluent encore une catégorie de clients potentiels notamment les femmes et les jeunes (en particulier les jeunes ruraux, les jeunes sortant des universités et écoles de formation, ne disposant d'aucune garantie réelle, et dont certains d'entre eux finissent par être tentés par l'émigration clandestine) ;
- La faiblesse du contrôle interne au sein de certaines IMF ;
- Le problème de gouvernance dans ces institutions (agents compétents, production à temps réel des documents utiles, conflits entre les responsables au sein des organes) ;
- Les taux d'intérêts pratiqués jugés encore élevés ;
- La faible capacité de gestion pour une maîtrise de leur croissance ;

La faible documentation sur les *success story* de microfinance, en d'autres termes, les expériences et les pratiques de microfinance réussies ailleurs dans la sous-région ouest africaine

#### 5- La microfinance face aux défis

Au regard, des forces et faiblesses présentées ci-dessus, la microfinance est confrontée à de nombreux défis, notamment :

- Le défi de la viabilité financière ;
- Le défi d'accessibilité à un plus grand nombre d'agents économiques ;
- Le défi de la bonne gouvernance ;
- Le défi de la pérennité.

La viabilité implique l'équilibre financier à court et moyen terme de l'institution de microfinance. Ainsi, à court et moyen terme, les responsables de l'institution doivent s'assurer en permanence de la disponibilité d'un fonds de roulement à la hauteur des besoins de

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

l'institution, et veiller au respect des ratios financiers d'équilibre, avec une bonne qualité du portefeuille de crédits.

Outre la viabilité financière, il y a le problème de l'accessibilité de l'institution de microfinance à un plus grand nombre d'agents économiques, d'où la nécessité d'une baisse des coûts des services offerts (problème du taux d'intérêt élevé), l'élargissement des zones d'intervention, etc.

La pérennité d'une institution de microfinance pose le problème de sa survie face à la concurrence, il s'agit en somme de sa longévité souhaitée dans le temps.

Ceci implique la pratique d'une bonne gestion assurant sa rentabilité, avec la mise en place d'une bonne stratégie marketing, où le contrôle interne doit se faire avec rigueur et régularité.

Dans le cadre de la bonne gouvernance, il importe aussi de veiller à l'existence :

- ☛ D'agents compétents,
- ☛ De la disponibilité d'informations fiables,
- ☛ De la production à temps réels des documents utiles.

Il importe aussi d'éviter les conflits entre les responsables au sein des organes de l'institution.

La conjugaison de toutes ces actions assurant des critères de performance, entraînera dans le temps la viabilité institutionnelle et sociale.

En résumé, les questions de viabilité soulèvent des problèmes d'équilibre financier de courts et moyens termes, tandis que les problèmes de pérennité posent les conditions d'existence d'une institution dans le long terme face à la concurrence.

Dans la définition des stratégies pour une participation optimale de la microfinance à la lutte contre la pauvreté, des instruments telles que les aides publiques et la réglementation ont apporté positivement une forte croissance dans l'évolution du secteur de la microfinance dans les pays de l'Afrique de l'Ouest membres de l'UEMOA.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

En effet, les autorités monétaires ont accepté les institutions de microfinance dans le paysage du système financier, ce qui constitue un progrès par rapport à la microfinance à ses débuts dans ces pays.

Ainsi, à l'image des approches d'accès au crédit pour les populations démunies, expérimentées par des pionniers comme ceux de la Grameen Bank au Bangladesh, et les banques villageoises de Rakyat Bank en Indonésie et en Malaisie, les institutions de microfinance ont pris le pas notamment dans les pays au sud du Sahara.

**En faisant un bilan** de leurs interventions, il ressort que les institutions ont fourni des produits financiers adaptés aux catégories de populations exclues des modes de financement classique, en appliquant un système de suivi collectif des risques permettant d'optimiser le remboursement des crédits alloués.

Les Gouvernements dans nos pays respectifs au sud du Sahara ont toujours accordé une importance capitale au secteur de l'artisanat, compte tenu certes de sa faible consommation en facteur capital, mais aussi la capacité du secteur en matière de création d'emplois, et de pourvoyeur de biens et services, satisfaisant la demande émanant des couches sociales les plus défavorisées.

Néanmoins, malgré ses potentialités, les investissements consentis dans le développement, la promotion, et la formation des artisans restent encore faibles dans les pays africains au sud du Sahara, et le Mali n'est pas une exception.

Sur la base de toutes les considérations qui précèdent, la microfinance intervenant dans le financement de l'artisanat peut jouer un rôle d'importance capitale.

#### **6- Impacts de la microfinance au mali**

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et du financement du développement, la microfinance a eu des impacts certains dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest particulièrement au Mali dans de nombreux secteurs.

Qu'il nous suffit de donner quelques exemples :

- ☛ Financement de l'agriculture, l'élevage et la pêche pour assurer à terme la sécurité alimentaire ;

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

- Financement de l'artisanat ;
- Financement de projets et programmes ayant pour cible les femmes ;
- Financement de créations de micro-projets ou de micro-entreprises notamment les ateliers de mécanique auto, la vente de pièces détachées d'automobiles, restauration, les salons de couture et de coiffure, les télé centres et cyber café, le petit commerce ;
- Financement du commerce import-export ;
- Financement des Collectivités Locales pour fixer les populations dans leurs terroirs, autour d'activités génératrices de revenus, réduisant ainsi l'exode rural et le phénomène de l'émigration clandestine ;
- Impacts des financements sur l'emploi et les revenus, la consommation des ménages, et le produit intérieur brut (PIB).

Au total, la microfinance impacte visiblement le financement des programmes de développement et de lutte contre la pauvreté des pays membres de la zone UEMOA, en y apportant une valorisation incontestable des savoir-faire locaux.

**Section 3 : La méthode de notre étude empirique sur le rôle de la micro  
finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali**

Pour les besoins de rédaction de notre mémoire de fin d'études en master économie du développement, nous avons mis à profit ces périodes de grandes vacances, pour faire un voyage d'études, en nous rendant expressément sur le terrain au Mali, dans le but de collecter à la source des statistiques et toutes données utiles.

**Le Mali comptant dix régions et un district (le district de Bamako), outre Bamako, chaque région porte le nom de sa principale ville.**

**Pour rappel, les principales villes sont : Kayes, Ségou, Mopti, Sikasso, Koulikoro, Kidal, Gao, et Tombouctou.**

**Lors de notre séjour, l'institution de microfinance NYESIGISO Agence de Kayes a bien voulu nous recevoir dans notre quête d'informations.**

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

#### **1- Présentation de notre guide d'entretien**

**THIAM Boubacar Etudiant à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (Algérie)**

**Nationalité : Malienne**

**Adresse e-mail : [thiamboubacar41@gmail.com](mailto:thiamboubacar41@gmail.com)**

**Téléphone WhatsApp : 0022392050012**

**Tizi Ouzou le 07 juillet 2024**

**A Monsieur**

**Le Directeur de la Micro finance NYESIGISO à Kayes**

**OBJET : Demande de données statistiques sur le financement du secteur de l'artisanat au Mali.**

**Monsieur le Directeur,**

Je suis étudiant malien résidant présentement en Algérie, où je prépare un mémoire de fin d'études en master économie de développement à la faculté des sciences économiques de l'université de Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

Le thème de mon mémoire est intitulé : **ROLE DE LA MICROFINANCE DANS LA VALORISATION DES SAVOIR FAIRE ARTISANAUX AU MALI.**

Votre institution de microfinance NYESIGISO étant parmi les institutions de microfinance majors au Mali, je souhaite à ce titre obtenir des données statistiques relatives à l'intervention de votre structure dans le secteur de l'artisanat ces 5 dernières années au Mali.

A ce sujet, je vous fais parvenir, ci-joint, une copie du questionnaire à remplir et à me retourner à mon adresse e-mail. Ce questionnaire a été validé par mon Directeur de mémoire Dr Mouloud BERBAR de notre université.

La soutenance de mon mémoire en Algérie précisément dans la ville de Tizi-Ouzou est programmée pour le mois de septembre 2024.

Je vous prie d'accepter, **Monsieur le Directeur**, mes remerciements anticipés pour les dispositions utiles qu'il vous plairait d'accorder à ma requête.

Veillez agréer, **Monsieur le Directeur**, les expressions de ma parfaite considération.

**THIAM Boubacar Etudiant malien en Algérie**

**Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux  
au Mali Cas de NYESIGISO**

---

**Volume de financement octroyé**

**À l'artisanat ces 5 dernières années au Mali.**

<b>Activités artisanales</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>Objets du financement (voir exemples ci-dessous)</b>	<b>Nombre d'emplois créés ou sauvegardés</b>
Agroalimentaire Alimentation et restauration							
Mines et carrières, construction et bâtiment							
Métaux et constructions métalliques, mécanique, électricité et petites activités de transport							
Bois et assimilés, mobilier et ameublement							
Textile, habillement, cuirs et peaux							
Audiovisuel et communication							
Hygiène et soins corporels							
Artisanat d'art et de décoration							
<b>TOTAL =</b>							

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

**Objets du financement, quelques exemples :** créations d'entreprises, extension et modernisation d'ateliers et de salons, acquisition d'équipements (matériel et outillage), financement de fonds de roulement, préfinancement de marchés, appui pour le redressement et la relance d'activités d'ateliers, consolidation d'entreprises artisanales.

4. Quels sont les soubassements de votre stratégie de développement ?
5. Quelle est la source de vos financements ?
6. Comment s'effectue la formation des artisans au Mali ?
7. Quels sont les obstacles auxquels vous êtes confrontés ?
8. Quels sont les obstacles de la valorisation des savoir-faire locaux au Mali ?
9. Comment pouvez-vous caractériser le marché (intérieur et extérieur) de l'artisanat au Mali ?
10. Quels sont les défis que l'artisan malien est appelé à relever ?

#### **2- Le Résultat de notre guide d'entretien avec la micro finance nyesigiso agence de kayes**

Lors de notre séjour, l'institution de microfinance **NYESIGISO** Agence de Kayes a bien voulu nous recevoir dans notre quête d'informations.

**Nyesigiso** au Mali apporte son concours financier aux populations, en accompagnant l'Etat dans le financement de sa politique de développement, de lutte contre la pauvreté, et de créations d'emplois en milieux urbain et rural. Elle fait partie du groupe des majors (c'est-à-dire les plus grands réseaux) d'institutions de microfinance au Mali (JEMINI, NYESIGISO, et KONDO JIGIMA).

Lors des séances de travail qui nous ont été accordées, il s'est trouvé que les données statistiques de l'ensemble des régions du Mali n'étaient pas immédiatement disponibles. Pour cette raison, nous avons dû travailler sur les données de la région de Kayes.

Compte tenu des contraintes de temps liées à mon bref séjour, le nombre d'emplois créés ou consolidés par l'institution de microfinance **NYESIGISO** n'était pas aussi immédiatement disponible au niveau de l'agence de Kayes.

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO


Néanmoins, la région de Kayes a l'avantage d'être une région carrefour importante, parce que frontalière avec la République du Sénégal, la République Islamique de Mauritanie, et la République de Guinée Conakry.

De plus, Kayes a la particularité d'être une région où l'on retrouve les activités artisanales qu'on peut rencontrer dans n'importe quelle autre région du Mali.

Ce faisant, la région de Kayes donne un meilleur profil de l'artisanat au Mali, d'où l'intérêt spécifique de notre étude sur les statistiques de l'artisanat dans la région de Kayes.

#### **Volume de financements octroyés ces 5 dernières années à l'artisanat par l'institution de microfinance Nyesigiso Agence régionale de KAYES au Mali.**

(En milliers de francs CFA)

Années	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL	Objets du financement (voir exemples ci-dessous)	Nombre d'emplois créés ou consolidés
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;">           Titre...   </div> Activités artisanales								
Agroalimentaire Alimentation et restauration	272 646	272 957	382 206	580 131	678 453	<b>2186 393</b>	Financements octroyés au secteur de la restauration	Non disponible
Mines et carrières, construction et bâtiment	157 275	219 000	240 198	253 547	174 395	<b>1044 415</b>	1 société minière (Loulou S.A) a bénéficié de financement	Non disponible
Métaux et constructions métalliques, mécanique, électricité et petites activités de transport	449 431	305 865	247 328	965 580	453 800	<b>2422 004</b>	Financements octroyés à des transporteurs routiers de Kayes	Non disponible

**Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux  
au Mali Cas de NYESIGISO**

Bois et assimilés, mobilier et ameublement	3 600	500	357 713	291 208	25 700	<b>678 721</b>	Financements octroyés à des menuisiers bois et menuisiers métalliques	Non disponible
Textile, habillement, cuirs et peaux	500	9 932	500	26 746	250	<b>37 928</b>	Des Couturiers et cordonniers ont bénéficié de financements	Non disponible
Audiovisuel et communication	0	0	0	0	0	<b>0</b>		
Hygiène et soins corporels	0	275	0	1 000	0	<b>1275</b>		
Artisanat d'art et de décoration	227 882	271 463	352 213	483 707	501 393	<b>1836 658</b>	Concours financiers accordés à des artisans	Non disponible
<b>TOTAL =</b>	<b>1 111 334</b>	<b>1 079 992</b>	<b>1 580 158</b>	<b>2 601 919</b>	<b>1 833 991</b>	<b>8207 394</b>		

**Total cumulé des financements sur 5 ans = 8 207 394 000 FCFA.**

**Objets du financement, quelques exemples :** créations d'entreprises, extension et modernisation d'ateliers et de salons, acquisition d'équipements (matériel et outillage), financement de fonds de roulement, préfinancement de marchés, appui pour le redressement et la relance d'activités d'ateliers, consolidation d'entreprises artisanales.

**Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux  
au Mali Cas de NYESIGISO**

**3- Réponse au Gestionnaire**

N° d'ordre	QUESTIONS	REPONSES
1	Quels sont les secteurs et activités qui sont financés par votre structure financière NYESIGISO ?	<p>L'institution de microfinance intervient dans le financement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Développement des Infrastructures</b> : La NYESIGISO met l'accent sur la construction et l'amélioration des infrastructures, notamment les routes, les ponts et les installations de stockage, pour faciliter les échanges commerciaux et l'accès aux marchés.</li> <li>- <b>Promotion de l'Agriculture Durable</b> : La stratégie inclut des initiatives pour améliorer les techniques agricoles, promouvoir des cultures rentables et durables, et soutenir les agriculteurs locaux avec des formations et des ressources.</li> <li>- <b>Renforcement des Capacités Locales</b> : Il y a un effort pour développer les compétences locales en offrant des formations professionnelles et en soutenant les micro-entreprises et les coopératives.</li> <li>- <b>Développement Économique Inclusif</b> : La stratégie vise à intégrer les populations locales dans le processus de développement économique en favorisant la création d'emplois et en améliorant les conditions de vie.</li> <li>- <b>Gestion Durable des Ressources Naturelles</b> : La NYESIGISO inclut des initiatives pour protéger l'environnement et gérer les ressources naturelles de manière durable.</li> <li>- <b>Partenariats Public-Privé</b> : La coopération entre les secteurs public et privé est encouragée pour mobiliser des ressources et expertises supplémentaires.</li> <li>- <b>Innovation Technologique</b> : L'intégration de nouvelles technologies pour améliorer la productivité et l'efficacité dans divers secteurs est une priorité.</li> </ul>
2	Quels sont les soubassements de votre stratégie de développement ?	La stratégie globale vise à favoriser un développement harmonieux et durable dans la région de Kayes, tout en tenant compte des besoins spécifiques des communautés locales

**Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux  
au Mali Cas de NYESIGISO**

<b>3</b>	Quelle est la source de vos financements ?	Nos financements proviennent de l'épargne des PME membres de notre institution, et de la collecte des épargnes des autres membres, notamment des commerçants dans les différents marchés de la ville de Kayes.
<b>4</b>	Existe-t-il des possibilités de formation pour les artisans maliens ?	La formation des artisans s'effectue à deux niveaux : au niveau du secteur privé, et celui de l'Etat. Au niveau du secteur privé, les patrons forment des jeunes apprentis sur les chantiers, dans leurs ateliers et salons (électricité, maçonnerie, plomberie, menuiserie métallique, menuiserie aluminium, ébénisterie, bijouterie, cordonnerie, salon de couture, salon de coiffure). En ce qui concerne l'Etat, il dispose des établissements publics de formation pour des jeunes qui veulent devenir des artisans (les écoles de formation professionnelle) notamment l'école de l'artisanat de Bamako à Medina Coura, et l'institut de formation professionnelle de Kayes.
<b>5</b>	Comment pouvez-vous caractériser le marché (intérieur et extérieur) de l'artisanat au Mali ?	Le marché intérieur est porteur, parce que l'artisanat malien est profondément ancré dans la culture, avec des produits variés comme la poterie, le textile, la bijouterie, et la sculpture. Ce faisant, la demande pour les produits artisanaux est soutenue par la population locale, particulièrement dans les zones touristiques. S'agissant du marché extérieur, il est favorisé par la croissance des exportations des produits artisanaux vers l'Europe et l'Amérique du Nord, où l'artisanat malien est apprécié pour son authenticité et son savoir-faire. Le secteur artisanal bénéficie également du tourisme, avec des visiteurs étrangers attirés par la rareté et l'authenticité des objets artisanaux maliens. Enfin, les artisans maliens participent à des foires et à des salons internationaux d'exposition, ce qui contribue beaucoup à se faire connaître et à étendre leur marché.
<b>6</b>	Selon vous quels sont actuellement les obstacles pour la valorisation des savoir-faire locaux au Mali ?	Ces obstacles portent particulièrement sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'insuffisance des fonds mis en place par l'Etat pour appuyer le secteur artisanal,</li> <li>- L'absence d'aval ou de garantie qui bloque beaucoup d'artisans à accéder au financement des banques classiques,</li> <li>- La non-fourniture stable et permanente de l'électricité.</li> </ul>

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO

7	Les défis que l'artisanat au Mali est appelé à relever	<p>L'artisan malien fait face à beaucoup de défis majeurs tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La modernisation des ateliers de travail ;</li> <li>- La modernisation des outils de travail ;</li> <li>- L'accès aux marchés de l'Etat ;</li> <li>- La concurrence criarde des produits similaires importés ;</li> <li>- La participation régulière aux foires nationales, régionales, et sous régionales.</li> <li>- Les obstacles liés à la réglementation douanière lors des exportations des produits artisanaux ;</li> <li>- La tenue de comptabilité et de statistiques fiables</li> <li>- Les difficultés liées au montage des dossiers de crédit ;</li> <li>- La faiblesse de l'appui apporté aux structures d'auto-promotion de l'artisanat (Assemblée Permanente des Chambres de Métiers du Mali, Fédération Nationale des Artisans du Mali) ;</li> <li>- La création d'un Fonds d'appui à l'artisanat.</li> </ul>
---	--	---

#### 4- Commentaire sur le questionnaire :

1- L'institution s'efforce d'intégrer des stratégies qui soutiennent la croissance durable, l'inclusivité économique, et la résilience des communautés locales. Cependant, pour maximiser l'impact de ces interventions, il est crucial que NYESIGISO continue à renforcer ses capacités de suivi et d'évaluation afin d'assurer que les objectifs de développement sont atteints de manière efficace et équitable.

2- Cette stratégie a le potentiel de produire des résultats positifs à long terme. Cependant, une mise en œuvre rigoureuse et adaptable sera nécessaire pour maximiser les impacts et surmonter les défis qui pourraient survenir.

3- La stratégie de financement basée sur l'épargne locale de NYESIGISO renforce sa solidité financière tout en favorisant une participation active des acteurs économiques de Kayes. Cela soutient une approche durable et communautaire du développement, où les ressources locales sont réinvesties pour le bénéfice collectif.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

4- La formation des artisans à Kayes, bien que diversifiée et structurée, pourrait encore gagner en efficacité par une meilleure intégration entre le secteur privé et les initiatives de l'État. En favorisant la reconnaissance mutuelle des compétences et en adaptant les formations aux besoins locaux, il serait possible de créer un environnement plus propice au développement des artisans, contribuant ainsi au dynamisme économique de la région.

5- Les artisans maliens ont su tirer parti de ces dynamiques pour se développer, tout en participant activement à des événements internationaux qui leur permettent d'accroître leur visibilité et leur influence. Pour maximiser ces avantages, il est essentiel de continuer à valoriser le savoir-faire artisanal malien tout en explorant de nouvelles opportunités sur les marchés mondiaux.

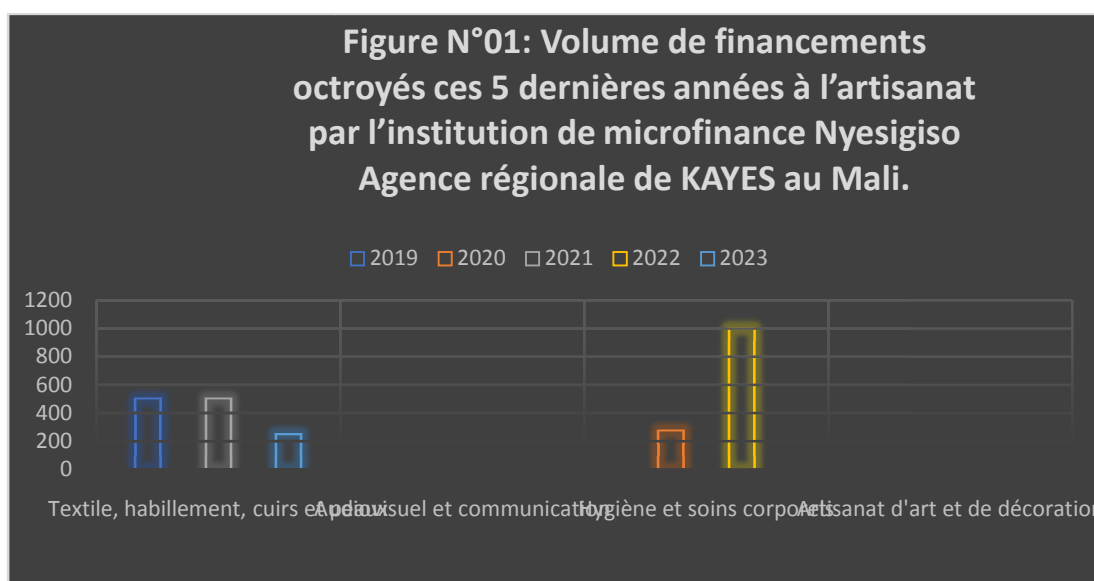
6- Les obstacles rencontrés par le secteur artisanal malien, tels que l'insuffisance des fonds publics, l'absence de garanties pour accéder aux financements, et l'instabilité de l'approvisionnement en électricité, sont significatifs et nécessitent des actions concrètes pour être surmontés. Pour permettre aux artisans de prospérer, il est essentiel que des politiques publiques ciblées soient mises en place, incluant un soutien financier accru, des mécanismes de garantie, et des investissements dans l'infrastructure énergétique. Cela permettrait non seulement de renforcer le secteur artisanal, mais aussi de contribuer au développement économique global du Mali.

7- Pour surmonter ces défis, il est essentiel d'adopter une approche intégrée qui combine soutien financier, formation, simplification des procédures, et promotion active des produits artisanaux. La mise en place de politiques adaptées et le renforcement des structures de soutien peuvent grandement améliorer la situation des artisans maliens et favoriser le développement durable de leur secteur.

#### **5- Observations et commentaires sur le tableau :**

La lecture du tableau ci-dessus et le graphique ci-dessous appelle de notre part les observations et commentaires ci-après.

### Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO



1°) Durant les cinq dernières années (de 2019 à 2023), le réseau de microfinance NYESIGISO a financé le secteur de l'artisanat pour un total cumulé environ de **8 207 394 000 FCFA** dans la seule région de Kayes.

Ceci est un volume de financement fort appréciable, comparé au financement que l'Etat du Mali au niveau national, a octroyé à ce secteur dans les mêmes périodes considérées.

2°) Par rapport aux activités artisanales, celles qui ont absorbé le plus grand volume de financement dans la région de Kayes par ordre d'importance, se présentent comme suit :

- Métaux et constructions métalliques, mécanique, électricité, et petites activités de transport (**2 422 004 000**) ;
- Agroalimentaire, alimentation et restauration (**2 186 393 000**) ;
- Artisanat d'art et de décoration (**1 836 933 000**) ;
- Mines et carrières, construction et bâtiment (**1 044 415 000**) ;
- Bois et assimilés, mobilier et ameublement (**678 721 000**) ;
- Textile, habillement, cuirs et peaux (**37 928 000**).

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

3°) Si l'on sait que les rubriques présentées ci-dessus ne regroupent uniquement que des micros entreprises et des PME, il en résulte que la microfinance est un des instruments qui contribuent beaucoup aux créations et développement d'entreprises. L'institution de microfinance NYESIGISO nous donne un exemple bien vérifiable dans la région de Kayes au Mali.

Sur la base de ce qui précède, il en découle qu'à travers le financement de l'éducation, la formation, la modernisation des ateliers, des équipements et outils de travail, la participation à des foires, la microfinance joue un rôle important dans le développement des savoirs – faire artisanaux dans nos pays au sud du Sahara.

En somme, elle représente le « carburant » utile à la bonne marche de l'artisanat, pour lui permettre de se déployer et gagner des marchés intéressants. Ces financements des artisans ne leur sont pas toujours possibles auprès des banques qui exigent des garanties et avals qu'ils ne disposent pas le plus souvent.

Lors nos entretiens avec les responsables de l'institution de microfinance NYESIGISO, nous avons posé certaines questions relatives entre autres aux activités de cette institution de microfinance dans ses zones d'interventions.

En somme, les questions portaient essentiellement sur :

- Les secteurs et activités qui sont financés par NYESIGISO ;
- La stratégie d'intervention de NYESIGISO ;
- Les sources de financement de NYESIGISO ;
- Les possibilités de formation existantes pour les artisans maliens ;
- Les obstacles à la valorisation des savoir-faire locaux du Mali ;
- Les défis que l'artisanat au Mali est appelé à relever.

Des réponses précises ont été apportées à toutes nos questions. Le tableau ci-dessous, qui nous a servi de guide d'entretien, retrace nos questions et les réponses obtenues.

### **Chapitre III : Rôle de la Micro finance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali Cas de NYESIGISO**

---

#### **Conclusion du chapitre 03**

Le cas de NYESIGISO montre que la microfinance, lorsqu'elle est bien intégrée dans un cadre de développement local, peut être un levier puissant pour la valorisation des savoir-faire artisanaux. Elle contribue non seulement à l'amélioration des conditions économiques des artisans, mais aussi à la préservation et à la transmission d'un patrimoine culturel précieux. Cette étude ouvre ainsi des perspectives pour le renforcement des synergies entre microfinance et développement artisanal, dans le but de promouvoir un développement durable et inclusif au Mali et au-delà.

En somme, ce chapitre a mis en lumière l'importance cruciale de la microfinance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali, en se concentrant sur l'exemple de NYESIGISO. L'analyse a démontré que la microfinance joue un rôle vital en facilitant l'accès des artisans aux ressources financières, nécessaires pour le développement de leurs activités. Grâce aux services financiers adaptés offerts par NYESIGISO, de nombreux artisans ont pu non seulement améliorer leurs conditions de travail, mais aussi élargir leur production, accéder à de nouveaux marchés, et renforcer leur compétitivité.

Le soutien financier fourni par la microfinance a permis aux artisans d'investir dans des équipements modernes, d'accéder à des formations pour perfectionner leurs compétences, et de mieux structurer leurs entreprises. Ces avancées ont contribué à une valorisation significative des savoir-faire artisanaux, les rendant plus visibles et plus attractifs, tant sur le marché local qu'international.

Cependant, l'étude a également révélé des défis persistants, notamment l'insuffisance des fonds disponibles, les difficultés liées à la gestion des crédits, et la nécessité d'une formation continue pour les artisans. Ces défis soulignent l'importance d'une collaboration renforcée entre les institutions de microfinance, les artisans, et les autorités publiques pour maximiser l'impact des interventions dans le secteur artisanal.

Ainsi, le rôle de la microfinance, à travers des institutions comme NYESIGISO, s'avère indispensable pour soutenir la pérennité et la croissance du secteur artisanal au Mali. En renforçant davantage les mécanismes de financement et en adaptant les services aux besoins spécifiques des artisans, la microfinance peut continuer à jouer un rôle central dans la valorisation des savoir-faire artisanaux, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique du pays.

# **Conclusion Générale**

### Conclusion Générale

Le rôle de la microfinance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali apparaît comme une dynamique essentielle pour le développement économique et social du pays. À travers cette étude, il a été démontré que la microfinance joue un rôle crucial en offrant des solutions financières adaptées aux artisans, qui sont souvent exclus des circuits bancaires traditionnels. En facilitant l'accès au crédit, en proposant des services d'épargne, et en offrant des formations adaptées, les institutions de microfinance permettent aux artisans de renforcer leurs capacités productives, d'améliorer la qualité de leurs produits, et d'accéder à de nouveaux marchés.

L'analyse des différentes initiatives de microfinance au Mali, notamment à travers des études de cas comme NYESIGISO, a mis en lumière l'impact positif de ces interventions sur le secteur artisanal. Les artisans bénéficiaires ont pu diversifier leurs activités, moderniser leurs outils de production, et accroître leur compétitivité, contribuant ainsi à la préservation et à la promotion du riche patrimoine artisanal malien.

Au terme de cette étude, nous avons examiné en profondeur le rôle de la microfinance dans la valorisation des savoir-faire artisanaux au Mali, en mettant l'accent sur les impacts économiques de cette valorisation. La question principale de recherche était de déterminer comment la microfinance contribue à cette valorisation et quels sont les effets sur le développement économique local.

Nos analyses ont montré que **l'hypothèse 1** est validée : la microfinance a effectivement permis à de nombreux artisans maliens d'accéder à des financements indispensables, facilitant ainsi l'investissement dans des équipements, des matières premières, et l'amélioration de la qualité des produits. Ces investissements ont conduit à une valorisation accrue des savoir-faire artisanaux, avec des produits mieux positionnés sur les marchés locaux et internationaux.

Concernant **l'hypothèse 2**, elle est également validée, mais avec des nuances. Si la valorisation des savoir-faire artisanaux a globalement conduit à une augmentation des revenus pour une grande partie des artisans, contribuant à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois, les bénéfices n'ont pas été uniformément répartis. Les artisans les plus structurés et mieux organisés ont tiré un plus grand profit de ces initiatives, tandis que les plus vulnérables, souvent ceux opérant dans des zones rurales éloignées, ont bénéficié dans une moindre mesure.

Ainsi, cette recherche confirme l'importance de la microfinance dans la dynamisation de l'économie locale à travers la valorisation des savoir-faire artisanaux. Toutefois, elle souligne également la nécessité d'un accompagnement supplémentaire pour s'assurer que les bénéficiaires atteignent les segments les plus marginalisés de la population artisanale. Ce constat ouvre la voie à des recommandations pour améliorer l'efficacité des interventions de microfinance en milieu rural et pour mieux intégrer les artisans les plus défavorisés dans les dynamiques économiques locales.

# **Bibliographie**

## Bibliographie

### Livre et Article :

1. **Pecqueur, Olivier.** *Principes d'économie politique*. 1<sup>ère</sup> Édition, Cambridge University Press, 1890, 400 pages.
2. **Bourdieu, Pierre.** *Le capital social*. In *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 31, 1986, pp. 248-260. Paris : Éditions du Seuil, 80 pages.
3. **Marshall, Alfred.** *Principes d'économie politique*. 8<sup>ème</sup> Édition, Londres : Macmillan, 1890, 754 pages.
4. **Darby, William J.** *Paysages culturels et changement environnemental*. 2<sup>ème</sup> Édition, Oxford : Oxford University Press, 2000, 320 pages. [Série Études Environnementales].
5. **Veltz, Pierre.** *Mondialisation, villes et territoires*. Paris : Presses de Sciences Po, 1996, 350 pages.
6. **Colletis, Georges & Pecqueur, Bernard.** *Typologie des ressources*. In *L'Espace Géographique*, 1995, pp. 57-75. Paris : CNRS Éditions.
7. **Davezies, Laurent.** *Les nouveaux territoires de la croissance*. Paris : Seuil, 2008, 320 pages. [Collection "La République des idées"].
8. **Becattini, Giacomo.** *La théorie des districts industriels*. 1<sup>ère</sup> Édition, Cheltenham : Edward Elgar, 2004, 200 pages. [Études en Économie Régionale et Urbaine].
9. **Porter, Michael E.** *L'avantage compétitif des nations*. 1<sup>ère</sup> Édition, New York : Free Press, 1990, 875 pages..
10. **Rallet, Alain.** *Les stratégies de développement local*. Paris : Economica, 1996, 280 pages. [Série Développement Régional].
11. **Camagni, Roberto.** *Le capital territorial*. Paris : Economica, 2008, 320 pages. [Série Économie Territoriale].
12. **Florida, Richard.** *L'essor de la classe créative*. 2<sup>ème</sup> Édition, New York : Basic Books, 2002, 434 pages.

13. **Sachs, Jeffrey.** *La fin de la pauvreté : Les possibilités économiques de notre temps.* 1<sup>ère</sup> Édition, New York : Penguin Press, 2005, 396 pages. [Série Économie Mondiale].
14. **Démurger, Sylvie.** *Infrastructures de transport et développement économique.* Paris : Éditions OCDE, 2001, 150 pages. [Études du Centre de Développement de l'OCDE].
15. **Ostrom, Elinor.** *Gouvernance des biens communs : L'évolution des institutions pour l'action collective.* 1<sup>ère</sup> Édition, Cambridge University Press, 1990, 280 pages. [Économie Politique des Institutions et des Décisions].
16. **Yescombe, E. R.** *Partenariats Public-Privé : Principes de Politique et de Finance.* 1<sup>ère</sup> Édition, Oxford : Butterworth-Heinemann, 2007, 368 pages. [Série Finance et Investissement].
17. **Colletis, Georges.** *Les services publics et la compétitivité des territoires.* In *Économie et Statistique*, 2010, pp. 113-115. Paris : INSEE.
18. **Cohen, W. M. & Levinthal, D. A.** *La capacité d'absorption : Une nouvelle perspective sur l'apprentissage et l'innovation.* In *Administrative Science Quarterly*, Vol. 35, 1990, pp. 128-152. Ithaca, NY : Université Cornell, 25 pages.
19. **Porter, Michael E.** *Sur la concurrence.* Édition mise à jour et augmentée, Boston : Harvard Business School Press, 1998, 544 pages. [Harvard Business Review].
20. **Porter, Michael E.** *Localisation, concurrence et développement économique : Les clusters locaux dans une économie mondiale.* In *Economic Development Quarterly*, Vol. 14, 2000, pp. 15-34. SAGE Publications.
21. **Gumuchian, Henry & Pecqueur, Bernard.** *La ressource territoriale.* Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 2007, 270 pages. [Collection Études Territoriales].
22. **Stahel, Walter.** *L'économie circulaire : Guide de l'utilisateur.* 1<sup>ère</sup> Édition, Routledge, 2016, 435 pages. [Études en Durabilité].
23. **Landel, Pierre-Antoine & Senil, Nadine.** *La co-construction territoriale : Développer autrement les territoires.* Paris : L'Harmattan, 2009, 210 pages.
24. **Blondiaux, Loïc.** *Le nouvel esprit de la démocratie : Actualité de la démocratie participative.* Paris : Seuil, 2008, 240 pages. [Collection Sociologie et Politique].

25. **Bacqué, Marie-Hélène & Sintomer, Yves.** *La démocratie participative : Histoire et généalogie*. Paris : La Découverte, 2011, 270 pages. [Études en Sciences Sociales].
26. **Smith, Adrian.** *Réseaux innovants dans le développement local*. Londres : Routledge, 2018, 370 pages. [Série Innovation et Développement Régional].
27. **Jones, Peter.** *L'économie circulaire : Faire avancer la transition*. 1<sup>ère</sup> Édition, Londres : Kogan Page, 2019, 320 pages. [Collection Développement Durable].
28. **Martínez, M.** *Recherche participative et développement communautaire*. New York : Palgrave Macmillan, 2019, 284 pages. [Série Méthodes de Recherche].
29. **Adams, J.** *Engagement communautaire et responsabilité : Principes et pratiques*. 1<sup>ère</sup> Édition, Oxford University Press, 2018, 320 pages. [Série Administration Publique].
30. **Peters, Guy.** *La politique de la bureaucratie : Introduction à l'administration publique comparée*. 7<sup>ème</sup> Édition, Londres : Routledge, 2016, 400 pages. [Série Politique Comparée].

### Rapports et Sources Internet

1. **Banque Mondiale.** *Perspectives Économiques Mondiales 2010 : Crise, finance et croissance*. Washington, D.C. : Groupe de la Banque Mondiale, 2010, 256 pages. Disponible en ligne sur : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org).
2. **Klein, J. T.** *L'interdisciplinarité : Histoire, théorie et pratique*. 1<sup>ère</sup> Édition, Detroit : Wayne State University Press, 2005, 331 pages. [Études en Interdisciplinarité].
3. **Perrin, G.** *Coopération transfrontalière et développement territorial*. In *Journal of European Integration*, Vol. 26, 2004, pp. 97-100. Taylor & Francis Online.
4. **Albrechts, Louis.** *Planification spatiale stratégique : Le rôle des parties prenantes*. In *Planning Theory and Practice*, Vol. 7, 2006, pp. 25-28. SAGE Journals.

# **Annexes**

**Présentation de notre guide d'entretien**

**THIAM Boubacar Etudiant à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (Algérie)**

**Nationalité : Malienne**

**Adresse e-mail : [thiamboubacar41@gmail.com](mailto:thiamboubacar41@gmail.com)**

**Téléphone WhatsApp : 0022392050012**

**Tizi Ouzou le 07 juillet 2024**

**A Monsieur**

**Le Directeur de la Micro finance NYESIGISO à Kayes**

**OBJET : Demande de données statistiques sur le financement du secteur de l'artisanat au Mali.**

**Monsieur le Directeur,**

Je suis étudiant malien résidant présentement en Algérie, où je prépare un mémoire de fin d'études en master économie de développement à la faculté des sciences économiques de l'université de Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

Le thème de mon mémoire est intitulé : **ROLE DE LA MICROFINANCE DANS LA VALORISATION DES SAVOIR FAIRE ARTISANAUX AU MALI.**

Votre institution de microfinance NYESIGISO étant parmi les institutions de microfinance majors au Mali, je souhaite à ce titre obtenir des données statistiques relatives à l'intervention de votre structure dans le secteur de l'artisanat ces 5 dernières années au Mali.

A ce sujet, je vous fais parvenir, ci-joint, une copie du questionnaire à remplir et à me retourner à mon adresse e-mail. Ce questionnaire a été validé par mon Directeur de mémoire Dr Mouloud BERBAR de notre université.

La soutenance de mon mémoire en Algérie précisément dans la ville de Tizi-Ouzou est programmée pour le mois de septembre 2024.

Je vous prie d'accepter, **Monsieur le Directeur**, mes remerciements anticipés pour les dispositions utiles qu'il vous plairait d'accorder à ma requête.

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur**, les expressions de ma parfaite considération.

**THIAM Boubacar Etudiant malien en Algérie**
**Volume de financement octroyé**
**À l'artisanat ces 5 dernières années au Mali.**

<b>Activités artisanales</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>Objets du financement (voir exemples ci-dessous)</b>	<b>Nombre d'emplois créés ou sauvegardés</b>
Agroalimentaire Alimentation et restauration							
Mines et carrières, construction et bâtiment							
Métaux et constructions métalliques, mécanique, électricité et petites activités de transport							
Bois et assimilés, mobilier et ameublement							
Textile, habillement, cuirs et peaux							
Audiovisuel et communication							
Hygiène et soins corporels							
Artisanat d'art et de décoration							
<b>TOTAL =</b>							

**Objets du financement, quelques exemples :** créations d'entreprises, extension et modernisation d'ateliers et de salons, acquisition d'équipements (matériel et outillage), financement de fonds de roulement, préfinancement de marchés, appui pour le redressement et la relance d'activités d'ateliers, consolidation d'entreprises artisanales.

4. Quels sont les soubassements de votre stratégie de développement ?
5. Quelle est la source de vos financements ?
6. Comment s'effectue la formation des artisans au Mali ?
7. Quels sont les obstacles auxquels vous êtes confrontés ?
8. Quels sont les obstacles de la valorisation des savoir-faire locaux au Mali ?
9. Comment pouvez-vous caractériser le marché (intérieur et extérieur) de l'artisanat au Mali ?
10. Quels sont les défis que l'artisan malien est appelé à relever ?